

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 AVRIL 1924.

Projet de loi approuvant la Convention de l'Union postale universelle de Madrid du 30 novembre 1920 pour le transport des colis postaux et son règlement d'exécution.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Congrès postal, réuni à Madrid du 1^{er} octobre au 30 novembre 1920, et comprenant les représentants de plus de soixante-dix Gouvernements, a révisé entre autres la Convention de l'Union postale universelle de Rome de 1906 pour le transport des colis postaux et son règlement d'exécution.

Tenant compte des variations du change des divers pays représentés, par rapport au dollar, le Congrès a décidé en principe que les taxes indiquées doivent être considérées comme calculées en franc-or et que, pour leur perception, il y a lieu de les multiplier par un coefficient basé sur la dépréciation de chaque devise particulière.

Cette décision a pour conséquence que les taxes à percevoir en monnaie belge sont, dans la situation actuelle, triples de celles exprimées en francs-or dans les projets de convention et de règlement d'exécution.

Au point de vue de la responsabilité, la Convention de l'Union postale universelle concernant l'échange des colis postaux limite à 10, 25 ou 40 francs, suivant le poids du colis, le maximum de l'indemnité à payer en cas de perte, d'avarie ou de spoliation d'un colis postal ordinaire, c'est-à-dire sans déclaration de valeur.

Elle ne fixe pas de délai pour le transport des colis postaux et, par conséquent, ne prévoit le paiement d'aucune indemnité en cas de retard.

De plus, elle dispose que les Administrations ne sont pas responsables des colis postaux dont elles ne peuvent rendre compte par suite de la destruction des documents de service pour cause de force majeure.

Les dispositions précitées, limitatives de la responsabilité, ne sont pas en harmonie avec l'article 42 de la loi du 25 août 1891, lequel, sans fixer le maxi-

mun de l'indemnité, stipule qu'en cas de perte, l'expéditeur a droit au remboursement de la valeur de la marchandise d'après le prix courant du commerce, augmentée des frais de douane et de transport, et qu'en cas d'avarie, il reçoit une indemnité calculée d'après la dite valeur.

Le même article stipule qu'en cas de retard, l'intéressé a droit à la restitution de tout ou partie des frais de transport.

Les divers arrangements internationaux relatifs à l'échange des colis postaux conclus avant la Convention de Madrid n'ayant pas été approuvés par une loi, il s'ensuit que, dans la situation actuelle, l'ayant droit reçoit une indemnité correspondante à la valeur réelle de la marchandise lorsque la perte, l'avarie ou la spoliation se produit en Belgique, et une indemnité limitée à 10, 25 ou 40 francs, suivant le poids du colis, lorsque la perte, l'avarie ou la spoliation se produit à l'étranger.

D'autre part, en cas de retard, il touche une indemnité lorsque le retard se produit en Belgique et il n'en reçoit pas en cas de retard sur le parcours étranger.

Au surplus, les prix prévus par la Convention de Madrid pour les colis postaux, qui sont transportés en Belgique par trains de voyageurs, constituent encore un tarif réduit par rapport aux taxes express correspondantes de notre service intérieur, et l'Office belge serait dès lors fondé, à limiter sa responsabilité pour cette catégorie d'envois, par application du premier alinéa de l'article 44 de la loi du 25 août 1891, ainsi conçu :

« L'Administration a la faculté d'offrir au public des tarifs spéciaux à prix » réduits, avec fixation d'un maximum d'indemnité en cas de perte ou d'avarie. »

Il est à remarquer, à ce propos, que si nous maintenions le mode de règlement appliqué jusqu'ici, nous serions le seul pays du monde qui n'observerait pas sous ce rapport la Convention dont il s'agit.

Il importe donc d'adopter une réglementation uniforme en ce qui concerne les colis postaux et de lui donner toute sa force légale en Belgique.

Nous avons, par conséquent, l'honneur de soumettre à vos délibérations les projets de convention et de règlement d'exécution ci-joints, concernant l'échange des colis postaux.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes et Télégraphes,*

XAVIER NEUJEAN.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

CONVENTION**CONCERNANT****L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX****CONCLUE ENTRE**

L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE,
LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE,
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA,
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK,
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTÉ, L'ÉQUATEUR,
L'ESPAGNE ET LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ÉTHIOPIE,
LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE,
LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDO-CHINE,
L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES,
LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI,
LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE,
L'INDE BRITANNIQUE, L'ISLANDE,
L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN,
L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES,
LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG,
LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE),
LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE,
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS,
LES INDES NÉERLANDAISES,
LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU,
LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL,

LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE,
DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RUSSIE,
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, LE SALVADOR,
LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM,
LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE,
LA TUNISIE, LA TURQUIE,
L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUÉLA.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 21 de la Convention principale, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante :

ARTICLE 1.

Objet de la Convention.

1. — Il peut être expédié, sous la dénomination de colis postaux, de l'un des pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces pays, des colis avec ou sans valeur déclarée jusqu'à concurrence de 10 kilogrammes, avec les coupures de poids suivantes : *Jusqu'à 1 kilogramme, de 1 à 5 kilogrammes et de 5 à 10 kilogrammes.*

Par exception, il est loisible à chaque pays de *n'accepter que les colis de la coupure de poids de 5 kilogrammes et de ne pas se charger des colis avec déclaration de valeur, ni des colis encombrants.*

Chaque pays fixe, en ce qui le concerne, la limite supérieure de la déclaration de valeur, laquelle ne peut, en aucun cas, descendre au-dessous de 1,000 francs.

Dans les relations entre deux ou plusieurs pays qui ont adopté des maxima différents, c'est la limite la plus basse qui doit être réciproquement observée.

2. — Les Administrations des postes des pays correspondants peuvent convenir d'admettre les colis d'un poids de plus de 10 kilogrammes sur la base des dispositions de la Convention, sauf augmentation de la taxe et de la responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

3. — Le Règlement d'exécution détermine les autres conditions auxquelles les colis sont admis au transport.

ARTICLE 2.

Transit des colis.

1. — La liberté du transit est garantie sur le territoire de chacun des pays adhérents, et la responsabilité des Offices qui participent au transport est engagée dans les limites déterminées par l'article ci-après.

En conséquence, les diverses Administrations participant à la présente Con-

vention peuvent s'expédier réciproquement des colis postaux par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles.

2. — A moins d'arrangement contraire entre les Offices intéressés, la transmission des colis postaux échangés entre pays non limitrophes s'opèrent à découvert.

ARTICLE 3.

Rétribution du transport.

1. — L'Administration du pays d'origine est redevable envers chacune des Administrations participant au transit territorial, d'un droit de 30 centimes par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme, de 50 centimes par colis jusqu'au poids de 5 kilogrammes, et de 90 centimes par colis de 5 à 10 kilogrammes.

2. — En outre, s'il y a un ou plusieurs transports maritimes, l'Administration du pays d'origine doit, à chacun des Offices dont les services participent au transport maritime, et, le cas échéant, pour chacun de ces services, un droit dont le taux est fixé par colis, savoir :

ÉCHELONS DE DISTANCE.	Colis jusqu'à 1 kilogramme	Colis jusqu'à 5 kilogrammes	Colis de 5 à 10 kilogrammes
<i>Jusqu'à 500 milles marins</i>	0,15	0,25	0,45
<i>de 501 à 1,000 milles marins</i>	0,25	0,40	0,75
<i>de 1,001 à 2,000</i> —	0,40	0,60	1,10
<i>de 2,001 à 3,000</i> —	0,50	0,80	1,45
<i>de 3,001 à 4,000</i> —	0,60	1,00	1,80
<i>de 4,001 à 5,000</i> —	0,70	1,20	2,15
<i>de 5,001 à 6,000</i> —	0,80	1,40	2,50
<i>de 6,001 à 7,000</i> —	0,90	1,60	2,85
<i>de 7,001 à 8,000</i> —	1,00	1,80	3,20
<i>de 8,001 à 9,000</i> —	(maximum)	2,00	3,55
<i>de 9,001 à 10,000</i> —	»	2,20	3,90
<i>c'est-à-dire, au delà de 1,000 milles marins, il convient d'ajouter</i>	»	0,20	0,35
<i>par 1,000 milles ou fraction de 1,000 milles excédant.</i>			

Ces parcours sont calculés, le cas échéant, d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

Toutefois, pour les colis jusqu'à 1 kilogramme, le droit dû à chacun des Offices, dont les services participent au transport maritime, ne doit pas excéder le taux de 1 franc par colis, sans égard aux parcours.

3. — Les pays signataires de la présente Convention, qu'ils aient ou non le franc comme unité monétaire, ont la faculté, sous réserve d'aviser un mois au

moins à l'avance, l'Administration des postes suisses, de réduire ou de majorer simultanément leurs taxes territoriales de départ et d'arrivée. La réduction ou la majoration sera valable pendant une période de six mois au minimum. La majoration ne pourra, en aucun cas, dépasser, pour chaque coupure de poids, les taxes normales correspondantes.

Toutefois, la taxe qui revient au pays d'origine ou de destination ne pourra dépasser la taxe perçue dans son service interne pour les colis de la même coupure de poids.

La même faculté de réduction ou de majoration de 100 % au maximum est accordée aux pays contractants, en ce qui concerne les droits applicables aux transports maritimes indiqués au paragraphe 2 ci-dessus. Toutefois, la majoration ne peut être demandée que lorsqu'elle est appliquée aussi aux colis postaux du pays dont dépendent les services qui effectuent les transports maritimes, les relations entre ce pays et ses colonies étant exceptées.

4. — Pour les colis encombrants, les bonifications fixées par les paragraphes 1 et 2 précédents sont augmentées de 50 %.

5. — Indépendamment des frais de transit précités, l'Administration du pays d'origine est redevable, à titre de droit d'assurance pour les colis avec valeur déclarée, envers chacune des Administrations dont les services participent au transport avec responsabilité et, le cas échéant, pour chacun de ces services, d'une quote-part de droit d'assurance fixée, par 300 francs ou fraction de 300 francs, à 5 centimes pour transit territorial et à 10 centimes pour transit maritime.

6. — Les droits fixés en francs ou en centimes et prévus par la présente Convention, se rapportent au franc-or conforme au poids et au titre des monnaies d'or établis par la législation en vigueur dans divers pays qui ont adopté cette unité monétaire.

Les équivalents des droits sont fixés, dans la monnaie des pays contractants, de la manière prévue à l'article II du Règlement d'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 4.

Obligation de l'affranchissement.

L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

ARTICLE 5.

Taxes et surtaxes; avis de réception.

1. — La taxe des colis postaux se compose d'un droit comprenant autant de fois 30 centimes par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme, 50 centimes par colis jusqu'au poids de 5 kilogrammes et 90 centimes par colis de 5 à 10 kilogrammes, qu'il y a d'Offices, participant au transport territorial, avec addition, le cas échéant, pour les quotes-parts terminales (départ et arrivée) de la surtaxe prévue au paragraphe 3 de l'article 3. Il convient d'ajouter, s'il y a lieu, le droit maritime prévu à l'article 3, paragraphe 2, ainsi que la surtaxe maritime cor-

respondante prévue au paragraphe 3 et les taxes, droits et surtaxes mentionnés dans les paragraphes ci-après.

2. — Les colis encombrants sont soumis à une taxe additionnelle de 50 % qui est arrondie, s'il y a lieu, par 5 centimes. *Cette taxe additionnelle ne s'applique pas aux surtaxes prévues aux paragraphes 4 et 5 ci-après.*

3. — Pour les colis avec valeur déclarée, il est ajouté, par fraction indivisible de 300 francs :

- a) un droit de 5 centimes par Administration participant au transport territorial ;
- b) un droit de 10 centimes par service maritime emprunté.

Toutefois, comme mesure de transition, est réservée à l'Office d'origine la faculté de percevoir un droit autre que ceux indiqués ci-dessus, pourvu que le droit perçu sur l'expéditeur ne dépasse pas au total 50 centimes par 300 francs de la somme déclarée.

Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure ont le droit de percevoir, de ce chef, pour les colis avec valeur déclarée, une surtaxe spéciale sans que le total de cette surtaxe et du droit d'assurance normal puisse dépasser le droit prévu à l'alinéa précédent.

Chaque pays d'origine a la faculté d'appliquer, à son profit, un droit d'expédition dont la quotité ne peut dépasser 50 centimes par colis avec valeur déclarée.

4. — Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.

Exceptionnellement, cette surtaxe peut être élevée à 75 centimes au maximum pour la République Argentine, l'Autriche, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, l'Égypte (pour ce qui concerne les bureaux du Soudan), l'Équateur, la Finlande, la Grèce, le Guatemala, l'Indo-Chine (pour divers bureaux du Laos indo-chinois), l'Inde britannique, le Nicaragua, la République de Panama, le Pérou, les Colonies portugaises d'Afrique (pour divers bureaux de l'Angola et du Mozambique), la Russie d'Europe et la Russie d'Asie prises chacune séparément, le Salvador, le Siam, la Suède, la Turquie d'Asie, l'Uruguay, le Vénézuéla ; à 50 centimes pour la Bulgarie, la République d'Haïti et d'Islande ; à 40 centimes pour la République Dominicaine, et à fr. 1.50 pour les Colonies néerlandaises⁽¹⁾.

L'Éthiopie a la faculté d'appliquer provisoirement les surtaxes de 40 centimes, fr. 1.25 et fr. 1.70 respectivement, pour les colis de chacune des trois coupures de poids (1 kg., 1 à 5 kg., 5 à 10 kg.).

La République de Panama a la faculté d'appliquer provisoirement une surtaxe de 50 centimes pour le transport des colis à travers l'Isthme.

5. — Le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, d'autre part, donne lieu, à la charge de l'expéditeur et par colis, à une

(1) Le texte italique représente les additions apportées au texte de la Convention de Rome de 1906.

surtaxe égale, à titre de bonification maritime, au droit maritime applicable au transport n'excédant pas 500 milles marins, et pour les colis de valeur déclarée, à un droit supplémentaire d'assurance de 10 centimes par 300 francs ou fraction.

Tout colis postal avec déclaration de valeur en provenance ou à destination de la Corse et de l'Algérie donne lieu à la charge de l'expéditeur et à titre de droit territorial corse ou algérien, à une taxe supplémentaire d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction.

Il est loisible à l'Administration espagnole de percevoir une surtaxe de 25 centimes pour le transport entre l'Espagne continentale, d'une part, les îles Baléares, les possessions espagnoles au Nord de l'Afrique et les bureaux de la zone espagnole du Maroc, d'autre part, et de 50 centimes pour le transport entre l'Espagne continentale et les îles Canaries.

Il est loisible à l'Administration portugaise de percevoir une surtaxe de fr. 1.50 par colis jusqu'à 5 kilogrammes pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

6. — L'expéditeur d'un colis postal peut obtenir un avis de réception de cet objet en payant d'avance un droit fixe égal à la taxe d'une lettre de port simple. Le double de ce droit peut être perçu pour les avis de réception demandés postérieurement au dépôt du colis, ainsi que pour les demandes de renseignements, à moins que l'expéditeur n'ait déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de réception. Le double du dit droit peut être également perçu de l'expéditeur d'un colis tombé en rebut, au moment où il aura à remplir la formule d'avis de non-remise mentionnée à l'article XV du Règlement d'exécution. Les droits sont acquis en entier à l'Administration du pays d'origine.

ARTICLE 6.

Bonifications aux Offices de destination et aux Offices intermédiaires.

L'Office expéditeur bonifie pour chaque colis :

- a) A l'Office destinataire, par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme, le cas échéant, 30 centimes; par colis jusqu'au poids de 5 kilogrammes 50 centimes, et par colis de 5 à 10 kilogrammes 90 centimes, avec addition, s'il y a lieu, des surtaxes prévues aux cinq premiers paragraphes de l'article 5 précédent et d'un droit de 5 centimes pour chaque somme de 300 francs ou fraction de 300 francs de valeur déclarée ainsi que du droit de remise à domicile par exprès prévu à l'article 9;
- b) Éventuellement, à chaque Office intermédiaire, les droits fixés par l'article 3.

ARTICLE 7.

Droits de factage et de formalités en douane.

Il est loisible au pays de destination de percevoir, pour le factage et pour l'accomplissement des formalités en douane, un droit dont le montant total ne

peut pas excéder 50 centimes par colis. Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, cette taxe est perçue du destinataire au moment de la livraison du colis. *En outre, il est accordé aux Offices de destination la faculté de percevoir un droit de factage spécial qui ne peut dépasser 50 centimes, chaque fois qu'un colis est présenté au domicile du destinataire, après une première présentation infructueuse.*

ARTICLE 8.

Colis contre remboursement.

1. — Les colis peuvent être expédiés grevés de remboursement dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'assurer ce service. Le maximum du remboursement est *égal au maximum fixé pour les mandats de poste à destination des pays d'origine des colis.*

Toutefois, chaque Office est obligé d'admettre en transit les colis contre remboursement, quel que soit le montant du remboursement.

2. — Il est perçu sur l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement une taxe spéciale de 1 % du montant du remboursement. *L'Office expéditeur a la faculté d'arrondir la taxe d'après les convenances de son système monétaire et de fixer un minimum de perception qui ne peut dépasser une demi-unité monétaire.*

La taxe de 1 % est partagée entre l'Administration du pays d'origine et celle du pays de destination de la manière prescrite par le Règlement d'exécution.

3. — La liquidation des montants des remboursements encaissés est effectuée au moyen de mandats de remboursement, qui sont délivrés gratuitement.

Le montant d'un mandat de remboursement tombé en rebut reste à la disposition de l'Administration du pays d'origine du colis grevé de remboursement.

A tous les autres égards, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant l'échange des mandats de poste, sous les réserves prévues au Règlement d'exécution.

4. — La perte d'un colis grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par l'article 16 ci-après pour les colis non grevés de remboursement.

Après la livraison de l'objet, l'Administration du pays de destination est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas, lors de la transmission à son service, les désignations prescrites, pour les colis grevés de remboursement, par le Règlement d'exécution.

Les sommes encaissées régulièrement du destinataire sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'Arrangement concernant les mandats de poste, sauf dans les cas prévus au 2^e alinéa de l'article 17 de la présente Convention.

5. — Les dispositions des paragraphes 5 et 6 de l'article 8 de la Convention principale s'appliquent également aux colis postaux grevés de remboursement.

ARTICLE 9.

Remise par exprès.

1. — Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après leur arrivée, dans les pays de l'Union dont les Administrations conviennent de se charger de ce service.

Ces envois, qui sont qualifiés « exprès », sont soumis à une taxe spéciale; cette taxe est fixée à 50 centimes et doit être entièrement acquittée d'avance par l'expéditeur, en sus du port ordinaire, que le colis puisse, ou non, être remis au destinataire ou seulement signalé par exprès dans le pays de destination. Elle fait partie des bonifications dévolues à ce pays.

2. — Si un colis de l'espèce est, par suite de changement de domicile du destinataire, réexpédié à un autre pays sans que la remise par exprès ait été tentée, la taxe fixe payée par l'expéditeur est bonifiée au nouveau pays de destination, si celui-ci a consenti à se charger de la remise par exprès; dans le cas contraire, cette taxe reste acquise à l'Office du pays de la première destination; *il en est de même lorsque les colis sont tombés en rebut.*

3. — *Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de la distribution gratuite du bureau de destination, ce bureau peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans le service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur, ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.*

La taxe complémentaire prévue ci-dessus reste exigible en cas de réexpédition ou de mise en rebut de l'objet; elle est acquise à l'Administration qui l'a perçue.

4. — La remise ou l'envoi d'un avis d'invitation au destinataire n'est essayé qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions requises pour les colis ordinaires.

ARTICLE 10.

Colis urgents.

1. — *Dans les relations entre les pays qui se sont mis d'accord à ce sujet, l'expéditeur peut demander qu'un colis ordinaire soit transporté autant que possible par les moyens rapides utilisés pour le transport de la poste aux lettres. Ces colis, qualifiés d'urgents, sont remis par exprès au domicile du destinataire pourvu qu'ils ne portent pas la mention « poste restante ». Il est perçu pour les colis urgents la triple taxe d'affranchissement des colis ordinaires du même poids et de la même destination ainsi que, le cas échéant, la taxe de remise par exprès. La taxe additionnelle pour les colis encombrants et les autres taxes accessoires ne sont perçues, le cas échéant, qu'à leur simple montant.*

2. — *Pour les colis urgents, chaque Office participant au transport reçoit les bonifications qui lui reviennent d'après les dispositions du paragraphe précédent.*

ARTICLE 11.

Colis pour les prisonniers de guerre.

Les colis postaux, à l'exception des colis grevés de remboursement, destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, sont affranchis de toutes taxes prévues par la présente Convention, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. Ces colis postaux expédiés en franchise ne donnent lieu *ni* aux bonifications prévues par les articles 3, 5, 6, 7 et 9 de la présente Convention, *ni* à *paiement d'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.*

ARTICLE 12.

Interdiction de percevoir des droits autres que ceux prévus par la Convention ; paiement des droits de douane ; perception d'arrhes.

1. — Les colis auxquels s'applique la présente Convention ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les divers articles de la dite Convention.

Est accordée aux Offices de destination, la faculté de prélever des destinataires, un *droit de magasinage pour les colis adressés poste restante* ou qui ne seraient pas retirés de la poste dans un délai stipulé par les règlements internes de ces pays. Le montant du droit en question est fixé par la législation intérieure de chaque pays *et suit le colis en cas de réexpédition ou de retour à l'expéditeur au profit de l'Office qui a frappé le colis de ce droit.*

2. — Les droits de douane ou autres droits non postaux doivent être acquittés par les destinataires des colis. Toutefois, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge les droits dont il s'agit, moyennant déclaration préalable au bureau de départ. Dans ce cas, ils doivent payer, sur la demande du bureau de destination, les sommes indiquées par ce bureau. *Les bureaux d'expédition ont la faculté de percevoir des expéditeurs des arrhes suffisantes.*

L'Administration qui fait opérer le dédouanement pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir, de ce chef, un droit spécial qui ne peut dépasser 25 centimes par colis. *Ce droit est indépendant de celui prévu à l'article 7 précédent.*

ARTICLE 13.

Retrait ou modification d'adresse ; annulation ou modification du montant du remboursement.

L'expéditeur d'un colis postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances, par l'article 11 de la Convention principale, avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu de garantir d'avance le paiement du port dû pour la nouvelle transmission.

L'expéditeur d'un colis postal grevé de remboursement peut aussi faire annuler ou réduire le montant de ce remboursement; les demandes à cet effet sont transmises de la même manière que les demandes de retrait ou de modification d'adresse.

ARTICLE 14.

Réexpéditions; rebuts; annulation des droits de douane.

1. — La réexpédition d'un pays sur un autre de colis postaux, par suite de changement de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis postaux tombés en rebut, ou refoulés par la douane, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les paragraphes 1 à 5 de l'article 5 à la charge des destinataires ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

2. — *Lorsque le destinataire a demandé la réexpédition d'un colis postal dans le territoire du pays de destination même, il est loisible à l'Administration de ce pays de percevoir une taxe de réexpédition sur la base de ses règlements internes. Cette taxe reste exigible au profit du pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire, en cas de renvoi du colis au pays d'origine.*

Toutefois, l'expéditeur est autorisé à interdire au moyen d'une annotation appropriée sur le bulletin d'expédition et sur le colis, toute réexpédition qui pourrait être demandée par le destinataire.

3. — Les Administrations contractantes s'engagent à intervenir auprès des Administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis postaux renvoyés au pays d'origine, *abandonnés par l'expéditeur, détruits pour cause d'avarie complète du contenu ou réexpédiés sur un tiers pays.*

ARTICLE 15.

Interdictions.

1. — Sauf arrangement contraire entre les pays contractants, il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis contenant :

- a) des matières explosibles, inflammables ou dangereuses, des animaux ou insectes vivants, sauf les exceptions prévues au Règlement d'exécution;
- b) *de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux envois de cette nature effectués dans un but médical, pour les pays qui les admettent à cette condition;*
- c) des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres;
- d) des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance *actuelle et personnelle ainsi que des objets de correspondance de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire du colis.*

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

Il est également interdit d'expédier des pièces monnayées, des matières d'or et d'argent et d'autres objets précieux, dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

2. — *Les colis qui auraient été admis à tort à l'expédition doivent être renvoyés à l'Office d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée par sa législation ou ses règlements internes, à en disposer autrement.*

ARTICLE 16.

Responsabilité.

1. — *Sauf le cas de force majeure et les cas prévus au paragraphe 1^{er} de l'article 15 de la présente Convention, lorsqu'un colis postal a été perdu, spolié ou avarié, l'expéditeur et, à défaut de celui-ci, le destinataire a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, à moins que le dommage n'ait été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou ne provienne de la nature de l'objet et sans que cette indemnité puisse dépasser, pour les colis ordinaires, 10 francs par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme, 25 francs par colis de 1 à 5 kilogrammes et 40 francs par colis de 5 à 10 kilogrammes, et pour les colis avec valeur déclarée, le montant de cette valeur.*

Ne sont pas pris en considération les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés.

L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature et qualité, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

Les Administrations des pays contractants s'engagent à intervenir auprès des Administrations des douanes respectives pour que les droits soient annulés sur les colis postaux perdus, spoliés ou avariés dans leur service. Toutefois, les droits dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des transporteurs responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a, en outre, droit à la restitution des frais d'expédition. Il en est de même quant aux envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état pourvu que celui-ci soit imputable au service postal et qu'il engage, par conséquent, la responsabilité des Administrations en cause. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de la poste, les frais postaux de réclamation sont restitués à l'expéditeur.

Le destinataire qui a pris livraison d'un colis spolié ou avarié, en faisant des réserves, a droit à l'indemnité réglementaire.

Le droit d'assurance reste acquis, dans tous les cas, aux Administrations postales.

2. — L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, spoliation ou avarie a eu lieu.

Lorsqu'un colis avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Office sur le territoire ou dans le service duquel la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu en est responsable devant l'Office expéditeur si les deux pays se chargent des risques, en cas de force majeure, quant aux colis avec valeur déclarée.

3. — Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

4. — Le paiement de l'indemnité par l'Office expéditeur, doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation.

Le dit Office a la faculté de différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai précité lorsqu'il n'est pas encore fixé sur le sort de l'objet recherché ou sur l'importance du dommage ou lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée pour des raisons étrangères au service postal (force majeure par exemple).

Toutefois, l'Office d'origine est autorisé à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Office intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire; ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le paiement est effectué, en conformité de l'alinéa précédent, est tenu de rembourser à l'Office expéditeur le montant de l'indemnité, dans le délai de trois mois après avis de paiement. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créditeur, soit par voie de décompte, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur. Le cas échéant, le montant de l'indemnité est repris d'office par voie de décompte sur le pays responsable, soit directement, soit par l'intermédiaire du premier Office de transit, qui se crédite à son tour sur l'Office suivant, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Office responsable. Passé ce délai de trois mois, la somme due à l'Office expéditeur est productive d'intérêt à raison de 7 % l'an, à dater du jour de l'expiration du dit délai.

Un Office dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité, doit, en outre, prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

5. — Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du jour qui suit celui du dépôt du colis à la poste; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6. — *L'Administration pour le compte de laquelle est opéré le remboursement du montant de la valeur déclarée des colis non parvenus à destination est subrogée dans tous les droits du propriétaire.*

7. — Si la perte, la spoliation ou l'avarie a lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur quel territoire le fait s'est accompli, ou si, en cas de *transmission* globale des colis ordinaires; il ne peut être établi sur quel territoire un colis a été perdu, spolié ou avarié, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

Pour les envois adressés bureau restant ou conservés en instance à la disposition des destinataires, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié de son identité suivant les règles en vigueur dans le pays de destination et dont les noms et qualités sont conformes aux indications de l'adresse.

8. — Les Administrations cessent d'être responsables des colis postaux dont les ayants droit ont pris livraison, *ainsi que des colis dont elles ne peuvent rendre compte par suite de la destruction des documents de service pour cause de force majeure.*

ARTICLE 17.

Déclaration frauduleuse.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un colis est interdite. En cas de déclaration frauduleuse de cette nature, l'expéditeur perd tout droit à une indemnité, sans préjudice des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Il en est de même pour les colis contenant des objets dont l'insertion est interdite dans les envois de l'espèce, aux termes de l'article 15 de la présente Convention.

Il n'y a pas contravention du fait de ne déclarer qu'une partie de la valeur du contenu d'un colis postal.

ARTICLE 18.

Suspension temporaire du service.

Chaque Administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des colis postaux d'une manière générale ou partielle, à la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

ARTICLE 19.

Législation intérieure.

La législation intérieure de chacun des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente Convention.

ARTICLE 20.**Unions restreintes.**

1. — Les stipulations de la présente Convention ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des conventions spéciales, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration de service.

2. — Toutefois, les Offices des pays participants à la présente Convention, qui entretiennent un échange de colis postaux avec des pays non contractants, admettent tous les autres Offices participants à profiter de ces relations pour l'échange des colis postaux avec ces derniers pays.

ARTICLE 21.**Adhésions à la Convention.**

1. — Les pays de l'Union postale universelle qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 26 de la Convention principale en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

2. — Toutefois, si le pays qui désire adhérer à la présente Convention réclame la faculté de percevoir une surtaxe supérieure à 25 centimes par colis, le Gouvernement de la Confédération suisse soumet la demande d'adhésion à tous les pays contractants. Cette demande est considérée comme admise si, dans un délai de six mois, aucune objection n'a été présentée.

ARTICLE 22.**Règlement d'exécution.**

Les Administrations des postes des pays contractants désignent les bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange international des colis postaux; elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 23.**Congrès et Conférences.**

La présente Convention est soumise aux conditions de revision déterminées par l'article 27 de la Convention principale.

ARTICLE 24.

Proposition de modifications formulées dans l'intervalle des Congrès.

1. — Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 27 de la Convention principale, toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des colis postaux.

Pour être mise en délibération, chaque proposition doit être appuyée par, au moins, deux Administrations, sans compter celle dont la proposition émane. Lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps que la proposition, le nombre nécessaire de déclarations d'appui, la proposition reste sans aucune suite.

2. — Toute proposition est soumise au procédé déterminé au paragraphe 2 de l'article 28 de la Convention principale.

3. — Pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 23 et 25 de la présente Convention ;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la présente Convention autres que celles des articles précités ;
- c) la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la présente Convention, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.

4. — Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée à l'article 28 de la Convention principale.

5. — Toute modification ou résolution n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

ARTICLE 25.

Durée de la Convention; abrogation des traités antérieurs; ratifications.

1. — La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} janvier 1922.

Toutefois, chaque pays est autorisé à mettre les nouveaux tarifs en vigueur à partir du 1^{er} avril 1921, du 1^{er} juillet 1921 ou du 1^{er} octobre 1921, sous réserve de prévenir le Bureau international, au besoin par télégramme, deux mois à l'avance.

2. — Elle aura la même durée que la Convention principale, sans préjudice du droit laissé à chaque partie contractante de se retirer de la présente Conven-

tion moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. — Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, *les stipulations de la Convention concernant l'échange des colis postaux, conclue à Rome en 1906.*

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à *Madrid*.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à *Madrid*, le *trente novembre mil neuf cent vingt*.

Pour l'Allemagne :

RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine :

A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche :

EBERAN.

Pour la Belgique :

A. PIRARD.
TINHON.
Hub. KRAINS.

Pour la Colonie du Congo belge :

M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil :

Alcibiades PECANHA.
J.-Henrique ADERNE.

Pour la Bulgarie :

N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili :

A. DE LA CRUZ.
Florencio MARQUEZ DE LA PLATA.
Gus. COUSINO.

Pour la Chine :

LIOU FOE-TCHENG.

Pour la République de Colombie :

W. MAC LELLAN.
Gabriel ROLDAN.

Pour la République de Costa-Rica :

Manuel M. DE PERALTA.

Pour la République de Cuba :

Juan IRURETAGOYENA.

Pour le Danemark :

HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour la République Dominicaine :

Leopoldo LOVELACE.

Pour l'Égypte :

N.-T. BORTON.

Pour la République de l'Équateur :

LUIS ROBALINO DAVILA.
Leonidas A. YEROVI.

Pour l'Espagne :

CONDE DE COLOMBI.
 JOSÉ DE GARCÍA TORRES.
 GUILLERMO CAPDEVILA.
 MARTIN VICENTE.
 ANTONIO CAMACHO.
 JOSÉ DE ESPAÑA.

Pour les Colonies espagnoles :

BERNARDO ROLLAND.
 MANUEL G. ACEBO.

Pour l'Éthiopie :

WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande :

G.-E.-F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.
 P.-M.-Georges BONNET.
 M. LEBON.
 G. BLIN.
 P. BOUILLARD.
 BARRAIL.

Pour l'Algérie :

H. TREUILLÉ.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indo-Chine :

ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

G. DEMARTIAL.

Pour la Grèce :

P. SCASSI.
 TH. PENTHIÉROUDAKIS.

Pour le Guatemala :

JUAN-J. ORTEGA.
 ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti :

LUIS-MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras :

RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie :

O. DE FEJÉR.
 G. BARON SZALAY.

Pour l'Inde britannique :

G.-R. CLARKE.

Pour l'Islande :

HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les Colonies italiennes :

E. DELMATI.
 S. ORTISI.

Pour le Japon :

S. NAKANISHI.
 ARAJIRO MIURA.
 Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen :

S. NAKANISHI.
 ARAJIRO MIURA.
 Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

S. NAKANISHI.
 ARAJIRO MIURA.
 Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria :

LUIS-MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg :

G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

Gérard JAPY.

J. WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

M. AGUIRRE DE CARCER.

L. LÓPEZ-FERRER.

C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua :

M.-Ig. TERAN.

Pour la Norvège :

SOMMERSCHILD.

KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama :

J.-D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay :

Fernando PIGNET.

Pour les Pays-Bas :

A.-W. KYMELL.

J.-S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises :

WIGMAN.

W.-F. GERDES OOSTERBEEK.

J. VAN DER WERF.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :

WIGMAN.

W.-F. GERDES OOSTERBEEK.

J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou :

D.-C. URREA.

O. BARRENEGHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse :

HUSSEÏN KHAN ALAÏ.

C. MOLITOR.

Pour la Pologne :

W. DOBROWOLSKI.

MECIEJEWSKI.

D^r Marjan BLACHIER.*Pour le Portugal :*

Henrique MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :

Juvenal ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

José Emilio DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie :

D.-G. MARINESCO.

Eug. BOUKMAN.

Eug. BOUKMAN.

Pour le Salvador :

Ismaël-G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre :

DOUAKCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

DRAG. DIMITRIYEVITCH.

S.-P. TOUTOUNDJITCH.

D^r Franya PAVLITCH.

Costa ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam :

PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède :

JULIUS JUNLIN.

THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :

MENGOTTI.

F. BOSS.

*Pour la Tchécoslovaquie :*D^r Otokar R^UZICKA.Vaclav K^UCEKA.*Pour la Tunisie :*

Gérard JAPY.

A. BARBARAT.

Pour la Turquie :

MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay :

AGORIO.

Pour les États-Unis de Vénézuéla :

Pedro-Emilio COLL.

BARCELÓ.

A. POSSE.

PROTCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue à la date de ce jour, relativement à l'échange des colis postaux, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I

Tout pays où la poste ne se charge pas actuellement du transport des colis postaux et qui adhère à la Convention susmentionnée aura la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il pourra en même temps limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'Administration postale de ce pays devra s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de la Convention, spécialement pour organiser le service d'échange à la frontière.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

II

Par exception aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 2, des paragraphes 1 et 2 de l'article 3 et respectivement des paragraphes 1 et 4 de l'article 5 de la Convention :

1° Le Gouvernement russe a la faculté de porter à fr. 1.25 le droit de transit territorial pour la Russie d'Europe et pour celle d'Asie prises chacune séparément.

2° Le Gouvernement ottoman a la faculté de porter à fr. 2.50 le droit de transit territorial pour les colis postaux qui doivent traverser la Turquie d'Asie.

3° *Le Gouvernement chinois a la faculté de porter à fr. 1.25 le droit de transit territorial pour les colis qui doivent traverser la Chine.*

4° *Le Gouvernement argentin a la faculté d'appliquer une surtaxe de fr. 1.50 par colis, à titre de transit territorial, aux colis postaux qui doivent être transportés par le chemin de fer transandin.*

5° Est appliquée pour le transport des colis postaux provenant ou à destination des bureaux argentins de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes, une surtaxe ne dépassant pas fr. 1.25 par colis et, pour le transport des colis

avec déclaration de valeur à destination ou provenant des mêmes bureaux, un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs.

6° La République de Colombie, l'Équateur, le Pérou, les États-Unis de Venezuela et le Brésil ont la faculté de porter transitoirement :

- a) à 1 franc le droit de transit territorial;
- b) à fr. 1.25 la surtaxe à appliquer aux colis postaux originaires ou à destination de leur territoire.

7° La Colonie du Congo belge a la faculté :

- 1° d'appliquer aux colis postaux, pour leurs parcours au delà de ses bureaux d'échange : une surtaxe qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis de son service intérieur;
- 2° De limiter à 500 francs le maximum de la déclaration de valeur des colis postaux;
- 3° De ne pas assurer le transport des colis postaux en transit par son territoire.

8° La Perse et les Colonies portugaises d'Afrique ont la faculté de ne pas assurer le transport des colis postaux en transit par leur territoire. Cette faculté leur est accordée à titre provisoire.

9° L'Inde britannique a la faculté d'appliquer aux colis postaux originaires de son pays à destination des autres pays, un tarif gradué correspondant à différentes catégories de poids, à la condition que la moyenne des taxes ne dépasse pas la taxe normale, y compris la surtaxe à laquelle elle aurait droit.

Cette dernière faculté est également accordée aux pays qui adhéreront à la Convention dans l'intervalle, jusqu'au prochain Congrès.

10° Est réservée aux pays de l'Union la faculté de percevoir une surtaxe, qui ne peut dépasser 30 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes, pour chaque envoi qui, à la demande de l'expéditeur, est transporté dans un coffre-fort flottant placé à bord d'un paquebot postal. La surtaxe est acquise au pays d'origine de l'envoi.

L'emploi de coffres-forts flottants est réglé de commun accord entre les Administrations qui conviennent d'assurer ce service dans leurs relations réciproques.

III

La Grèce, la Tunisie et la Turquie d'Asie ont la faculté de ne pas admettre provisoirement les colis dont les dimensions ou le volume excéderaient le maximum autorisé pour les services maritimes dans le Règlement d'exécution.

Les Colonies néerlandaises ont la faculté de limiter provisoirement à 60 centimètres le maximum de dimension dans un sens quelconque et à 25 décimètres cubes le volume des colis postaux.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il con-

tient étaient insérées dans la Convention, et ils l'ont signé sur un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement espagnol et dont une copie sera remise à chaque partie.

Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne :

RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine :

A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche :

EBERAN.

Pour la Belgique :

A. PIRARD.
TIXHON.
Hub. KRAINS.

Pour la Colonie du Congo belge :

M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil :

Alcibiades PEÇANHA.
J.-Henrique ADERNE.

Pour la Bulgarie :

N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili :

A. DE LA CRUZ.
Florencio MARQUEZ DE LA PLATA.
Gus. COUSINO.

Pour la Chine :

LIU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie :

W. MAC LELLAN.
Gabriel ROLDAN.

Pour la République de Costa-Rica :

Manuel-M. DE PERALTA.

Pour la République de Cuba :

JUAN IRURETAGOYENA.

Pour le Danemark :

HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour la République Dominicaine :

Leopoldo LOVELACE.

Pour l'Égypte :

N.-T. BORTON.

Pour la République de l'Équateur :

LUIS ROBALINO DAVILA.
Leonidas A. YEROVI.

Pour l'Espagne :

CONDE DE COLOMBI.
José DE GARCIA TORRES.
Guillermo CAPDEVILA.
Martin VICENTE.
Antonio CAMAÑO.
José DE ESPAÑA.

Pour les Colonies espagnoles :

Bernardo ROLLAND.
Manuel-G. ACEBO.

Pour l'Éthiopie :

WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande :

G.-É.-F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

P.-M.-Georges BONNET.

M. LEBON.

G. BLIN.

P. BOUILLARD.

BARRAIL.

Pour l'Algérie :

H. TREUILLÉ.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indo-Chine :

André TOUZET.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

G. DEMARTIAL.

Pour la Grèce :

P. SCASSI.

Th. PENTHÉROUDAKIS.

Pour le Guatemala :

Juan-J. ORTEGA.

Enrique TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti :

Luis Ma. SOLÉR.

Pour la République du Honduras :

Ricardo BELTRAN Y RÖZPIDE.

Pour la Hongrie :

O. DE FÉJER.

G. BARON SZALAY.

Pour l'Inde britannique :

G.-R. CLARKE.

Pour l'Islande :

HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les Colonies italiennes :

E. DELMATI.

S. ORTISI.

Pour le Japon :

S. NAKANISHI.

Arajiro MIURA.

Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen :

S. NAKANISHI.

Arajiro MIURA.

Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

S. NAKANISHI.

Arajiro MIURA.

Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria :

Luis Ma. SOLÉR.

Pour le Luxembourg :

G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

Gérard JAPY.

J. WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

M. AGUIRRE DE CARGER.

L. LÓPEZ-FERRER.

C. GARCÍA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua :

M.-Ig. TERAN.

Pour la Norvège :

SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama :

J.-D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay :

Fernando PIGNET.

Pour les Pays-Bas :

A.-W. KYNDIËLL.
J.-S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises :

WIGMAN.
W.-F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :

WIGMAN.
W.-F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou :

D.-C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse :

HUSSÉIN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne :

W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
D^r Marjan BLACHIER.

Pour le Portugal :

HENRIQUE MOUSINHO DE ALBU-
QUERQUE.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA
BARBARA.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

José-Emilio DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie :

D.-G. MARINESCO.
Eug. BOUKMAN.

Pour le Salvador :

Ismaël-G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre :

DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S.-P. TOUTOUNDJITCH.
D^r FRADYA PAVLITCH.
Costa ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam :

PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède :

Julius JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :

MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KŮČKA.
Dr Otokar RUŽIČKA.

Pour la Tunisie :

Gérard JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie :

MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay :

Adolfo AGORIO.

Pour les États-Unis de Vénézuéla :

Pedro-Emilio COLL.
BARCELO.
A. POSSE.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION**CONCERNANT****L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX****CONCLU ENTRE**

L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE,
LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE,
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA,
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK,
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR,
L'ESPAGNE ET LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ÉTHIOPIE,
LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE,
LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDO-CHINE,
L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES,
LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE,
L'INDE BRITANNIQUE, L'ISLANDE,
L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN,
L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES,
LA RÉPUBLIQUE DE LIBERIA, LE LUXEMBOURG,
LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE),
LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE,
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS,
LES INDES NÉERLANDAISES,
LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU,
LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL,
LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE,
DE L'ASIE ET DE L'OcéANIE, LA ROUMANIE, LA RUSSIE,
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, LE SALVADOR,
LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM,
LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE,
LA TURQUIE, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUÉLA.

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention principale et l'article 22 de la Convention concernant l'échange des colis postaux, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de cette dernière Convention.

I

Acheminement des colis postaux; communication des renseignements et documents relatifs à l'échange des colis postaux.

1. — *Chaque Administration est obligée d'acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire.*

2. — Les Administrations postales des pays contractants qui entretiennent des services maritimes réguliers désignent, aux Offices des autres pays contractants, ceux de ces services qui peuvent être affectés au transport des colis postaux, en indiquant les distances.

3. — Les Administrations des pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle A ci-annexé, savoir :

- a) la nomenclature des pays pour lesquels elles peuvent respectivement servir d'intermédiaire pour le transport des colis postaux;
- b) les voies ouvertes à l'acheminement des dits colis, à partir de l'entrée sur leurs territoires ou dans leurs services;
- c) le total des frais qui doivent leur être bonifiés de ce chef, pour chaque destination, par l'Office qui leur livre les colis.

4. — Au moyen des tableaux A reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses colis postaux et les taxes à percevoir sur les expéditeurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

5. — Chaque Administration doit, en outre, faire connaître directement au premier Office intermédiaire quels sont les pays pour lesquels elle se propose de lui livrer des colis postaux.

6. — Chaque Administration doit communiquer aux Administrations contractantes la liste des objets, dont l'admission dans son pays n'est pas autorisée par les lois ou règlements.

II

Équivalents des taxes.

1. — En exécution de l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la Convention concernant l'échange des colis postaux, les Administrations des pays contractants perçoivent

leurs taxes d'après les équivalents qu'elles ont fixés, selon les indications du tableau ci-annexé (modèle O) et qu'elles doivent notifier au Bureau international, par l'intermédiaire de l'Administration des postes suisses.

2. En cas de changement du système monétaire dans l'un des pays susmentionnés, l'Administration de ce pays doit s'entendre avec l'Administration des postes suisses pour modifier les équivalents; il appartient à cette dernière Administration de faire notifier la modification à tous les autres Offices de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international.

3. — Toute Administration a la faculté de recourir, si elle le juge nécessaire, à l'entente prévue au paragraphe précédent en cas de modification importante dans la valeur de sa monnaie.

III

Colis encombrants.

1. — Sont considérés comme encombrants :

- a) les colis dépassant 1^m50 dans un sens quelconque;
- b) les colis dépassant, dans un sens, 1 mètre et, dans un autre sens, 50 centimètres;
- c) les colis qui, par leur forme, leur volume ou leur fragilité ne se prêtent pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui demandent des précautions spéciales, tels que plantes et arbustes en paniers, cages vides ou renfermant des animaux vivants, boîtes à cigares vides ou autres boîtes en fardeaux, meubles, vanneries, jardinières, voitures d'enfants, rouets, vélocipèdes, etc.

2. — Les Administrations qui assurent des transports par mer ont la faculté de considérer comme encombrant tout colis qui emprunte ces transports et dont le volume dépasse 55 décimètres cubes, ou dont une des dimensions est supérieure à 1^m25.

3. — En ce qui concerne le calcul exact du volume, du poids ou de la dimension des colis postaux, la manière de voir du bureau expéditeur doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

IV

Transport des cartouches et articles similaires.

Est réservée aux Administrations intéressées la faculté de s'entendre sur le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives et des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles.

Ces objets doivent être solidement emballés à l'intérieur et à l'extérieur dans des caisses ou des barils et être déclarés tant sur le bulletin d'expédition que sur l'envoi même.

Conditionnement des colis.**1. — Pour être admis au transport, tout colis doit :**

1° Porter l'adresse exacte du destinataire *en caractères latins*. Les adresses au crayon ne sont pas admises; *toutefois, sont acceptés au transport, les colis dont l'adresse est écrite au crayon à encre, sur un fond préalablement mouillé*. L'adresse des colis doit être écrite sur l'emballage même de l'envoi ou y être attachée solidement et de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il est recommandé d'insérer dans l'envoi une copie de l'adresse ;

2° Être emballé d'une manière qui réponde à la durée de transport et qui préserve assez efficacement le contenu pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser une trace apparente de violation. L'emballage des colis pour les pays d'outre-mer doit être particulièrement solide et bien conditionné, en raison des nombreux transbordements et manipulations que doivent supporter ces envois; en particulier, lorsque le contenu est composé de métaux précieux, d'objets en métal ou de marchandises lourdes, il est indispensable d'employer, pour l'emballage, des boîtes en métal résistant ou des caisses en bois d'au moins un centimètre d'épaisseur. Toutefois, sont acceptés, sans emballage, les objets qui peuvent être emboîtés, ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets, de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger. Il n'est pas exigé, non plus, d'emballage pour les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer ;

3° Être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur ;

4° En cas de déclaration de valeur, porter cette déclaration sur l'adresse dans la monnaie du pays d'origine, sans rature ni surcharge même approuvées. Le montant de cette déclaration doit, en outre, être converti en francs-or par l'expéditeur ou par l'Office d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

2. — Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant ou en carton ondulé de solide qualité), est ménagé, autant que possible, un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante ou protectrice.

Cette dernière condition est obligatoire lorsque le premier récipient est particulièrement fragile.

VI

Bulletins d'expédition et déclarations en douane.

1. — Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition *en carton résistant* et de déclarations en douane conformes ou analogues aux modèles *B* et *C* ci-joints. Les Administrations se renseignent réciproquement sur le nombre de déclarations en douane à fournir pour chaque destination.

L'expéditeur peut ajouter sur le coupon du bulletin d'expédition des communications relatives à l'envoi, à la condition toutefois que la législation du pays d'origine n'y soit pas contraire. *Il a, en outre, la faculté d'indiquer, au verso du bulletin d'expédition, la manière dont il entend disposer du colis, au cas où la livraison ne pourrait être effectuée. Cette annotation doit être libellée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination.*

2. — Un seul bulletin d'expédition et, si les lois douanières ne s'y opposent pas, une seule déclaration en douane peuvent servir à plusieurs colis ordinaires jusqu'au nombre de trois, émanant du même expéditeur, *soumis à la même taxe* et destinés à la même personne. Cette disposition n'est pas applicable aux colis expédiés contre remboursement ou avec déclaration de valeur, qui doivent être accompagnés chacun d'un bulletin séparé.

Toutefois, il est loisible à chaque pays d'exiger un bulletin et des déclarations en douane distincts pour chaque colis *en provenance ou à destination de l'étranger*.

3. — Les formules de bulletins d'expédition *et les déclarations en douane* qui ne sont pas imprimées en langue française doivent porter une traduction sublinéaire dans cette langue.

4. — Les bulletins d'expédition accompagnant les colis avec valeur déclarée doivent porter, pour chaque colis, l'empreinte du cachet qui a servi à fermer l'envoi, ainsi que l'indication de la valeur déclarée d'après les règles mentionnées sous le chiffre 4° de l'article V du présent Règlement.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par l'Office d'origine, tant sur l'adresse du colis que sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée dans cette formule.

5. — Les Administrations contractantes déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

VII

Étiquettes distinctives.

1. — Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette conforme au modèle *D* ci-annexé et indiquant le numéro de l'enregistrement et le nom du bureau de dépôt. Le même bureau d'origine ne peut employer, en même temps, deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf le cas où les séries sont complétées par un caractère distinctif.

2. — Le bulletin d'expédition est, en outre, frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

3. — *Les colis avec valeur déclarée ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent porter une étiquette rouge avec l'indication « Valeur déclarée » en caractères latins.*

4. — *Les colis grevés de remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette de couleur rouge-orange conforme au modèle D, annexé au Règlement d'exécution de la Convention principale.*

5. — Les colis à remettre par exprès sont, de même que leur bulletin d'expédition, frappés d'un timbre ou revêtus d'une étiquette portant, en gros caractères, le mot « Exprès ».

6. — *Les colis urgents et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter une étiquette avec l'indication très apparente : « Urgent ».*

7. — Lorsque les colis contiennent des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les étiquettes prescrites par les paragraphes 1, 3, 4, 5 et 6 précédents et les timbres-poste, s'il y en a d'apposés sur les colis, doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à cacher des lésions de l'emballage. Ils ne doivent pas, non plus, être repliés sur les deux faces de l'emballage, de manière à couvrir la bordure.

VIII

Colis francs de droits.

1. — Les colis à remettre aux destinataires francs de droits ou francs de droits de douane seulement, doivent porter sur l'adresse ainsi que sur les bulletins d'expédition, une étiquette de couleur, avec l'indication, en gros caractères : « *Franc de tous droits* », ou « *Franc de droits de douane seulement* ». La même indication doit être inscrite par les expéditeurs sur les bulletins d'expédition.

2. — *Tout colis expédié « franc de droit » est accompagné d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle E ci-annexé, confectionné en carton de couleur jaune et dont le recto est rempli par le bureau expéditeur d'après la contexture de la formule.*

Un seul bulletin d'affranchissement peut servir pour plusieurs colis ordinaires jusqu'au nombre de trois émanant du même expéditeur, soumis à la même taxe et destinés à la même personne. Cette disposition n'est pas applicable aux colis contre remboursement ou valeur déclarée, qui doivent être accompagnés chacun d'un bulletin séparé. Il est, d'ailleurs, loisible à tout pays d'exiger un bulletin d'affranchissement distinct pour chaque colis en provenance ou à destination de l'étranger.

Le bulletin d'affranchissement est solidement attaché au bulletin d'expédition.

3. — Après la livraison au destinataire, le bureau qui a effectué le dédouanement pour le compte de l'expéditeur, remplit, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmet ce dernier accompagné des pièces justificatives, sous enveloppe fermée, sans indication du contenu, au bureau d'origine du colis.

Toutefois, chaque Administration a le droit de faire effectuer par des bureaux spécialement désignés, le renvoi des bulletins d'affranchissement grevés de frais et de demander que les bulletins renvoyés de l'étranger soient transmis à un bureau déterminé. Dans ce dernier cas, le nom du bureau auquel les bulletins doivent être renvoyés est inscrit par le bureau expéditeur du colis au recto du bulletin d'affranchissement.

4. — A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par le service destinataire, l'Administration d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie à un taux qu'elle fixe elle-même et qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats-poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral et confirmé par la signature de l'agent qui a opéré la conversion. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau d'origine remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

5. — Lorsqu'un envoi qui porte l'étiquette « franc de droits » parvient au service destinataire sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui de l'Administration dont il relève lui-même. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

6. — Les bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulés par les soins de l'Office qui effectue le renvoi et être attachés aux bulletins d'expédition.

IX.

Mode de transmission des colis.

1. — L'échange des colis postaux entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct, est effectué par les bureaux et dans les locaux désignés par les Offices intéressés.

2. — Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis postaux doivent suivre les voies dont les Offices intéressés sont convenus; ils sont livrés à découvert au premier Office intermédiaire. Les Offices intéressés peuvent s'entendre pour établir des échanges soit à découvert, soit en sacs, paniers ou compartiments clos avec feuilles de route directes. Dans ce cas, les dits Offices arrêtent d'un commun accord les mesures nécessaires pour l'échange des colis postaux et les opérations de comptabilité.

3. — Toutefois, il est obligatoire de former des récipients clos lorsque le nombre des colis postaux est de nature à entraver les opérations d'une Administration intermédiaire d'après la déclaration de cette Administration.

Les récipients clos doivent être renvoyés vides à l'Office expéditeur par le prochain courrier, sauf autre arrangement entre les Offices correspondants. Les paniers, sacs et autres récipients semblables, nécessaires à l'échange des colis, sont à la charge, à parts égales, des Offices qui s'en servent dans leurs rapports réciproques, sauf arrangement contraire.

4. — *Les Offices participant à l'échange des colis urgents s'entendent pour assurer la transmission rapide et, autant que possible, directe de ces colis; ces Offices arrêtent également d'un commun accord les mesures nécessaires pour la comptabilité.*

5. — *Lorsque des colis postaux sont retenus d'office en cours de transport, soit par la poste, soit par la douane, l'expéditeur doit être invité, par avis de non-remise, à donner ses instructions. Toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure, tels que grèves, inondations, etc.*

X

Feuille de route; description des colis.

1. — Les colis postaux sont inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle F annexé au présent Règlement, avec tous les détails que cette formule comporte. Toutefois les Offices correspondants peuvent s'entendre pour que les colis ordinaires ne soient inscrits sur les feuilles de route qu'en bloc, avec indication sommaire des montants à bonifier. Les bulletins d'expédition, les mandats de remboursement, les déclarations en douane et, le cas échéant, les autres documents exigés (tels que factures, certificats d'origine, de santé, etc.), ainsi que les bulletins E et les avis de réception, sont attachés à la feuille de route.

Les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant les feuilles de route.

2. — Les colis postaux pour le service des prisonniers de guerre sont inscrits sur cette même feuille, mais sans aucune bonification.

3. — *Sauf arrangement contraire dans les relations par mer, les bureaux expéditeurs doivent numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination, en mentionnant autant que possible, au-dessous du numéro, le nom du paquebot ou du bâtiment qui emporte la dépêche. Le dernier numéro d'une année écoulée doit être mentionné sur la feuille de route de la première expédition de l'année suivante.*

XI

Avis de réception.

1. — Quand un colis postal est l'objet d'une demande d'avis de réception, le

bureau d'origine inscrit à la main sur ce colis et sur son bulletin d'expédition, d'une manière très apparente, la mention « Avis de réception » ou y appose l'empreinte d'un timbre portant « A. R. ».

2. — La formule d'avis de réception est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Office expéditeur. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

Les avis de réception doivent être formulés en français ou porter une traduction sublinéaire en cette langue.

3. — Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie, *à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.*

4. — Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un colis postal postérieurement au dépôt de cet objet, le bureau d'origine reproduit sur une formule d'avis de réception la description très exacte du colis (bureau d'origine, date de dépôt, numéro, suscription). Cette formule est attachée à une réclamation modèle *N*, *préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue à l'article 5, paragraphe 6, de la Convention*, et traitée selon les prescriptions de l'article XVI suivant, à cette exception près que, en cas de livraison régulière du colis auquel l'avis de réception se rapporte, le bureau de destination retire la formule *N* et renvoie l'avis de réception, dûment rempli, à l'origine, de la manière prescrite par le paragraphe 3 précédent.

5. — Si un avis de réception, régulièrement demandé par l'expéditeur au moment du dépôt, n'est pas parvenu dans les délais voulus au bureau d'origine, on procède, pour réclamer l'avis manquant, conformément aux règles tracées au paragraphe 4 précédent. Le bureau d'origine inscrit en tête la mention « Dupliquata de l'avis de réception, etc. »

XII

Vérification par les bureaux d'échange.

1. — A la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis postaux et des divers documents inscrits sur cette feuille et, s'il y a lieu, opère la constatation des manquants ou autres irrégularités au moyen d'une formule conforme au modèle *G* annexé au présent Règlement et en se conformant aux règles tracées par l'article IX du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les valeurs déclarées.

2. — Les différences de peu d'importance en ce qui concerne le volume, la dimension et le poids ainsi que les irrégularités qui n'engagent évidemment pas la responsabilité des Administrations respectives, sont seulement signalées par bulletin de vérification.

3. — Toutes les différences qui pourraient être relevées dans les bonifications et mises en compte doivent être signalées par bulletin de vérification au bureau

expéditeur. Les bulletins de vérification régularisés doivent être annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections non appuyées par des pièces justificatives ne sont pas admises par la revision.

XIII

Colis grevés de remboursement.

1. — Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter du côté de l'adresse le mot « Remboursement » écrit ou imprimé d'une manière très apparente et suivi de l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine, exprimé en caractères latins, sans rature ni surcharge, même approuvées. *L'expéditeur doit indiquer sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse, également en caractères latins.*

2. — Tout colis expédié contre remboursement est accompagné d'un mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle *H* annexé au présent Règlement. Ce mandat de remboursement, qui est attaché au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Cependant, chaque Administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres de ses bureaux les mandats afférents aux envois originaires de son service. *Le coupon du mandat doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date de dépôt de cet envoi.*

3. — Sauf entente contraire entre les Administrations d'origine et de destination, les montants des mandats de remboursement sont convertis en monnaie du pays destinataire par les soins de l'Administration de ce pays, qui se sert à cet effet du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

4. — Immédiatement après avoir encaissé le remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'Administration destinataire remplit la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et, après y avoir apposé son timbre à date, renvoie ce mandat franc de port à l'adresse qui y est indiquée.

Les mandats de remboursement sont payés dans les conditions déterminées par chaque Administration en vue d'assurer le paiement des montants des remboursements aux expéditeurs des colis.

5. — Dans le cas où le destinataire ne paie pas le montant du remboursement dans un délai de sept jours dans les relations entre les pays d'Europe, et dans un délai de quinze jours dans les relations des pays d'Europe avec les pays hors d'Europe et de ces derniers pays entre eux, à partir du jour qui suit celui de l'arrivée du colis au bureau destinataire, le colis est traité comme étant tombé en rebut, conformément aux dispositions de l'article XV, paragraphe 3, du présent Règlement.

Ces délais peuvent être étendus jusqu'à un maximum de 28 jours par les Administrations auxquelles leur législation en fait une obligation. *L'expéditeur peut, toutefois, demander, par une annotation libellée dans une langue connue dans le pays de destination, le renvoi immédiat des colis à son adresse, si le destinataire refuse de payer le montant du remboursement lors de la première présentation.*

Les mandats afférents aux colis *postaux grevés de remboursement* qui, pour un motif quelconque sont renvoyés à l'origine, doivent être annulés par les soins de l'Office qui effectue le renvoi.

6. — Lorsque les mandats *afférents aux colis grevés de remboursement* sont égarés, perdus ou détruits avant l'encaissement du remboursement, *le bureau destinataire en établit des duplicata au nom du bureau expéditeur.*

Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du remboursement sont également remplacés par des duplicata ou des autorisations de paiement, après constatation par les deux Administrations que le mandat n'a été ni payé ni remboursé.

7. — Les mandats de remboursement dont les bénéficiaires n'ont pas réclamé le paiement dans les délais de validité fixés par le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant l'échange des mandats, sont traités en conformité des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article VIII du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des recouvrements.

8. — *Les dispositions des paragraphes 7 et 8 de l'article XIII du Règlement d'exécution de la Convention principale concernant les mandats indélivrables aux bénéficiaires ou non encaissés par ceux-ci s'appliquent également au service des colis postaux grevés de remboursement.*

XIV

Réexpédition.

1. — Les colis postaux réexpédiés par suite de fausse direction sont acheminés par la voie la plus directe dont peut disposer l'Office réexpéditeur; *ils ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par le dit Office.* Lorsque la réexpédition entraîne restitution des colis à l'Office expéditeur, le bureau d'échange réexpéditeur lui alloue les bonifications reçues, après avoir signalé l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans le cas contraire, et si le montant bonifié à l'Office réexpéditeur est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, il se crédite de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur la feuille de route du bureau d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification est notifié au dit bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition, par suite d'une erreur imputable au service postal, et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, ou, si l'une des prohibitions prévues à l'article 15 de la Convention

est constatée par le bureau d'échange d'entrée au cours des opérations d'échange, il est procédé de la même manière que si ce colis devait être restitué à l'Office expéditeur par suite de fausse direction.

2. — Les colis postaux réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, sont grevés, à la charge des destinataires, par l'Office distributeur, d'une taxe représentant la quote-part revenant à ce dernier Office, à l'Office réexpéditeur et, s'il y a lieu, à chacun des Offices intermédiaires.

L'Office réexpéditeur se crédite de sa quote-part sur l'Office intermédiaire ou sur l'Office de la nouvelle destination. Dans le cas où le pays de réexpédition et celui de la nouvelle destination ne sont pas limitrophes, le premier Office intermédiaire qui reçoit un colis postal réexpédié se crédite du montant de sa quote-part et de celle de l'Office réexpéditeur, vis-à-vis de l'Office auquel il livre cet objet; et ce dernier, à son tour, s'il n'est lui-même qu'un intermédiaire, répète, sur l'Office suivant, sa propre quote-part, cumulée avec celles dont il a tenu compte à l'Office précédent. La même opération se poursuit dans les rapports entre les différents Offices participant au transport, jusqu'à ce que le colis postal parvienne à l'Office distributeur.

Toutefois, si la taxe exigible pour le parcours ultérieur d'un colis à réexpédier est acquittée au moment de la réexpédition, cet objet est traité comme s'il était adressé directement du pays réexpéditeur dans le pays de destination, et remis sans taxe postale au destinataire.

3. — Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés, si le pays de la nouvelle destination entretient avec celui d'origine un échange de colis grevés de remboursement. Les colis sont, dans le cas de réexpédition, accompagnés des mandats de remboursement créés par le service d'origine. L'Office de la nouvelle destination procède à l'égard de la liquidation du remboursement comme si le colis lui avait été directement expédié.

4. — Les colis sont réexpédiés dans leur emballage primitif et accompagnés du bulletin d'expédition créé par le bureau d'origine. Dans le cas où le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé ou le bulletin d'expédition primitif remplacé par un bulletin supplémentaire, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis et le numéro d'enregistrement primitif figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

XV

Rebuts.

1. — Lorsque les expéditeurs de colis tombés en rebut n'ont pas indiqué sur le verso du bulletin d'expédition et sur l'envoi même la manière dont il doit être disposé de leur colis, l'Office de destination signale à l'Office d'origine, dans le plus court délai possible, les colis postaux tombés en souffrance. A cet effet, il est fait usage d'une formule conforme au modèle J ci-joint, libellée en français ou

comportant une traduction sublinéaire dans cette langue. La disposition de l'expéditeur ne peut être qu'une de celles prévues au paragraphe 2 suivant.

En règle générale, les avis de non-remise sont échangés entre les bureaux de destination et d'origine. Toutefois, chaque Office peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné. *L'avis de non-remise doit indiquer, le cas échéant, le montant des frais de douane et autres dont le colis est déjà grevé et de ceux dont il pourrait être encore grevé en raison d'un magasinage prolongé.*

Lorsque des colis postaux ayant donné lieu à un avis sont retirés ou réexpédiés avant la réception des dispositions de l'expéditeur, le bureau d'origine doit en être informé immédiatement, à l'intention de l'expéditeur. Après réception des dispositions de l'expéditeur, ces dernières seules sont valables et exécutoires.

2. — L'expéditeur d'un colis tombé en rebut peut demander :

- a) que le colis lui soit immédiatement renvoyé;
- b) que l'adresse du colis soit rectifiée ou complétée ;
- c) que le colis soit remis à un autre destinataire ou qu'il soit réexpédié sur une autre destination, pour être remis au destinataire primitif ou à une autre personne ;
- d) que le destinataire primitif soit avisé encore une fois ;
- e) que le colis soit vendu aux risques et périls de l'expéditeur *ou traité comme abandonné ;*
- f) qu'un colis grevé de remboursement soit remis au destinataire primitif ou à une autre personne sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à celle indiquée originairement. Le procédé à suivre en ce qui concerne l'annulation ou le remplacement du mandat de remboursement est celui prescrit au paragraphe 2 de l'article XVII ci-après ;
- g) que le colis soit remis au destinataire sans perception des frais de douane ou des autres frais dont le colis est grevé.

Si l'expéditeur ne répond pas du tout ou exprime un désir non conforme aux demandes d'instruction qui lui ont été adressées par le bureau d'origine, l'Office de destination n'est pas tenu de lui adresser un nouvel avis ; dans ce cas, le colis lui est renvoyé à l'expiration du délai fixé au paragraphe 3 suivant. Il en est de même si l'expéditeur refuse d'accepter l'avis de non-remise ou de payer le droit prévu par le paragraphe 6 de l'article 5 de la Convention.

Les colis postaux qui n'ont pu être remis aux destinataires pour une cause quelconque et dont les expéditeurs ont fait abandon pur et simple, ne sont pas renvoyés par l'Office destinataire, qui les traite conformément à sa législation intérieure.

3. — Si dans le délai d'un mois, à partir de l'expédition de l'avis, le bureau de destination n'a pas reçu des instructions suffisantes, le colis est renvoyé au bureau d'origine. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

Les colis gardés en instance à la disposition des destinataires ou adressés poste restante sont considérés comme tombés en rebut après le délai de conservation prescrit par les règlements du pays de destination, sans, toutefois, que ce délai puisse dépasser quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer et un mois dans les autres relations.

Le renvoi des colis doit avoir lieu immédiatement, si la demande de l'expéditeur formulée, soit par une annotation préalable sur le bulletin d'expédition, soit en réponse à l'avis de non-remise modèle J, n'a pu être exécutée ou n'a pas abouti à la livraison du colis. Si l'expéditeur a ajouté à sa nouvelle disposition une seconde instruction éventuelle (autre adresse, etc.), le colis n'est renvoyé que si cette disposition subsidiaire n'a eu, à son tour, aucun résultat.

4. — Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays non participant à la Convention concernant les colis postaux est traité comme rebut, à moins que l'Office de la première destination ne soit en mesure de le faire parvenir.

Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut », dans la colonne d'observations. Ils sont traités et taxés comme les objets réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

Dans le cas où ces colis sont grevés d'autres frais que des taxes de renvoi, une spécification de ces frais doit être ajoutée sur le bulletin d'expédition.

5. — Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement même en route à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit. En cas d'impossibilité de vente pour une cause quelconque, les objets détériorés ou corrompus sont détruits. Il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine,

Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent l'envoi. Le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais de l'envoi. Les frais non couverts par la vente tombent à la charge de l'expéditeur et sont repris sur l'Office d'origine.

XVI

Réclamations.

1. — Pour les réclamations de colis postaux, ou de mandats de remboursement non parvenus en retour, il est fait usage d'une formule conforme ou analogue au modèle N annexé au présent Règlement. L'Office du pays d'origine transmet cette formule directement à l'Office de destination.

2. — Toutefois, dans les relations avec les pays d'outre-mer et de ces pays entre eux, la réclamation est transmise de bureau à bureau en suivant la même voie d'acheminement que l'envoi qui fait l'objet de la réclamation.

3. — Dans le cas prévu au paragraphe 1^{er} ci-dessus, lorsque l'Office destinataire est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif du colis réclamé ou du mandat de remboursement, il renvoie cette formule, revêtue des renseignements que le cas comporte, à l'Office d'origine.

Lorsque le sort d'un colis qui a passé par plusieurs services ne peut être immédiatement constaté dans le service du pays de destination, l'Office destinataire renvoie la formule à l'Office d'origine. *Celui-ci complète la formule en y indiquant les détails de la transmission au premier Office intermédiaire et l'adresse ensuite à cet Office qui y consigne les observations et l'envoi, éventuellement, à l'Office suivant. La réclamation se poursuit ainsi d'Office à Office jusqu'à ce que le sort de l'objet réclamé soit établi.* L'Office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir, ni la remise, ni la transmission régulière à une autre Administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'Office d'origine.

4. — Dans le cas prévu au paragraphe 2 ci-dessus, les recherches se poursuivent depuis l'Office d'origine jusqu'à l'Office de destination. Chacun d'eux établit sur la formule les données de la transmission à l'Office suivant et l'envoi ensuite à celui-ci. *Si les données de la transmission à l'Office suivant ne peuvent être établies, la formule est envoyée à l'Administration du pays de destination.* L'Office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise, ni la transmission régulière à une autre Administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'Office d'origine.

5. — Les formules N sont rédigées en français ou portent une traduction sublinéaire en cette langue. Elles doivent être accompagnées, autant que possible, d'un fac-similé de la suscription de l'adresse. Ces formules sont transmises, sans lettre d'envoi, sous enveloppe fermée. Chaque Administration est libre de demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises, soit à son Administration centrale, soit à un bureau spécialement désigné, soit enfin directement au bureau de destination ou, si elle est seulement intéressée à titre d'intermédiaire, au bureau d'échange auquel l'envoi a été expédié.

XVII

Demandes de retrait, de changement d'adresse ou de dégrèvement du remboursement.

1. — Les demandes de retrait de colis postaux et de changement d'adresse sont soumises aux règles et formalités prescrites par l'article XXX du Règlement d'exécution de la Convention principale.

2. — En cas de demande de dégrèvement partiel d'un colis suivi de remboursement, un nouveau mandat de remboursement, établi pour le montant réduit, doit être joint à la demande.

Les mandats de remboursement annulés ou remplacés sont détruits par les soins de l'Office destinataire des colis.

XVIII

Comptabilité.

1. — Chaque Administration fait établir mensuellement, par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange d'un seul et même Office, un état, conforme au modèle *K* annexé au présent Règlement, des sommes inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit, pour sa part et celle de chacune des Administrations intéressées, s'il y a lieu, dans les taxes perçues par l'Office expéditeur, soit à son débit, pour la part revenant à l'Office réexpéditeur et aux Offices intermédiaires, en cas de réexpédition et de rebut, dans les taxes à recouvrer sur les destinataires.

2. — Les états *K* sont ensuite récapitulés par les soins de la même Administration dans un compte *L* dont le modèle est également annexé au présent Règlement.

3. — Ce compte, accompagné des états partiels, des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents, est soumis à l'examen de l'Office correspondant, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

Les totaux ne doivent jamais être rectifiés. Les erreurs qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états de différence.

4. — Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans un compte général trimestriel par les soins de l'Administration créditrice.

Les Administrations participantes ont, toutefois, la latitude de s'entendre entre elles pour n'opérer ce résumé que semestriellement ou annuellement.

5. — Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre deux Offices est payé par l'Office débiteur à l'Office créancier *de la manière prévue au paragraphe 1^{er} de l'article XXXVI du Règlement d'exécution de la Convention principale, ainsi qu'au Protocole final du dit Règlement.*

6. — L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, avant l'expiration du trimestre suivant. Passé ce délai, les sommes dues par un Office à un autre Office sont productives d'intérêts à raison de 7 %, l'an, à dater du jour de l'expiration du dit délai.

7. — Est réservée, toutefois, aux Offices intéressés, la faculté de prendre, d'un commun accord, d'autres dispositions que celles qui sont formulées dans le présent article.

XIX

Décompte des remboursements.

1. — Sauf entente contraire entre les Offices intéressés, le décompte relatif aux remboursements payés par chaque Administration pour le compte d'une autre

Administration est effectué au moyen d'annexes aux comptes particuliers (modèle *M* ci-joint) des mandats de poste de l'Administration créditrice pour l'Administration correspondante.

2. — Dans ces comptes des remboursements, qui sont accompagnés des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de l'inscription des mandats dans les registres de ce bureau. A la fin du compte, l'Administration qui l'a établi, déduit de la somme totale de sa créance un demi pour cent, représentant la quote-part de l'Administration correspondante dans le droit de remboursement.

3. — La somme finale du compte particulier des remboursements est ajoutée, autant que possible, à celle du compte particulier des mandats de poste pour le même exercice. La vérification et la liquidation de ces décomptes sont effectuées selon les règles fixées pour les décomptes des mandats de poste par le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des mandats.

XX

Décompte des droits figurant sur les bulletins d'affranchissement.

1. — *Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque Administration pour le compte d'une autre, est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels conformes au modèle E bis, ci-annexé, qui sont établis dans la monnaie du pays créiteur par l'Administration débitrice. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits dans les comptes, par ordre alphabétique des bureaux qui ont opéré le dédouanement en suivant l'ordre numérique qui leur a été donné par ces bureaux.*

2. — *Le compte particulier, accompagné des bulletins réglés, est transmis à l'Administration créditrice, au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel le décompte se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.*

3. — *La vérification de ces décomptes est effectuée d'après les règles fixées pour les décomptes des mandats de poste par le règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des dits mandats.*

4. — *Les décomptes de droits de douane donnent lieu à une liquidation spéciale. Toutefois, pour les Offices qui le demandent, ils sont annexés, soit aux comptes des mandats de poste, soit aux comptes L ou M des dits Offices.*

XXI

Communication de documents relatifs à l'échange des colis postaux.

1. — Les Administrations se communiquent réciproquement, par l'intermé-

diaire du Bureau international et trois mois au moins avant la mise à exécution de la Convention, savoir :

- a) les dispositions qu'elles auront prises en ce qui concerne la limite de poids, la déclaration de valeur, les colis encombrants, les remboursements, le nombre de colis qui peuvent être accompagnés d'une seule déclaration en douane et l'admission de communications manuscrites sur le bulletin d'expédition;
- b) s'il y a lieu, les limites de dimensions et de volumes prévues au paragraphe 2 de l'article III du présent Règlement;
- c) le tarif applicable dans leur service aux colis postaux pour chacun des pays contractants, en conformité de l'article 5 de la Convention concernant les colis postaux et de l'article I du présent Règlement;
- d) *les taxes terminales appliquées aux colis postaux*;
- e, les noms des bureaux ou localités qui participeront à l'échange des colis postaux, ou l'avis que tous les bureaux participent à ce service;
- f) un extrait en langue allemande, anglaise, *espagnole* ou française, des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au transport des colis postaux.

2. — Toute modification apportée ultérieurement à l'égard des dispositions ci-dessus mentionnées doit être notifiée sans retard de la même manière.

XXII

Propositions de modification du Règlement d'exécution.

1. — Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 27 de la Convention principale, toute Administration d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlement.

2. — Toute proposition est soumise au procédé déterminé par l'article XLIV du Règlement d'exécution de la Convention principale.

3. — Pour devenir exécutoire, les propositions doivent réunir, savoir :

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article ou de l'article XXIII;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles II, III, IV, V, VI, VII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV et XV;
- c) la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.

4. — Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations participantes.

5. — Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

XXIII

Durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention.

Il aura la même durée que cette Convention, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties contractantes.

Fait à *Madrid*, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne :

RONCE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine :

A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche :

EBERAN.

Pour la Belgique :

A. PIRARD.
TIXHON.
Hub. KRAINS.

Pour la Colonie du Congo belge :

H. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil :

Alcibiades PECANHA.
J.-Henrique ADERNE.

Pour la Bulgarie :

N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili :

A. DE LA CRUZ.
Florencio MARQUEZ DE LA PLATA.
Gus. COUSIÑO.

Pour la Chine :

LIU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie :

W. MAC LELLAN.
Gabriel ROLDAN.

Pour la République de Costa-Rica :

Pour la République de Cuba :

JUAN IRURETAGOYENA.

Pour le Danemark :

HOLMAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour la République Dominicaine :

Leopoldo LOVELACE.

Pour l'Égypte :

N.-T. BORTON.

Pour la République de l'Équateur :

Luis ROBALINO DAVILA.

Leonidas A. YEROVI.

Pour l'Espagne :

CONDE DE COLOMBI.

JOSÉ DE GARCÍA TORRES.

Guillermo CAPDEVILA.

JOSÉ DE ESPAÑA.

Martín VICENTE.

Antonio CAMACHO.

Pour les Colonies espagnoles :

Bernardo ROLLAND.

Manuel-G. AGEBO.

Pour l'Éthiopie :

WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande :

G.-E.-F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

P.-M.-Georges BONNET.

M. LEBON.

G. BLIN.

P. BOUILLARD.

BARRAIL.

Pour l'Algérie :

H. TREUILÉ.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indo-Chine :

André TOUZET.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

G. DEMARTIAL.

Pour la Grèce :

P. SCASSI.

Th. PENTHÉROUDAKIS.

Pour le Guatemala :

Juan-J. ORTEGA.

Enrique TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti :

Luis Ma. SOLÉR.

Pour la République du Honduras :

Ricordo BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie :

O. DE FEJÉR.

G. BARON SZALAY.

Pour l'Inde britannique :

G.-R. CLARKE.

Pour l'Islande :

HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les Colonies italiennes :

E. DELMATI.

S. ORTISI.

Pour le Japon :

S. NAKANISHI.

Arajiro MIURA.

Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen :

S. NAKANISHI.

Arajiro MIURA.

Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

S. NAKANISHI.
 ARAJIRO MIURA.
 Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria :

LUIS MA. SOLER.

Pour le Luxembourg :

G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

GÉRARD JAPY.
 J. WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

M. AGUIRRE DE CARGER.
 L. LÓPEZ-FERRER.
 C. GARCÍA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua :

M.-Ig. TERAN.

Pour la Norvège :

SOMMERSCHILD.
 KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama :

J.-D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay :

FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas :

A.-W. KYNMELL.
 J.-S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises :

WIGMAN.
 W.-F. GERDES OOSTERBEEK.
 J. VAN DER WERF.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :

WIGMAN.
 W.-F. GERDES OOSTERBEEK.
 J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou :

D.-C. URREA.
 O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse :

HUSSEIN KHAN ALAÏ.
 C. MOLITOR.

Pour la Pologne :

W. DOBROWOLSKI.
 MACIEJEWSKI.
 Dr Marjan BLACHIER.

Pour le Portugal :

HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

JOSÉ-EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie :

D.-G. MARINESCO.
 Eug. BOUKMAN.

*Pour la Russie :**Pour la République de Saint-Marin :*

Pour le Salvador :

Ismaël-G. FUENTES.

Pour le territoire de la Sarre :

DOUARCHÉ.

*Pour le Royaume des Serbes, Croates
et Slovènes :*

DRAG. DIMITRIYEVITCH.

S.-P. TOUTOUNDJITCH.

D^r Franya PAVLITCH.

Costa ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam :

PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède :

Julius JUHLIN.

Thore WENNQVIST.

Pour la Suisse :

MENGOTTI.

F. BOSS.

*Pour la Tchécoslovaquie :*D^r Otokar RŮŽIČKA.

Vaclav KŮČKA.

Pour la Tunisie :

Gérard JAPY.

A. BARBARAT.

Pour la Turquie :

MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay :

Adolfo AGORIO.

Pour les États-Unis de Vénézuéla :

Pedro-Emilio COLL.

BARCELÓ.

A. POSSE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 APRIL 1921.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de Overeenkomst der Wereldpostvereniging van Madrid, van 30 November 1920, voor het vervoer van postpakketten en van dezer uitvoeringsreglement.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het Postcongres, vergaderd te Madrid van 1 October tot 30 November 1920, en waarop de vertegenwoordigers van meer dan zeventig Regeeringen aanwezig waren, heeft onder meer de Overeenkomst der Wereldpostvereniging van Rome, van 1906, voor het vervoer der postpakketten en van dezer uitvoeringsreglement herzien.

Rekening houdende met de schommelingen van den wissel der verschillende vertegenwoordigde landen, ten opzichte van den dollar, heeft het Congres in beginsel besloten dat de aangewezen porten moeten beschouwd worden als berekend in franken-goud en dat zij, voor hunne heffing, moeten vermenigvuldigd worden met een coëfficiënt gesteund op de waardevermindering van elke bijzondere geldswaarde.

Uit dit besluit volgt, dat de in Belgische munt te heffen porten, in den huidige toestand, driemaal zooveel bedragen als die uitgedrukt in franken-goud in de ontwerpen van overeenkomst en van uitvoeringsreglement.

Wat de verantwoordelijkheid betreft, deze wordt door de Overeenkomst der Wereldpostvereniging omtrent de uitwisseling der postpakketten beperkt op 10, 25 of 40 frank, volgens het gewicht van het pakket, als hoogste vergoeding te betalen in geval van verlies, beschadiging of verduistering van een gewoon postpakket, dat is zonder waardeangifte.

De Overeenkomst stelt geen termijn vast voor het vervoer der postpakketten en voorziet, diensgevolge, geene betaling van vergoeding in geval van vertraging.

Meer nog, zij beslist dat de Beheeren niet verantwoordelijk zijn voor de postpakketten waarvan zij geen rekenschap kunnen geven ten gevolge van de vernietiging der dienstbescheiden wegens overmacht.

Voormelde bepalingen, die de verantwoordelijkheid beperken, komen niet

overeen met artikel 42 van de wet van 25 Augustus 1891, hetwelk, zonder de hoogste vergoeding vast te stellen, bepaalt dat, in geval van verlies, de afzender recht heeft op de terugbetaling van de waarde der goederen volgens de handelswaarde, verhoogd met de tolrechten en vervoerkosten, en dat hij, bij beschadiging, eene vergoeding ontvangt berekend naar bedoelde waarde.

Hetzelfde artikel bepaalt dat, bij vertraging, de belanghebbende recht heeft op de teruggave van geheel den vrachtprijs of een deel daarvan.

Daar de verschillende internationale overeenkomsten betreffende de uitwisseling van postpakketten gesloten vóór de Overeenkomst van Madrid niet goedgekeurd werden bij eene wet, volgt daaruit dat, in den huidige toestand, de rechthebbende eene vergoeding ontvangt naar de werkelijke waarde van de goederen, wanneer het verlies, de beschadiging of de verduistering zich voordoet in België, en eene vergoeding beperkt op 10, 25 of 40 frank volgens het gewicht van het pakket, wanneer het verlies, de beschadiging of de verduistering voorkomt in het buitenland.

Anderzijds, ontvangt hij, bij vertraging, eene vergoeding wanneer de vertraging in België gebeurt en hij ontvangt er geene, in geval van vertraging in het buitenland.

Overigens, maken de prijzen, voorzien door de Overeenkomst van Madrid voor de postpakketten, die in België met reizigerstreinen worden vervoerd, nog een verminderd tarief uit, vergeleken met de vrachtprijzen voor spoedverzending van toepassing in ons binnenverkeer, en het Belgisch Beheer zou dan ook zijne verantwoordelijkheid voor die soort zendingen mogen beperken, bij toepassing van het eerste lid van artikel 44 van de wet van 25 Augustus 1891, luidende als volgt :

« Bijzondere tarieven tegen prijsvermindering en bepaling der hoogste vergoeding wegens verlies of schade, mogen door het Beheer aan het publiek worden aangeboden. »

Dienaangaande valt aan te merken dat, moesten wij de tot nu toegepaste wijze van regeling handhaven, wij het eenige land der wereld zouden wezen dat, in dit opzicht, bedoelde Overeenkomst niet zou nakomen.

Het betaamt dus, eene eenvormige regeling aan te nemen betreffende de postpakketten en haar hare volle wettelijke kracht in België te geven.

Dientengevolge, hebben wij de eer bijgaande ontwerpen van overeenkomst en van uitvoeringsreglement, betreffende de uitwisseling van de postpakketten, aan uwe beraadlagingen voor te leggen.

*De Minister van Spoorwegen, Zeevaren,
Posten en Telegrafen,*

XAVIER NEUJEAN.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
JASPAR.

WERELDPOSTVEREENIGING

OVEREENKOMST**BETREFFENDE****DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN,****GESLOTEN TUSSCHEN**

DUITSCHLAND, DE ARGENTIJSCH REPUBLIEK,
OOSTENRIJK, BELGIË EN DE KOLONIE VAN BELGISCH CONGO,
BOLIVIË, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA,
DE REPUBLIEK COLONBIË, DE REPUBLIEK COSTA-RICA,
DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN,
DE REPUBLIEK SAN DOMINGO, EGYPTE, ECUADOR,
SPANJE EN DE SPAANSCH KOLONIËN, ETHIOPIË,
FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË,
DE FRANSCH KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN ACHTER-INDIË,
AL DE ANDERE FRANSCH KOLONIËN,
GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE RÉPUBLIEK HAÏTI,
DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE,
BRITSCH INDIË, YSLAND,
ITALIË EN DE ITALIAANSCH KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN,
AL DE ANDERE JAPANSCH ONDERHOORIGHEDEN,
DE REPUBLIEK LIBERIA, LUXEMBURG,
MAROKKO (BEHALVE DE SPAANSCH KREITS),
MAROKKO (SPAANSCH KREITS), NICARAGUA, NOORWEGEN,
DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND,
NEDERLANDSCH INDIË,
DE NEDERLANDSCH KOLONIËN IN AMERIKA, PERU,
PERZIË, POLEN, PORTUGAL,

DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA,
 AZIË EN OCEANIË, RUMENIË, RUSLAND, DE REPUBLIEK SAN-MARINO,
 SALVADOR, HET SAAR-GEBIED,
 HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, CROATEN EN SLOVENEN,
 HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN,
 ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOVAKIJE, TUNESIË,
 TURKIJE, URUGUAY
 EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hierboven genoemde landen, gezien artikel 21 van de Hoofdovereenkomst, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Overeenkomst vastgesteld :

ARTIKEL 1.

Bepaling van de Overeenkomst.

1. — Onder de benaming van postpakketten kunnen van het eene naar het andere der bovenvermelde landen pakketten, met of zonder aangifte van waarde en het gewicht van 10 kilogram niet te boven gaande, *met de volgende kleine gewichten : tot 1 kilogram, van 1 tot 5 kilogram en van 5 tot 10 kilogram*, verzonden worden.

Bij uitzondering staat het aan ieder land vrij *slechts pakketten van het klein gewicht van 5 kilogram aan te nemen en zich niet te belasten met pakketten met aangegeven waarde of wel met hinderlijke pakketten.*

Ieder land bepaalt voor zich zelf de hoogste aangegeven waarde, dewelke, in geen geval, minder mag bedragen dan 1,000 frank.

In het verkeer tusschen twee of meer landen, die verschillende hoogste bedragen hebben aangenomen, zal het laagste dier bedragen wederzijds worden inachtgenomen.

2. — De Postbeheeren der met elkander in betrekking staande landen kunnen overeenkomen dat pakketten, waarvan het gewicht 10 kilogram te boven gaat, op grondslag van de bepalingen dezer Overeenkomst kunnen worden aangenomen, onder voorbehoud van verhooging van de vracht en van de verantwoordelijkheid in geval van verlies, verduistering of beschadiging.

3. — Het Reglement van uitvoering stelt de andere voorwaarden vast waarop de pakketten tot verzending worden toegelaten.

ARTIKEL 2.

Doorvoer van pakketten.

1. — Over het grondgebied van elk der toegetreden landen is vrijheid van doorvoer gewaarborgd, en de Beheeren, die aan het vervoer deelnemen, zijn verantwoordelijk binnen de grenzen door artikel 16 hierna gesteld.

Dientengevolge, kunnen de verschillende Beheeren, die aan deze Overeenkomst deelnemen, zich wederzijds postpakketten verzenden door tusschenkomst van één of meer van die Beheeren.

2. — Tenzij daaromtrent onder de betrokken Beheeren anders is overeengekomen, worden de postpakketten tusschen de landen die niet aan elkander grenzen, stuksgewijze uitgewisseld.

ARTIKEL 3.

Vergoeding voor het vervoer.

1. — Het Beheer van het land van oorsprong is aan elk der Beheeren, die aan het vervoer over land deelnemen, een recht van *30 centiemen per pakket tot 1 kilogram zwaar, van 50 centiemen per pakket tot 5 kilogram zwaar en van 90 centiemen per pakket van 5 tot 10 kilogram verschuldigd.*

2. — In geval van vervoer over zee, hetzij eenmaal of meer dan eenmaal, is door het Beheer van het land van oorsprong daarenboven aan elk der Beheeren waarvan de diensten aan het vervoer over zee deelnemen en, in voorkomend geval, voor elk dezer diensten een recht verschuldigd dat, per pakket, is vastgesteld als volgt :

AFSTANDEN.	Pakketten tot 1 kilogram zwaar	Pakketten tot 5 kilogram zwaar	Pakketten van 5 tot 10 kilogram zwaar
Tot 500 zeemijlen	0,15	0,25	0,45
van 501 tot 1,000 zeemijlen	0,25	0,40	0,75
van 1,001 tot 2,000 —	0,40	0,60	1,10
van 2,001 tot 3,000 —	0,50	0,80	1,45
van 3,001 tot 4,000 —	0,60	1,00	1,80
van 4,001 tot 5,000 —	0,70	1,20	2,15
van 5,001 tot 6,000 —	0,80	1,40	2,50
van 6,001 tot 7,000 —	0,90	1,60	2,85
van 7,001 tot 8,000 —	1,00	1,80	3,20
van 8,001 tot 9,000 —	(maximum)	2,00	3,55
van 9,001 tot 10,000 —	»	2,20	3,90
wil zeggen, boven 1,000 zeemijlen, dient bijgevoegd	»	0,20	0,35
per 1,000 mijlen of ondeelbare eenheid van 1,000 mijlen meer.			

In voorkomend geval wordt, voor het vervoer over zee, de gemiddelde afstand tusschen de havens der twee met elkander in betrekking staande landen gerekend.

Voor colli, niet meer dan 1 kilogram zwaar, moet het recht, verschuldigd aan elk der Beheeren wier diensten aan het vervoer over zee deelnemen, het bedrag van 1 frank per collo niet te boven gaan, om het even welke de afstand zij.

3. — Om het even of zij al dan niet den frank als munteenheid hebben, en onder voorbehoud ten minste ééne maand van te voren het Beheer der Zwitsersche Posterijen te berichten, hebben de landen, die deze Overeenkomst onderteekenden, het recht tegelijkertijd hunne porten over land van afzending en van aankomst, te verlagen of te verhoogen. De verlaging of de verhooging geldt gedurende een termijn van ten minste zes maanden. In geen geval mag de verhooging, voor elk klein gewicht, de overeenkomende gewone posten te boven gaan.

Het port dat aan het land van oorsprong of van bestemming toekomt, mag echter het port niet overtreffen, dat in zijn binnenverkeer geheven wordt voor de pakketten van hetzelfde klein gewicht.

Hetzelfde recht tot verlaging of tot verhooging met ten hoogste 100 t. h. wordt verleend aan de verdragsluitende landen, wat aangaat de rechten van toepassing op het in paragraaf 2 hierboven aangewezen vervoer over zee. De verhooging mag echter maar gevraagd worden, wanneer zij ook wordt toegepast op de postpakketten van het land waarvan de diensten afhangen die het vervoer over zee uitvoeren, met uitzondering van het verkeer tusschen dat land en zijne koloniën,

4. — Voor de hinderlijke pakketten worden de bij de voorafgaande §§ 1 en 2 vastgestelde vergoedingen verhoogd met 50 t. h.

5. — Behalve voormelde kosten van doorvoer, is door het Beheer van het land van oorsprong, als recht van verzekering voor de pakketten met aangegeven waarde, aan elk der Beheeren wier diensten aan het vervoer onder verantwoordelijkheid deelnemen en, desvoorkomend, voor elk dier diensten een evenredig recht te vergoeden voor verzekering, vastgesteld voor iedere 300 frank of elk gedeelte van die som, op 5 centiemen voor den doorvoer over land, en op 10 centiemen voor den doorvoer over zee.

6. — De rechten bepaald in franken of in centiemen en voorzien bij deze Overeenkomst, hebben betrekking op den frank-goud overeenkomende met het gewicht en het gehalte der goudmunten vastgesteld bij de wetgeving van kracht in de verschillende landen welke die munteenheid hebben aangenomen.

De gelijkgestelde waarde der rechten wordt vastgesteld, in de munt der verdragsluitende landen, zooals voorzien is bij artikel 2 van het Règlement ter uitvoering van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 4.

Verplichting der frankeering.

De frankeering der pakketten is verplichtend.

ARTIKEL 5.

Porten en opgelden; berichten van ontvang.

1. — Het port der postpakketten bestaat uit een recht dat zooveel maal 30 centiemen per pakket tot 1 kilogram zwaar, 50 centiemen per pakket tot 5 kilogram zwaar en 90 centiemen per pakket van 5 tot 10 kilogram zwaar bedraagt, als er Beheeren aan het vervoer over land deelnemen, met bijvoeging, waar zulks

te pas komt, voor de aandelen der *Beheeren van afzending en aankomst van het opgeld* voorzien bij § 3 van artikel 3. In voorkomend geval, behoort er bijgevoegd het recht over zee voorzien bij artikel 3, § 2, alsmede het overeenkomend opgeld over zee voorzien bij § 3 en de porten, rechten en opgeldden vermeld in verderstaande paragrafen.

2. — De hinderlijke pakketten zijn onderworpen aan een aanvullingsport van 50 t. h., zoo noodig af te ronden tot 5 centiemen. Dit aanvullingsport geldt niet voor de opgeldden voorzien bij navermelde §§ 4 en 5.

3. — Voor de pakketten met aangegeven waarde wordt, boven het port, per ondeelbare eenheid van 300 frank, een recht geheven van :

- a) vijf centiemen voor elk Beheer, dat deel neemt aan het vervoer over land ;
- b) tien centiemen voor elken dienst die aan het vervoer over zee deel neemt.

Als maatregel van overgang, wordt echter aan het *Beheer van oorsprong* de bevoegdheid toegekend om een ander recht dan de hiervoren vermelde te heffen, mits het op den afzender geheven recht, in het geheel 30 centiemen per 300 frank der aangegeven som niet te boren gaat.

De landen die willen op zich nemen het gevaar dat kan ontstaan door het geval van overmacht, hebben uit dien hoofde het recht, voor de pakketten met aangegeven waarde, een bijzonder opgeld te heffen zonder dat dit opgeld en het gewoon verzekeringsrecht samen, het recht voorzien bijvorenstaand lid mogen te boren gaan.

Elk land van oorsprong heeft de bevoegdheid om, te zijnen bate, een verzendingsrecht te heffen waarvan het bedrag geen 50 centiemen per pakket met aangegeven waarde mag te boren gaan.

4. — Als overgangsmaatregel, is elk der verdragsluitende landen bevoegd om de pakketten, afkomstig van of bestemd voor zijne kantoren, met een opgeld van 25 centiemen per pakket te belasten.

Bij uitzondering, mag dat opgeld, wat de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, Bolivië, Brazilië, Chili, China, Colombië, Egypte (wat betreft de kantoren in Soudan), Ecuador, Finland, Griekenland, Guatemala, Achter-Indië (voor verschillende kantoren in Achter-Indisch Laos), Britsch Indië, Nicaragua, de Republiek Panama, Peru, de Portugeesche Koloniën in Afrika (voor verschillende kantoren in Angola en Mozambique), Europeesch Rusland en Aziatisch Rusland, elk afzonderlijk genomen, Salvador, Siam, Zweden, Aziatisch Turkije, Uruguay, Venezuela betreft, ten hoogste 75 centiemen; wat Bulgarije, de Republiek Haïti en Ysland betreft, 50 centiemen; wat de Republiek San Domingo betreft, 40 centiemen en, wat de Nederlandsche Koloniën betreft ⁽¹⁾, fr. 1.50 bedragen.

Ethiopië is bevoegd voorloopig de opgeldden van 40 centiemen, fr. 1.25 en fr. 1.70 onderscheidenlijk toe te passen op de pakketten van elk der drie kleine gewichten (1 kilogram, 1 tot 5 kilogram, 5 tot 10 kilogram).

De Republiek Panama heeft het recht voorloopig een opgeld van 50 centiemen toe te passen voor het vervoer der pakketten door de landengte.

(1) De in cursief gedrukte tekst vertegenwoordigt de bijvoegingen gebracht in den tekst van de Overeenkomst van Rome van 1906.

5. — Voor het vervoer tusschen het Vasteland van Frankrijk, ter eenre, en Algerië en Corsica, ter andere zijde, wordt, ten laste van den afzender en per pakket, een opgeld dat, als zeevergoeding, gelijk is aan het zee-recht van toepassing op het vervoer dat 500 zeemijlen niet te boven gaat, en voor pakketten met aangegeven waarde, een bijkomend verzekeringsrecht van 10 centiemen per 300 frank of gedeelte van 300 frank geheven.

Elk postpakket met aangegeven waarde, van of naar Corsica en Algerië, geeft aanleiding, ten laste van den afzender en als Corsicaansch of Algeriaansch recht over land, tot een opgeld voor verzekering van 5 centiemen voor elke 300 frank of gedeelte van 300 frank.

Aan het Spaansch Beheer staat het vrij een opgeld te heffen van 25 centiemen voor het vervoer tusschen het Vasteland van Spanje, ter eenre, de Balearische eilanden, de Spaansche bezittingen van het Noorden van Afrika en de kantoren in de Spaansche kreits van Marokko, ter andere zijde, en van 50 centiemen voor het vervoer tusschen het Vasteland van Spanje en de Canarische eilanden.

Het is aan het Potugeesch Beheer vrij gelaten een opgeld van fr. 1.50 te heffen per pakket tot 5 kilogram zwaar voor het vervoer tusschen het Vasteland van Portugal en de Madera- en Azoren eilanden.

6. — Door vooruithetaling van een vast recht gelijk aan het port van een brief met enkel port, kan de afzender van een pakket daarvan een bericht van ontvangst erlangen. Het dubbel van dit recht kan geheven worden voor de berichten van ontvangst gevraagd na de terpostbezorging van het pakket, alsmede voor de vragen om inlichtingen, tenzij de afzender reeds het bijzonder recht betaald heeft om een bericht van ontvangst te bekomen. Het dubbel van bedoeld recht kan ook geheven worden van den afzender van een onbestelbaar pakket, op het oogenblik dat hij het bij artikel XV van het Reglement ter uitroering vermeld formulier van bericht van niet-bestelling moet invullen. De rechten blijven geheel ten voordeele van het Beheer van het land van oorsprong.

ARTIKEL 6.

Vergoedingen aan de Beheeren van bestemming en aan de tusschenbeide liggende Beheeren.

Het Beheer van afzending vergoedt voor elk pakket :

a) aan het Beheer van bestemming, per pakket tot 1 kilogram zwaar, in voorkomend geval, 30 centiemen; per pakket tot 5 kilogram zwaar, 50 centiemen, en per pakket van 5 tot 10 kilogram zwaar, 90 centiemen, met bijvoeging, voor zooveel het te pas komt, der opgeldden voorzien bij de 5 eerste paragrafen van bovenstaand artikel 5 en van een recht van fr. 0.05 voor elke 300 frank of elk gedeelte van 300 frank aangegeven waarde alsmede van het recht voor spoedbestelling bedoeld bij artikel 9;

b) in voorkomend geval, aan elk tusschenliggend Beheer de bij artikel 3 bepaalde rechten.

ARTIKEL 7.

Rechten voor bestelling en inklaring.

Het staat aan het land van bestemming vrij, voor de bestelling en voor de inklaring en vrijmaking een recht te heffen, waarvan het gezamenlijk bedrag 50 centiemmen per pakket niet mag te boven gaan. Tenzij daaromtrent anders onder de belanghebbende Beheeren is overeengekomen, wordt dit recht, bij de afgifte van het pakket, van den bestemmeling ingevorderd. *Bovendien, zijn de Beheeren, van bestemming bevoegd een bijzonder recht van bestelling te heffen dat 50 centiemmen niet mag te boven gaan, telkens dat een pakket ten huize van den bestemmeling aangeboden wordt, na eene vergeefsche eerste aanbieding.*

ARTIKEL 8.

Verrekenpakketten.

1. — Verrekenpakketten mogen gezonden worden in het verkeer onder de landen wier Beheeren zich met de inrichting van zulken dienst belasten. Het hoogste verrekenbedrag is *gelijk aan het maximum gesteld voor de postwissels naar de landen van oorsprong der pakketten.*

Elk Beheer is nochtans verplicht de verrekenpakketten ten doorvoer toe te laten, welk ook het verrekenbedrag weze.

2. — Van den afzender van een verrekenpakket wordt een bijzonder recht van *1 t. h. van het verrekenbedrag* geheven. *Het Beheer van afzending is bevoegd het recht af te ronden naar de overeenkomsten van zijn muntstelsel en een te heffen minste recht vast te stellen dat eene halve munteenheid niet mag te boven gaan.*

Het recht van *1 t. h.* wordt onder het Beheer van het land van oorsprong en het Beheer van het land van bestemming verdeeld, als voorgeschreven in het Reglement van uitvoering.

3. — De uitbetaling der geïncasseerde verrekenbedragen geschiedt door middel van kosteloos afgegeven verrekenwissels.

Het bedrag van een onuitbetaalbaren verrekenwissel blijft ter beschikking van het Beheer van het land van oorsprong des verrekenpakkets.

Verder zijn de verrekenwissels onderworpen aan de bepalingen van de Overeenkomst betreffende den dienst der postwissels, mits de voorbehoudingen gesteld in het Reglement van uitvoering.

4. — Voor het verlies van een verrekenpakket is de postdienst verantwoordelijk in de voorwaarden gesteld door verderstaand artikel 16 voor pakketten zonder verrekenbedrag.

Na aflevering van het pakket, is het Beheer van het land van bestemming verantwoordelijk voor het verrekenbedrag, tenware het kan bewijzen dat, bij de

overgave aan zijnen dienst, op het pakket noch op het betrekkelijk verzendingsbulletijn, de aanwijzingen stonden die, voor verrekenpakketten, door het Reglement van uitvoering voorgeschreven zijn.

De regelmatig van den bestemming geïncasseerde sommen worden den afzender gewaarborgd in de voorwaarden bepaald door de Overeenkomst betreffende de postwissels, behalve in de gevallen voorzien bij het 2^{de} lid van artikel 17 dezer Overeenkomst.

5. — *De bepalingen van §§ 5 en 6 van artikel 8 der Hoofdovereenkomst gelden ook voor de verrekenpakketten.*

ARTIKEL 9.

Spoedbestelling.

1. — In de landen der Vereeniging wier Beheeren zich in hunne wederzijdsche betrekkingen met dien dienst belasten, geschiedt, op verzoek van de afzenders, de bestelling der pakketten onmiddellijk na aankomst, door eenen opzettelijk daarmede te belasten persoon.

Deze zendingen, die expressen of spoedverzendingen genoemd worden, zijn onderworpen aan een bijzonder recht; dit recht bedraagt 50 centiemen en moet, boven het gewone port, door den afzender in zijn geheel bij vooruitbetaling worden voldaan, onverschillig of in het land van bestemming het pakket dan wel het bericht van aankomst van het pakket per spoedverzending bij den bestemming wordt bezorgd. Dit recht maakt deel uit van de aan dit land toegekende vergoedingen.

2. — Indien een pakket als dat in dit artikel bedoeld, ten gevolge van verandering van woonplaats van den bestemming, naar een ander land wordt gezonden, zonder dat spoedbestelling werd beproefd, wordt het door den afzender betaalde vaste recht aan het nieuwe land van bestemming te goed gedaan, indien dit laatste zich met de spoedbestelling belast; in het tegenovergestelde geval, behoudt het Beheer van het land van eerste bestemming dat recht; *hetzelfde geldt wanneer de pakketten onbestelbaar zijn.*

3. — *Is de woonplaats van den bestemming gelegen buiten den omtrek der kosteloze bestelling van het kantoor van bestemming, dan mag dit kantoor een nader recht heffen, mogende evenveel bedragen als het loon dat in het binnenlandsch verkeer voor spoedbestelling is vastgesteld, na aftrek van het vaste recht dat door den afzender is betaald of van het daarmede overeenstemmend bedrag in de munt van het land hetwelk dat nader recht heft.*

Bovenbedoeld nader recht blijft verschuldigd als het voorwerp voortgezonden wordt of onbestelbaar is; het blijft aan het Beheer dat het ingevorderd heeft.

4. — De bestelling of toezending van eene uitnoodiging tot afhalen wordt maar eenmaal gedaan. Is dit zonder gevolg gebleven, dan wordt het pakket verder niet meer als spoedverzending beschouwd en geschiedt de bestelling op dezelfde wijze als die der gewone pakketten.

ARTIKEL 10.

Pakketten met spoedverzending.

1. — *In het verkeer onder de landen die zich dienaangaande akkoord hebben gesteld, mag de afzender vragen dat een gewoon pakket zooveel mogelijk vervoerd wordt met de snelle middels benuttigd voor het vervoer met de brievenpost. Deze pakketten, welke expressen of spoedverzendingen worden genoemd, worden per bode ten huize besteld van den bestemming, voor zooveel het woord « postliggend » op die pakketten niet voorkomt. Voor de pakketten met spoedverzending wordt gegeven driemaal het frankeeringsrecht voor gewone pakketten van evenveel gewicht en voor dezelfde bestemming, alsmede het gebeurlijk loon voor bestelling per bode. Het aanvullingsport voor de hinderlijke pakketten en de andere bijkomende rechten worden, in voorkomend geval, tot hun enkel bedrag gegeven.*

2. — *Voor de pakketten met spoedverzending, ontvangt elk aan het vervoer deelnemend Beheer de vergoedingen welke hem toekomen volgens de bepalingen van de voorgaande paragraaf.*

ARTIKEL 11.

Pakketten voor krijgsgevangenen.

Postpakketten, behalve verrekenpakketten, bestemd voor of verzonden door krijgsgevangenen, zijn vrijgesteld van alle door deze Overeenkomst gestelde porten en rechten, zoowel in de landen van oorsprong en van bestemming, als in de tusschenbeide liggende landen. Zulke met portvrijdom verzonden postpakketten geven geen aanleiding *noch* tot bij de artikelen 3, 5, 6, 7 en 9 van deze Overeenkomst voorziene vergoedingen, *noch tot betaling van vergoeding in geval van verlies, verduistering of beschadiging.*

ARTIKEL 12.

**Verbod, andere rechten te heffen dan die, bij deze Overeenkomst voorzien;
betaling der tolrechten; heffen van waarborgen.**

1. — *De pakketten waarop deze Overeenkomst van toepassing is, mogen met geen ander recht vanwege de posterijen belast worden, dan met dat bedoeld bij de verschillende artikelen van deze Overeenkomst.*

Aan de Beheeren der landen van bestemming wordt de bevoegdheid toegelaten, ten laste van de bestemmingen een magazijnrecht te heffen voor de pakketten die postliggend gestuurd zijn of die ter post niet afgehaald zijn binnen een door de binnenlandsche reglementen van die landen te bepalen termijn. Het bedrag van dat recht wordt door de binnenlandsche wetgeving van elk land vastgesteld en volgt het pakket, in geval van voortzending of van terugzending aan den verzender, ten bate van het Beheer dat het pakket met bedoeld recht heeft belast.

2. — Invoer- en andere rechten, die niet door de post worden toegepast, moeten door de bestemmingen van de postpakketten worden voldaan. Nochtans, kunnen de afzenders de hier bedoelde rechten voor hunne rekening nemen, indien zij vooraf hun wensch daaromtrent aan het kantoor van afzending te kennen geven. In dat geval moeten zij, op aanvraag van het kantoor van bestemming, het door dat kantoor opgegeven bedrag betalen. *De kantoren van afzending hebben de bevoegdheid om voldoende borgsommen van de afzenders te heffen.*

Het Beheer dat zich, voor rekening des afzenders, met de vervulling der tolformaliteiten gelast, mag deswegens een bijzonder recht heffen, dat niet meer mag bedragen dan 25 centiemen per pakket. *Dit recht heeft geene betrekking op dat, voorzien bij voorgaand artikel 7.*

ARTIKEL 13.

Terugvordering van het pakket of wijziging van het adres; intrekking of wijziging van het verrekenbedrag.

De afzender van een postpakket kan dit terugvorderen of het adres er van doen wijzigen, op de voorwaarden en met het voorbehoud vastgesteld bij artikel 11 van de Hoofdovereenkomst voor de brieven en andere stukken, met dien verstande dat, indien de afzender terugzending of verzending aan een nader adres verlangt van een pakket, hij gehouden is borg te blijven voor de betaling van het voor de nieuwe verzending verschuldigde port.

De afzender van een verrekenpakket mag het verrekenbedrag intrekken of verminderen; de aanvragen daartoe worden verzonden op dezelfde wijze als die tot terugvordering van het pakket of tot wijziging van het adres.

ARTIKEL 14.

Voortzending; onbestelbare pakketten; vernietiging der tolrechten.

1. — Wegens de verzending der pakketten met nader adres van het eene land naar het andere, ten gevolge van verandering van woonplaats van den bestemming, alsmede wegens de terugzending van onbestelbare of door den toldienst niet toegelaten pakketten, geschiedt opnieuw eene heffing van de porten bedoeld bij de §§ 1 tot 5 van artikel 5, ten laste der bestemmingen of, in voorkomend geval, ten laste van de afzenders, onverminderd de teruggave der betaalde invoerrechten of andere bijzondere kosten, waarvan de landen van bestemming de vernietiging niet willen toestaan.

2. — *Heeft de bestemming de voortzending gevraagd van een postpakket in het grondgebied van het land van bestemming zelf, dan kan het Beheer van dat land een voortzendingsport heffen op grondslag van zijne binnenlandsche reglementen. Dat port blijft invorderbaar ten bate van het land welk de voortzending deed binnen de grenzen van zijn grondgebied, in geval van terugzending van het pakket naar het land van oorsprong.*

De afzender kan nochtans met eene gepaste aanteekening op het verzendingsbulletijn en op het pakket, alle voortzending verbieden, die mocht gevraagd worden door den bestemming.

3. — De verdragsluitende Beheeren verbinden zich, bij de respectieve Tolbeheeren de vernietiging te vragen van de tolrechten der pakketten, welke naar het land van oorsprong teruggezonden, *welke door den afzender niet opgevraagd, welke wegens algeheele beschadiging van den inhoud vernietigd, of welke naar een ander land nagezonden werden.*

ARTIKEL 15.

Verbodsbepalingen.

1. — Behoudens andersluidende overeenkomst onder de verdragsluitende landen, is het verboden met de post pakketten te verzenden, bevattende :

- a) ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen, levende dieren of insecten, behoudens de uitzonderingen voorzien in het Reglement van uitvoering ;
- b) *opium, morphine, cocaïne en andere verdoovende middels. Dit verbod geldt echter niet voor dergelijke zendingen gedaan met een geneeskundig doel, voor de landen welke ze op die voorwaarde toelaten.*
- c) voorwerpen die niet toegelaten zijn bij de tolwetten of -reglementen of andere ;
- d) brieven of geschriften, het kenmerk dragende eener *wezenlijke en persoonlijke* briefwisseling, *alsmede briefwisselingen van allen aard, dragende een ander adres dan dat van den bestemming van het pakket.*

Nochtans is het geoorloofd de open rekening, alleenlijk de gewone opgaven van een dergelijk stuk bevattende, in het pakket te sluiten ; hetzelfde geldt voor het afschrift van het adres van het collo, met vermelding van dat van den afzender.

Eveneens is het verboden muntstukken, goud- of zilverwaren of andere kostbaarheden te verzenden in pakketten zonder aangegeven waarde, met bestemming naar landen welke aangiften van waarde toelaten.

2. — *De pakketten, die ten onrechte ter verzending werden toegelaten, hoeven naar het Beheer van oorsprong teruggestuurd, behoudens het geval dat het Beheer van het land van bestemming zou gemachtigd wezen er anders over te beschikken, door zijne wetgeving of binnenlandsche reglementen.*

ARTIKEL 16.

Verantwoordelijkheid.

Wanneer een postpakket verloren geraakt, beroofd of beschadigd is, het geval van overmacht en de gevallen voorzien bij § 1 van artikel 15 dezer Overeenkomst

uitgezonderd, heeft de afzender en, bij gebreke van dezen, de bestemming recht op eene schadeloosstelling gelijkstaande met het werkelijk bedrag van het verlies, de berooving of de schade, tenzij deze veroorzaakt is door de schuld of de nalatigheid van den afzender of door den aard van het voorwerp; die schadevergoeding kan echter, voor de gewone pakketten, de som van 10 frank per pakket tot 1 kilogram zwaar, 25 frank per pakket van 1 tot 5 kilogram zwaar en 40 frank per pakket van 5 tot 10 kilogram zwaar en, voor de pakketten met aangegeven waarde, het bedrag dier waarde niet te boven gaan.

De onrechtstreeksche schade of de niet verwezenlijke winsten worden niet in aanmerking genomen.

De vergoeding wordt berekend naar den marktprijs van de goederen van denzelfden aard en hoedanigheid, ter plaatse waar en ten tijde waarop de goederen ten vervoer werden aangenomen. Bij gebreke van marktprijs, wordt de vergoeding naar dezelfde grondslagen berekend volgens de gewone waarde der goederen.

De verdragsluitende Beheeren verbinden zich, bij de respectieve Tolbeheeren de vernietiging te vragen van de toeberechten der postpakketten die in hunnen dienst verloren, beroofd of beschadigd werden. De rechten, die niet konden vernietigd worden, vallen echter ten laste van de voor het verlies, de berooving of de beschadiging verantwoordelijke vervoerders.

Ingeval eene vergoeding verschuldigd is voor verlies, vernietiging of afgeheele berooving van een pakket, heeft de afzender bovendien recht op teruggaaf der kosten van verzending. *Hetzelfde geldt voor de zendingen door de bestemmingen geweigerd wegens haren slechten staat, mits deze toe te schrijven zij aan den postdienst en, dienvolgens, de verantwoordelijkheid der betrokken Beheeren verbindt. Wanneer het verlies of de schade aan de post te wijten is, worden den afzender ook de kosten, aan de post betaald voor het verzenden der navraag, teruggegeven.*

De bestemming die een beroofd of beschadigd pakket in ontvangst nam onder voorbehoud, heeft recht op de voorgeschreven vergoeding.

In alle geval, blijft het recht van verzekering aan de Postbeheeren behouden.

2. — De verplichting tot het uitbetalen der schadeloosstelling rust op het Beheer, waartoe het kantoor van afzending behoort. Aan dit Beheer blijft het verhaal op het verantwoordelijk Beheer voorbehouden, dat wil zeggen op het Beheer, binnen welks grondgebied of in welks dienst het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad.

Werd een pakket met aangegeven waarde verloren, beroofd of beschadigd in omstandigheden van overmacht, dan is het Beheer op welks grondgebied of in welks dienst het verlies, de berooving of de beschadiging plaats had, daarvoor verantwoordelijk jegens het Beheer van afzending, indien, wat betreft de pakketten met aangegeven waarde, beide landen de gevaren in geval van overmacht op zich nemen.

3. — Totdat het bewijs van het tegendeel is geleverd, rust de verantwoordelijkheid op het Beheer dat het pakket, zonder eenige aanmerking te maken, heeft

in ontvang genomen en noch de afgifte aan den bestemmingeling noch, waar dit te pas komt, de behoorlijke overgave aan het volgend Beheer kan bewijzen.

4. — De betaling der schadeloosstelling door het Beheer van afzending heeft zoo spoedig mogelijk plaats en, op zijn laatst, binnen den tijd van één jaar, te rekenen van den dag waarop de navraag werd ingediend.

Bedoeld Beheer heeft de bevoegdheid om bij uitzondering de regeling der vergoeding uit te stellen tot na voormelden termijn, indien het nog niet zeker is omtrent het lot van het opgezocht voorwerp of omtrent de belangrijkheid der schade of wanneer de kwestie van verantwoordelijkheid nog niet kon worden opgelost wegens oorzaken, vreemd aan den postdienst (b. v. overmacht).

Het Beheer van afzending is echter gemachtigd om den afzender schadeloos te stellen voor rekening van het Beheer van tusschenkomst of van bestemming dat, regelmatig met de zaak bekendgemaakt, zes maanden heeft laten verloopen zonder aan dezelve gevolg te geven; die termijn wordt op negen maanden gebracht in het verkeer met de overzeesche landen.

Het Beheer dat verantwoordelijk is of voor welks rekening de betaling is geschied, overeenkomstig het voorgaande lid, moet het bedrag der vergoeding aan het Beheer van afzending terugbetalen, binnen den termijn van drie maanden na bericht van betaling. Die terugbetaling geschiedt kosteloos voor het Beheer dat schuldeischer is, hetzij bij wijze van afrekening, hetzij met een postwissel of een wissel, hetzij in specien die gangbaar zijn in het land dat schuldeischer is. In voorkomend geval, wordt het bedrag der vergoeding bij wijze van afrekening ambtshalve nagenomen op het aansprakelijk land, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van het eerste doorvoer-Beheer, dat zich op zijne beurt crediteert op het volgend Beheer, de verrichting herhaald wordende tot wanneer de betaalde som op het debet gebracht is van het aansprakelijk Beheer. Na dien termijn van drie maanden, brengt de aan het Beheer van afzending verschuldigde som 7 t. h. interest 's jaars op, van en met het verloopen van bedoelden termijn.

Een Beheer wiens aansprakelijkheid behoorlijk vastgesteld is en dat eerst geweigerd heeft de vergoeding te betalen, moet, bovendien, al de bijkosten wegens de niet gerechtvaardigde vertraging in de betaling te zijnen laste nemen.

5. — De navraag wordt enkel toegelaten als zij is ingediend binnen den tijd van één jaar, te rekenen van den dag na dien waarop het pakket ter post is bezorgd; na dien termijn, heeft de navrager geen recht meer op enige schadeloosstelling.

6. — *Het Beheer voor welks rekening het bedrag der aangegeven waarde van de niet ter bestemming aangekomen pakketten terugbetaald wordt, vervangt den eigenaar in al zijne rechten.*

7. — Indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad gedurende het vervoer, zonder dat kan worden uitgemaakt op welk grondgebied het feit is geschied, of zoo, de gewone pakketten gezamenlijk overgegeven zijnde, het niet kan worden uitgemaakt op welk grondgebied een pakket werd verloren; beroofd of beschadigd, dragen de betrokken Beheeren de schade bij gelijke deelen.

Voor « kantoorliggend » verzonden of af te halen zendingen, houdt de verantwoordelijkheid op bij de uitreiking aan eenen persoon die, volgens de in het land van bestemming geldende bepalingen, zijne eenzelveheid bewijst en wiens naam en hoedanigheid met de aanwijzingen op het adres overeenkomen.

8. — De Beheeren zijn niet meer verantwoordelijk voor de pakketten die door de rechthebbenden zijn in ontvang genomen, *alsmede voor de pakketten waarvan zij geen rekenschap kunnen geven ten gevolge van de vernietiging der dienstbescheiden wegens overmacht.*

ART. 17.

Valsche aangifte.

Elke valsche aangifte van waarde, die de werkelijke waarde van den inhoud van een pakket te boven gaat, is verboden. In geval van valsche aangifte van zulken aard, verliest de afzender elk recht op eene schadeloosstelling, onverminderd de rechterlijke vervolging, die de wetgeving van het land van oorsprong mocht vorderen.

Hetzelfde geldt voor de pakketten bevattende voorwerpen die, luidens artikel 15 van deze Overeenkomst, in dergelijke zendingen niet mogen steken.

Overtreding bestaat niet, wanneer slechts een gedeelte van de waarde van den inhoud van een postpakket aangegeven is.

ART. 18.

Tijdelijke staking van den dienst.

Elk Beheer kan in buitengewone gevallen, die de toepassing van dien maatregel rechtvaardigen, den dienst tot verzending van pakketten tijdelijk hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk staken, onder voorwaarde daarvan onmiddellijk, zoo noodig door middel van de telegraaf, aan het belanghebbend Beheer of aan de belanghebbende Beheeren kennis te geven.

ART. 19.

Binnenlandsche wetgeving.

De binnenlandsche wetgeving van elke der verdragsluitende landen blijft van toepassing ten aanzien van alle onderwerpen, waarin niet is voorzien door de bepalingen van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 20.

Vereenigingen van beperkten omvang

1. — De bepalingen van deze Overeenkomst laten onverkort het recht der verdragsluitende partijen om bijzondere overeenkomsten in stand te houden of

te sluiten, alsmede om, met het oog op eene verlaging der porten of elke andere verbetering van den dienst der pakketpost, vereenigingen van meer beperkten omvang in stand te houden of in het leven te roepen.

2. — Nochtans staan de Beheeren der landen, die tot deze Overeenkomst zijn toegetreden en eene uitwisseling van pakketten onderhouden met niet verdragsluitende landen, aan alle andere deelnemende Beheeren toe gebruik te maken van deze betrekkingen tot uitwisseling van pakketten met de laatstbedoelde landen.

ARTIKEL 21.

Toetreding tot de Overeenkomst.

1. — De landen der Wereldpostvereeniging, die geen deel genomen hebben aan deze Overeenkomst, kunnen daaraan op hun verzoek en op de wijze voorgeschreven bij artikel 26 van de Hoofdovereenkomst, betreffende de toetreding tot de Wereldpostvereeniging, alsnog deelnemen.

2. — Indien echter het land, dat tot deze Overeenkomst wenscht toe te treden, de bevoegdheid verlangt om een opgeld van meer dan 25 centiemen per pakket te heffen, wordt de aanvraag om toetreding door de Regeering van den Zwitserschen Bond aan alle verdragsluitende landen onderworpen. Die aanvraag wordt geacht te zijn toegestaan indien, binnen den tijd van zes maanden, geen bedenking daartoe is aangebracht.

ARTIKEL 22.

Reglement van uitvoering.

De Postbeheeren der verdragsluitende landen wijzen de kantoren of plaatsen aan die voor den dienst der internationale uitwisseling van de pakketten zijn toegelaten; zij regelen de wijze van verzending van deze pakketten en stellen alle andere maatregelen van ondergeschikten aard en van orde vast, voor de uitvoering van deze Overeenkomst vereischt.

ARTIKEL 23.

Congressen en Bijeenkomsten.

Deze Overeenkomst is onderworpen aan de voorwaarden van herziening, vastgesteld bij artikel 27 van de Hoofdovereenkomst.

ARTIKEL 24.

Voorstellen tot wijziging binnen het tijdsverloop tussehen de bijeenkomsten.

1. — In het tijdsverloop tussehen de bijeenkomsten, bedoeld bij artikel 27 van de Hoofdovereenkomst, heeft ieder Postbeheer van een der verdragsluitende

landen het recht aan de andere Beheeren, die aan deze Overeenkomst deelnemen, door tussehenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen betreffende den dienst der postpakketten te doen.

Om in behandeling te kunnen worden genomen, zal ieder voorstel moeten zijn ondersteund door ten minste twee Beheeren, dat waarvan het voorstel uitgaat niet medegerekend. Indien het Internationaal Bureel niet gelijktijdig met het voorstel de noodige verklaringen van ondersteuning ontvangt, wordt aan het voorstel geen gevolg gegeven.

2. — Met ieder voorstel wordt gehandeld overeenkomstig het bepaalde bij § 2 van artikel 28 van de Hoofdovereenkomst.

3. — Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten deze voorstellen op zich vereenigen :

- a) alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe artikelen of de wijziging van dit artikel en van de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 23 en 25 van deze Overeenkomst betreffen ;
- b) twee derde der stemmen, wanneer zij eene wijziging van de bepalingen van andere dan die van de voormelde artikelen van deze Overeenkomst betreffen ;
- c) de volstrekte meerderheid, wanneer zij de uitlegging van de bepalingen van deze Overeenkomst betreffen, behoudens het geval van verschil, voorzien bij artikel 25 van de Hoofdovereenkomst.

4. — Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd, in de beide eerste gevallen door eene diplomatieke verklaring en, in het derde geval, door eene mededeeling langs bestuurlijken weg, op de wijze als is voorgeschreven in artikel 28 van de Hoofdovereenkomst.

5. — Iedere wijziging of beslissing kan niet vroeger worden ten uitvoer gelegd, dan ten minste drie maanden na hare afkondiging.

ARTIKEL 25.

Duur van de Overeenkomst ; vervallen van vroegere Overeenkomsten ; bekrachtigingen.

1. — Deze Overeenkomst treedt in werking den 1^{re} Januari 1922.

Nochtans, mag ieder land de nieuwe tarieven in werking stellen van en met 1 April 1921, 1 Juli 1921 of 1 October 1921, onder voorwaarde het Internationaal Bureel twee maanden te voren, desnoods per telegram, te verwittigen.

2. — Zij zal denzelfden duur hebben als de Hoofdovereenkomst, behoudens het recht welk aan elke verdragsluitende partij wordt gelaten, om zich aan deze Overeenkomst te onttrekken, mits van het voornemen daartoe één jaar te voren, door hare Regeering aan de Regeering van den Zwitserschen Bond worde kennis gegeven.

3. — Te rekenen van den dag waarop deze Overeenkomst in werking treedt, vervallen de bepalingen der Overeenkomst betreffende de uitwisseling van pakketten met de post, gesloten te Rome in 1906.

4. — Deze Overeenkomst zal zoo spoedig mogelijk worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging zullen te Madrid worden uitgewisseld.

Ten blijk waarvan de gevolmachtigden der hierboven genoemde landen deze Overeenkomst te Madrid den dertigsten November negentienhonderd en twintig hebben onderteekend.

Voor Duitschland :

RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Voor de Argentijnsche Republiek :

A. BARRERA NICHOLSON.

Voor Oostenrijk :

EBERAN.

Voor België :

A. PIRARD.
TIXHON.
Hub. KRAINS.

Voor de kolonie van Belgisch Congo :

M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Voor Bolivië :

Luis RODRIGUEZ

Voor Brazilië :

Alcibiades PEÇANHA.
J. Henrique ADEPNE.

Voor Bulgarije :

N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Voor Chili :

A. de la CRUZ,
Florencio MARQUEZ DE LA PLATA.
Gus. COUSINO.

Voor China :

LIou Fou-TCHENG.

Voor de Republiek Colombië :

W. MAC LELLAN.
Gabriel ROLDAN.

Voor de Republiek Costa-Rica :

Manuel M. DE PERALTA.

Voor de Republiek Cuba :

JUAN IRURETAGOYENA.

Voor Denemarken :

HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Voor de Republiek San Domingo :

Leopoldo LONELACE.

Voor Egypte :

N. T. BORTON.

Voor de Republiek Ecuador :

Luis ROBALINO DAVILA.
Leonidas A. YEROVI.

Voor Spanje :

CONDE DE COLOMBI.
 JOSÉ DE GARCIA TORRES.
 GUILLERMO CAPDEVILA.
 MARTIN VICENTE.
 ANTONIO CÁMACHO.
 JOSÉ DE ESPAÑA.

Voor de Spaansche Koloniën :

BERNARDO ROLLAND.
 MANUEL G. ACEBO.

Voor Ethiopië :

WEULDEU-BERHANE.

Voor Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

Voor Frankrijk :

M. LEBON.
 P. M. GEORGES BONNET.
 M. LEBON.
 G. BLIN.
 P. BOUILLARD.
 BARRAIL.

Voor Algerië :

H. TREUILLÉ.

Voor de Fransche Koloniën en Protectoraten in Achter-Indië :

ANDRÉ TOUZET.

Voor al de andere Fransche Koloniën :

G. DEMARTIAL.

Voor Griekenland :

P. SCASSI.
 TH. PENTHEROUDAKIS.

Voor Guatemala :

JUAN J. ORTEGA.
 ENRIQUE TRAUMANN.

Voor de Republiek Haïti :

LUIS MA. SOLÉR.

Voor de Republiek Honduras :

RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Voor Hongarije :

O. DE FEJÉR.
 G. BARON SZALAY.

Voor Britsch Indië :

G. R. CLARKE.

Voor Ysland :

HOLLNAGEL JENSEN.

Voor Italië en de Italiaansche Koloniën :

E. DELMATI.
 S. ORTISI.

Voor Japan :

S. NAKANISHI.
 ARAJIRO MIURA.
 Y. HIRATSUKA.

Voor Chosen :

S. NAKANISHI.
 ARAJIRO MIURA.
 Y. HIRATSUKA.

Voor al de andere Japansche onderhoorigheden :

S. NAKANISHI.
 ARAJIRO MIURA.
 Y. HIRATSUKA.

Voor de Republiek Liberia :

LUIS MA. SOLÉR.

Voor Luxemburg :

G. FABER.

Voor Marokko (behalve de Spaansche kreits) :

GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Voor Marokko (Spaansche kreits) :

M. AGUIRRE DE CARGER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCÍA DE CASTRO,

Voor Nicaragua :

M. IG. TERAN.

Voor Noorwegen :

SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Voor de Republiek Panama :

J. D. AROSEMENA.

Voor Paraguay :

Fernando PIGNET.

Voor Nederland :

A. W. KYMMELLI.
J. S. VAN GELDER.

Voor Nederlandsch Indië :

WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Voor de Nederlandsche Koloniën in Amerika :

WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Voor Peru :

D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Voor Perzië :

HUSSÉIN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Voor Polen :

W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
D^r MARIJA BLACHIER.

Voor Portugal :

HENRIQUE MOUSINHO DE ALBU
QUERQUE.

Voor de Portugeesche Koloniën in Afrika :

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA
BARBARA.

Voor de Portugeesche Koloniën in Azië en Oceanië :

José Emilio dos SANTOS E SILVA.

Voor Rumenië :

D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Voor Salvador :

Ismael G. FUENTES.

Voor het Saar-gebied :

DOUARCHE.

Voor het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen :

DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
D^r FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Voor het Koninkrijk Siam :

PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Voor Zweden :

JULIUS JUHLIN.

THORE WENNQVIST.

Voor Zwitserland :

MENGOTTI.

F. BOSS.

Voor Tsjecho-Slowakije :

D^r Otokar RŮŽICKA.

Václav KUČERA.

Voor Tunesië :

Gérard JAPY.

A. BARBARAT.

Voor Turkije :

MÉHMÉD-ALI.

Voor Uruguay :

Adolfo AGORIO.

*Voor de Vereenigde Staten van
Venezuela :*

PEDRO-EMILIO COLL.

BARCELÓ.

A. POSSE.

SLOTPROTOCOL

Alvorens over te gaan tot de onderteekening van de Overeenkomst op heden gesloten, betreffende de uitwisseling van de pakketten met de post, zijn de onderteekende gevolmachtigden overeengekomen omtrent hetgeen volgt :

I

Elk land waar de post op dit oogenblik niet is belast met het vervoer van postpakketten en dat tot de bovengemelde Overeenkomst toetreedt, is bevoegd om de uitvoering van de bepalingen daarvan op te dragen aan de spoorwegondernemingen en aan de ondernemingen van het vervoer te water. Het kan dien dienst ook beperken tot de pakketten afkomstig van of bestemd voor plaatsen, welke door die ondernemingen bediend worden.

Het Postbeheer van dat land moet zich met de spoorwegondernemingen en met de ondernemingen voor het vervoer te water verstaan, ter verzekering van de volledige uitvoering door die ondernemingen van alle bepalingen van de Overeenkomst, in het bijzonder wat betreft de regeling van den dienst der uitwisseling aan de grenzen.

Het verleent zijne tusschenkomst voor de behandeling van alle zaken met de Postbeheeren der andere verdragsluitende landen en met het Internationaal Bureel.

II

Bij wijze van uitzondering op de bepalingen van § 1 van artikel 2, van §§ 1 en 2 van artikel 3 en respectievelijk van §§ 1 en 4 van artikel 5 der Overeenkomst :

1° Is de Russische Regeering bevoegd, het recht voor doorvoer over land te brengen op fr. 1.25, zoowel voor Europeesch als voor Aziatisch Rusland, elk afzonderlijk genomen;

2° Is de Ottomanische Regeering bevoegd, het recht van doorvoer over land voor postpakketten, die door Aziatisch Turkije moeten gevoerd worden, te brengen op fr. 2.50;

3° Is de Chineesche Regeering bevoegd, het recht van doorvoer over land voor pakketten die door China moeten gevoerd worden, te brengen op fr. 1.25.

4° Is de Argentijnsche Regeering bevoegd, als doorvoer over land, een opgeld van fr. 1.50 per pakket toe te passen op de postpakketten die met den Andesspoorweg moeten vervoerd worden;

5° Wordt, voor het vervoer van postpakketten van of naar de Argentijnsche kantoren van de Costa del Sur, Tierra del Fuego en bijhoorende eilanden, een opgeld toegepast van ten hoogste fr. 1.25 per pakket en, voor het vervoer van pakketten met aangegeven waarde van of naar die zelfde kantoren, een opgeld van 10 centiemen per 300 frank of per gedeelte van 300 frank;

6° Hebben de Republiek Colombië, Ecuador, Peru, de Vereenigde Staten van Venezuela en Brazilië de bevoegdheid, bij wijze van overgang :

- a) het recht van doorvoer over land op 1 frank te brengen;
- b) het opgeld van toepassing op postpakketten van of naar hun grondgebied op fr. 1.25 te brengen;

7° De Kolonie van Belgisch Congo heeft de bevoegdheid :

- 1° voor het vervoer der postpakketten generzijds de kantoren van overgave een opgeld toe te passen, dat het tarief, geldig voor de pakketten in zijn binnenlandsch verkeer, niet mag te boven gaan;
- 2° De hoogste waardeangifte van de postpakketten op 500 frank te beperken;
- 3° Het vervoer van de postpakketten in doorvoer over zijn grondgebied niet te verzekeren.

8° Zijn Perzië en de Portugeesche Koloniën in Afrika bevoegd, ten voorloopen titel, het vervoer niet te verzekeren van de postpakketten die over hun grondgebied transiteeren.

9° Is Britsch Indië bevoegd om op de postpakketten, afkomstig van Britsch Indië met bestemming naar de andere landen, een naar verschillende gewichtshoeveelheden trapsgewijs opklimmend tarief toe te passen, op voorwaarde dat het gemiddeld port het gewone port niet te boven gaat, met inbegrip van het opgeld waarop dat land recht heeft.

Die laatste bevoegdheid is ook toegestaan aan de landen die ondertusschen, tot de naaste Bijeenkomst, tot de Overeenkomst zullen toetreden.

10° Is voorbehouden aan de landen der Vereeniging, de bevoegdheid om een opgeld te heffen dat 30 centiemen per 20 gram of gedeelte van 20 gram niet mag te boven gaan voor elke zending die, op aanvraag van den afzender, vervoerd wordt in eene aan boord van eene postpakketboot staande brandkast. Het opgeld komt toe aan het land van oorsprong der zending.

De benutting van bedoelde brandkasten wordt in gemeen overleg geregeld tusschen de Beheeren die overeenkomen dien dienst te verzekeren in hunne wederzijdsche verkeer.

III.

Griekenland, Tunesië en Aziatisch Turkije zijn bevoegd voorloopig de pakketten niet aan te nemen, welker afmetingen of volumen het in het Reglement van uitvoering voor zeevaartdiensten toegestane maximum mochten te boven gaan.

De Nederlandsche Koloniën zijn bevoegd om voorloopig op 60 centimeter de

hoogste lengte, breedte en hoogte en op 25 kubieke decimeter het volumen der postpakketten te beperken.

Ten blijk van waarvan de hierna genoemde gevolmachtigden dit Slotprotocol hebben opgemaakt, welk dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben als waren deszelfs bepalingen in de Overeenkomst opgenomen, en hebben zij deze onder-teekend op een exemplaar, dat zal blijven berusten in de Archieven van de Spaansche Regeering en waarvan een afschrift aan elke partij zal worden afgeleverd.

Te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd twintig.

Voor Duitschland :

RONGE.
SCHENK.
ORTIL.

Voor de Argentijnsche Republiek :

A. BARRERA NICHOLSON.

Voor Oostenrijk :

EBERAN.

Voor België :

A. PIRARD.
TIXHON.
Hub. KRAINS.

Voor de kolonie van Belgisch Congo :

M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Voor Bolivia :

Luis RODRIGUEZ.

Voor Brazilië :

Alcibiades PEÇANHA.
J. Henrique ADERNE.

Voor Bulgarije :

N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Voor Chili :

A. de la CRUZ.
Florencio MARQUEZ de la PLATA.
Gus. COUSINO.

Voor China :

LIU FOU-TCHENG.

Voor de Republiek Colombië :

W. MAC LELLAN.
Gabriel ROLDAN.

Voor de Republiek Costa-Rica :

Manuel M. DE PERALTA.

Voor de Republiek Cuba :

JUAN IRURETAGOYENA.

Voor Denemarken :

HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Voor de Republiek San Domingo :

Leopoldo LOVELACE.

Voor Egypte.:

N. T. BORTON.

Voor de Republiek Ecuador :

Luis ROBALINO DAVILA.
Leonidas A. YEROVI.

Voor Spanje :

CONDE de COLOMBI.
 JOSÉ de GARCIA TORRES.
 GUILLERMO CAPDEVILA.
 MARTIN VICENTE.
 ANTONIO CAMACHO.
 JOSÉ de ESPAÑA.

Voor de Spaansche Koloniën :

BERNARDO ROLLAND.
 MANUEL G. ACEBO.

Voor Ethiopië :

WEULDEU-BERHANE.

Voor Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

Voor Frankrijk :

M. LEBON.
 P. M. GEORGES BONNET.
 M. LEBON.
 G. BLIN.
 P. BOUILLARD.
 BARRAIL.

Voor Algerië :

H. TREUILLÉ.

Voor de Fransche Koloniën en Protectoraten in Achter-Indië :

ANDRÉ TOUZET.

Voor al de andere Fransche Koloniën :

G. DEMARTIAL.

Voor Griekenland :

P. SCASSI.
 Th. PENTHÉROUDAKIS.

Voor Guatemala :

JUAN J. ORTEGA.
 ENRIQUE TRAUMANN.

Voor de Republiek Haïti :

LUIS MA. SOLÉR.

Voor de Republiek Honduras :

RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Voor Hongarije :

O. DE FEJÉR.
 G. BARON SZALAY.

Voor Britsch Indië :

G. R. CLARKE.

Voor Ysland :

HOLLNAGEL JENSEN.

Voor Italië en de Italiaansche Koloniën :

E. DELMATI.
 S. ORTISI.

Voor Japan :

S. NAKANISHI.
 ARAJIRO MIURA.
 Y. HIRATSUKA.

Voor Chosen :

S. NAKANISHI.
 ARAJIRO MIURA.
 Y. HIRATSUKA.

Voor al de andere Japansche onderhoorigheden :

S. NAKANISHI.
 ARAJIRO MIURA.
 Y. HIRATSUKA.

Voor de Republiek Liberia :

LUIS MA. SOLÉR.

Voor Luxemburg :

G. FABER.

Voor Marokko (behalve de Spaansche kreits) :

GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Voor Marokko (Spaansche kreits) :

M. AGUIRRE DE CARGER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCÍA DE CASTRO.

Voor Nicaragua :

M. IG. TERAN.

Voor Noorwegen :

SOMMERSCHILD.
KLAUS Helsing.

Voor de Republiek Panama :

J. D. AROSEMENA.

Voor Paraguay :

Fernando PIGNET.

Voor Nederland :

A. W. KYNMELL.
J. S. VAN GELDER.

Voor Nederlandsch Indië :

WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Voor de Nederlandsche Koloniën in Amerika :

WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Voor Peru :

D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Voor Perzië :

HUSSEIN KHAN ALAI.
C. MOLITOR.

Voor Polen :

W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
D^r Marjan BLACHIER.

Voor Portugal :

Henrique MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Voor de Portugeesche Koloniën in Afrika :

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Voor de Portugeesche Koloniën in Azië en Oceanië :

José Emilio dos SANTOS E SILVA.

Voor Rumenië :

D. G. MARINESCO.
Eug. BOUKMAN.

Voor Salvador :

Ismael G. FUENTES.

Voor het Saar-gebied :

DOUARCHE.

Voor het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen :

DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
D^r Franya PAVLITCH.
Costa ZLATANOVITCH.

Voor het Koninkrijk Siam :

PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Voor Zweden :

JULIUS JUHLIN.

THORE WENNQVIST.

Voor Zwitserland :

MENGOTTI.

F. BOSS.

*Voor Tsjecho-Slowakije :*D^r Otokar RŮŽICKA.

Vaclav KUČERA.

Voor Tunesië :

Gérard JAPY.

A. BARBARAT.

Voor Turkije :

MÉHMÉD-ALI.

Voor Uruguay :

Adolfo AGORIO.

*Voor de Vereenigde Staten van
Venezuela :*

Pedro-Emilio COLL.

BARCELÓ.

A. POSSE.

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST

BETREFFENDE

DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN.

GESLOTEN TUSSEN

DUITSCHLAND, DE ARGENTIJSCHRE REPUBLIEK,
OOSTENRIJK, BELGIË EN DE KOLONIE VAN BELGISCH CONGO,
BOLIVIË, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA,
DE REPUBLIEK COLOMBIË, DE REPUBLIEK COSTA-RICA,
DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN,
DE REPUBLIEK SAN DOMINGO, EGYPTRE, ECUADOR,
SPANJE EN DE SPAANSCHRE KOLONIËN, ETHIOPIË, FINLAND,
FRANKRIJK, ALGERIË,
DE FRANSCHRE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN ACHTER-INDIË,
AL DE ANDERE FRANSCHRE KOLONIËN, GRIEKENLAND,
GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAÏTI, DE REPUBLIEK HONDURAS,
HONGARIJE, BRITSCH INDIË, YSLAND,
ITALIË EN DE ITALIAANSCHRE KOLONIËN, JAPAN, CHOSSEN,
AL DE ANDERE JAPANSCHRE ONDERHOORIGHEDEN,
DE REPUBLIEK LIBERIA, LUXEMBURG,
MAROKKO (BEHALVE DE SPAANSCHRE KREITS),
MAROKKO (SPAANSCHRE KREITS), NICARAGUA, NOORWEGEN,
DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND,
NEDERLANDSCH INDIË,
DE NEDERLANDSCHRE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU,
PERZIË, POLEN, PORTUGAL,
DE PORTUGEESCHRE KOLONIËN IN AFRIKA, AZIË EN OCEANIË,
RUMENIË, RUSLAND, DE REPUBLIEK SAN-MARINO,
SALVADOR, HET SAAR-GEBIED,
HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, CROATEN EN SLOVENEN,
HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND,
TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNESIË, TURKIJE,
URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gezien artikel 21 van de Hoofdovereenkomst en artikel 22 van de Overeenkomst betreffende de uitwisseling van postpakketten, hebben, namens hunne onderscheidenlijke Beheeren, in gemeen overleg, de volgende maatregelen vastgesteld ter uitvoering van bedoelde Overeenkomst.

I

Vervoer der postpakketten, toezending van inlichtingen en bescheiden betreffende de uitwisseling van de postpakketten.

1. — *Elk Beheer moet, over de wegen en met de middels welke het benuttigt voor zijne eigen pakketten, de postpakketten vervoeren die hem worden overgegeven door een ander Beheer om in doorvoer over zijn grondgebied te worden verzonden.*

2. — De Postbeheeren der verdragsluitende landen, die regelmatige diensten over zee onderhouden, geven aan de Beheeren van de andere verdragsluitende landen op, welke van die diensten voor het vervoer van postpakketten kunnen worden gebezigd, met aanwijzing der afstanden.

3. — De Beheeren der verdragsluitende landen die rechtstreeksche betrekkingen onderhouden, doen elkander wederzijds, door middel van tabellen, overeenkomende met het hierbij gevoegd model A, mededeeling van :

- a) de naamlijst der landen *voor dewelke zij* onderscheidenlijk, bij het vervoer der postpakketten, hunne tusschenkomst kunnen verleenen;
- b) de wegen, welke voor het vervoer van dedoelde pakketten, binnen hun gebied of door hunne diensten open staan;
- c) het gezamenlijk bedrag der kosten welke door het Beheer, dat hun pakketten uitlevert, voor elke verschillende bestemming, hun uit dien hoofde moet worden vergoed.

4. Door middel der van de corresponderende Beheeren ontvangen lijsten A, bepaalt elk Beheer de wegen welke voor de verzending van zijne postpakketten moeten worden gebruikt en de porten welke van de afzenders zijn te heffen in verband met de voorwaarden waarop het vervoer plaats heeft.

5. — Elk Beheer moet bovendien rechtstreeks aan het eerste Beheer van doorvoer mededeelen, voor welke landen het voornemens is, aan het Beheer postpakketten uit te leveren.

6. — Elk Beheer moet aan de verdragsluitende Beheeren mededeelen de lijst der voorwerpen waarvan de invoer in zijn land, volgens de wetten of reglementen, niet is toegelaten.

II

Gelijkgestelde waarden der porten.

1. — Ter uitvoering van artikel 5, § 1 der Overeenkomst betreffende de uitwisseling van de postpakketten, heffen de Beheeren der verdragsluitende landen

hunne porten volgens de gelijkgestelde waarden *die zij hebben bepaald, naar de aanwijzingen van de hierbij gevoegde tabel (model O), en welke zij moeten mededeelen aan het Internationaal Bureel, door tusschenkomst van het Zwitsersch Postbeheer.*

2. — Bij verandering van het muntstelsel in een der bovengemelde landen, treedt het Beheer van dat land, voor de wijziging van bovenvermelde gelijkgestelde waarden, in overleg met het Zwitsersch Postbeheer. Laatstgenoemd Beheer doet aan alle andere Beheeren der Vereeniging van die wijziging kennis dragen, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel.

3. — Elk Beheer heeft de bevoegdheid om, bij belangrijke wijziging in de waarde van zijne munt, indien het zulks noodig oordeelt, tot het plegen van het in de voorafgaande paragraaf bedoelde overleg over te gaan.

III

Hinderlijke pakketten.

1. — Worden als hinderlijk beschouwd :

- a) pakketten welke langs een der zijden gemeten, 1^m50 te boven gaan ;
- b) *pakketten die langs eene zijde, 1 meter, en langs eene andere zijde, meer dan 50 centimeter te boven gaan ;*
- c) pakketten welke door hunnen vorm, hunnen omvang of hunne broosheid zich niet gemakkelijk leenen tot het verladen met andere pakketten of welke bijzondere voorzorgen vereischen, zooals : planten en heesters in manden, ledige kooien of kooien welke levende dieren bevatten, ledige sigarenkistjes of andere doozen in pakken, meubels, mandewerk, bloemtafels, kinderwagens, spinnewielen, rijwielen, enz.

2. — *De Beheeren, welke zendingen over zee vervoeren, zijn bevoegd als hinderlijk te beschouwen, elk pakket dat over dien weg vervoerd wordt en wiens omvang 55 kubieke decimeter te boven gaat, of waarvan een der afmetingen 1^m25 overtreft.*

3. — Behoudens blijkbare vergissing, moet, met betrekking tot de juiste berekening van den inhoud, het gewicht of de afmeting van de postpakketten, de zienswijze van het kantoor van afzending als beslissend worden aangemerkt.

IV

Vervoer van patronen en gelijksoortige artikelen.

Aan de belanghebbende Beheeren wordt vrijgelaten om, wegens het vervoer van geladen slaghoedjes en metalen patronen voor draagbare vuurwapens en van niet-ontploffbare ernstvuurwerken, onderling in overleg te treden.

Deze voorwerpen moeten in kistjes of vaatjes in- en uitwendig stevig verpakt

en de inhoud zoowel op het verzendingsbulletijn als op de zending zelve vermeld worden.

V

Voorwaarden van verpakking.

1. — Om ter verzending te worden toegelaten, moet elk pakket :

1^o *In latijnsche letter* voorzien zijn van het nauwkeurig adres van den bestemming. Met potlood geschreven adressen zijn niet toegelaten; nochtans worden de pakketten wier adres met inktpotlood geschreven is op vooraf nat gemaakten grond, ter verzending aangenomen. Het adres der pakketten hoeft op de verpakking van de zending zelf geschreven of er zóó stevig aangehecht, dat het niet kan losgaan. Er wordt aanbevolen een afschrift van het adres in de zending te steken ;

2^o Ingepakt zijn op eene wijze, waarbij rekening is gehouden met den duur van het vervoer en de inhoud afdoende genoeg beveiligd wordt opdat hij niet kunne bereikt worden zonder dat er duidelijke sporen van schending overblijven. Ten aanzien van de talrijke overladingen en behandelingen, welke de pakketten voor de overzeesche landen moeten ondergaan, moet de verpakking van die zendingen bijzonder stevig en goed deugdelijk zijn; vooral, wanneer de inhoud bestaat uit edele metalen, metalen voorwerpen of zware goederen, is het volstrekt noodzakelijk stevige metalen bussen of houten kisten van ten minste één centimeter dik, tot verpakking te gebruiken. Worden nochtans onverpakt aangenomen, de voorwerpen die in elkander kunnen worden geschoven of samengevoegd en bijeengehouden door een sterk touw voorzien met zegels in lood of lak, zoodat zij een enkel onscheidbaar pakket vormen. Evenmin wordt verpakking geëischt van pakketten uit één stuk bestaande, zooals stukken hout, metaal, enz., welke volgens handelsgebruik niet verpakt worden ;

3^o Verzegeld zijn met een *gelijken* stempel in lak, met een loodje of met eenig ander middel, een *eenvormig* bijzonder kenteeken van den afzender vertoonende ;

4^o Bij aangifte van waarde, voorzien zijn, op het adres, van eene aanduiding dier waarde in de munt van het land van oorsprong, zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd. *Het bedrag van die aangifte hoeft, bovendien, door den afzender of door het Beheer van oorsprong omgezet in franken-goud. De uitkomst van de omzetting dient door nieuwe cijfers aangeduid nevens of onder deze welke het bedrag van de aangifte in de munt van het land van oorsprong vertegenwoordigen.*

2. — Vloeistoffen en zelfstandigheden, welke licht vloeibaar worden, moeten worden verzonden in een dubbel omhulsel. Tusschen het eerste (flesch, pot, doos enz.) en het tweede (doos van metaal, taai hout of *stevige doos van gegolfd karton*) wordt, zoo mogelijk, eene ruimte gelaten, welke met zaagsel, zemelen of alle andere opslorpende of *beschuttende* stof moet worden aangevuld.

Deze laatste voorwaarde is verplichtend wanneer het eerste vaatwerk bijzonder broos is.

VI

Verzendingsbulletijns en tolaangiften

1. — Elk pakket moet vergezeld zijn van een verzendingsbulletijn in *sterk karton* en van tolaangiften gelijk aan of overeenkomende met de hierbij gevoegde modellen B en C. De Beheeren lichten zich wederzijds in omtrent het aantal tolaangiften, dat voor elk land van bestemming noodig is.

Indien de wetgeving van het land van oorsprong zich daartegen niet verzet, mag de afzender op den stam van het verzendingsbulletijn mededeelingen doen betreffende de zending. *Borendien is hij bevoegd om, op de keerzijde van het verzendingsbulletijn, aan te duiden wat hij met het pakket schikt te doen, in geval de aflevering niet kon geschieden. Die aantekening dient opgesteld in 't Fransch of in eene taal, gekend in het land van bestemming.*

2. — Een zelfde verzendingsbulletijn en, indien de tolwetten zich daartegen niet verzetten, eene zelfde tolaangifte kunnen voor meerdere gewone pakketten, doch ten hoogste drie, verzonden door denzelfden afzender, *onderhevig aan hetzelfde port* en bestemd voor denzelfden persoon, *gebezigd* worden. Deze bepaling is niet van toepassing op pakketten met verrekening of met aangegeven waarde, die elk van een afzonderlijk bulletijn vergezeld moeten zijn.

Nochtans, is het aan ieder land toegestaan een bulletijn en afzonderlijke tolaangiften te vergen voor elk pakket *van of naar het buitenland*.

3. — De formulieren van verzendingsbulletijns en *tolaangiften* welke niet in de Fransche taal gedrukt zijn, behooren tusschen de regels eene Fransche vertaling van den tekst te bevatten.

4. — De verzendingsbulletijns behoorende bij pakketten met aangegeven waarde moeten, voor elk pakket, voorzien zijn van een afdruk van den stempel welke tot sluiting van het pakket *gebezigd* is, alsmede van eene aanwijzing der aangegeven waarde, overeenkomstig de regelen, vermeld sub cijfer 4^o van artikel V van dit Reglement.

Het juiste gewicht in grammen van elk pakket met aangegeven waarde wordt door het Beheer van afzending, zoowel op het adres van het pakket als op het verzendingsbulletijn, op de in dat formulier daarvoor aangewezen plaats vermeld.

5. — De verdragsluitende Beheeren nemen geene verantwoordelijkheid op zich ten aanzien van de juistheid van de tolaangiften.

VII

Onderscheidene etiketten.

1. — Elk pakket wordt, evenals het daarop betrekking hebbende verzendingsbulletijn, voorzien van eene etiquette gelijk aan het hierbijgevoegd model D,

vermeldende het nummer der inschrijving en den naam van het kantoor van terpostbezorging. Hetzelfde kantoor van oorsprong mag gelijktijdig niet twee of meerdere reeksen etiketten gebruiken, tenzij de reeksen aangevuld zijn met een onderscheidend teeken.

2. — Het verzendingsbulletijn wordt bovendien door het kantoor van oorsprong, aan de adreszijde voorzien van een afdruk van den stempel, aanwijzende de plaats en den dag der terpostbezorging.

3. — *De pakketten met aangegeven waarde alsmede hunne verzendingsbulletijns moeten voorzien zijn van eene roode etiquette, met aanwijzing « valeur déclarée » in latijnsche letters.*

4. — *De verrekenpakketten alsmede hunne verzendingsbulletijns hoeven voorzien van eene oranjekeurige etiquette van model D, gevoegd bij het Reglement ter uitvoering van de Hoofdovereenkomst.*

5. — De per bode te bestellen pakketten worden, evenals het begeleidend verzendingsbulletijn, door middel van een stempel of eene etiquette, voorzien van het woord « *Exprès* » in vette letters.

6. — *De pakketten met spoedverzending en de bettrekkelijke verzendingsbulletijns hoeven bovendien voorzien van de zeer in 't oog vallende melding « Urgent ».*

7. — Indien de pakketten muntstukken, goud- en zilverwerk of andere kostbaarheden bevatten, moeten de in de voorafgaande paragrafen 1, 3, 4, 5 en 6 vermelde etiketten en de postzegels, indien deze op de pakketten gehecht zijn, op eenigen afstand van elkander bevestigd worden, opdat zij niet kunnen dienen om schending van den omslag te verbergen. Zij mogen evenmin over twee zijden van den omslag worden omgevouwen, zoo dat zij den rand bedekken.

VIII

Pakketten vrij van rechten.

1. — De pakketten vrij van rechten of vrij van tolrechten alleen, aan de bestemmelingen uit te reiken, moeten op het adres alsmede op de verzendingsbulletijns voorzien worden van eene gekleurde etiquette met de aanwijzing « *Franc de tous droits* » of « *Franc de droits de douane seulement* », in vette letters. De afzenders moeten dezelfde aanwijzing op de verzendingsbulletijns schrijven.

2. — *Elk « vrij van rechten » verzonden pakket hoeft vergezeld van een frankeeringsbulletijn van het hierbij gevoegd model E, gemaakt van geel karton en wiens voorzijde door het kantoor van afzending wordt ingevuld volgens de schikking der deelen van het formulier.*

Een zelfde frankeeringsbulletijn kan dienen voor meerdere gewone pakketten, doch ten hoogste drie, verzonden door denzelfden afzender, onderhevig aan het-

zelfde port en bestemd voor denzelfden persoon. Deze bepaling geldt niet voor de pakketten met verrekening of met aangegeven waarde, welke elk van een afzonderlijk bulletijn dienen vergezeld. Overigens is het aan ieder land toegestaan een afzonderlijk frankeeringsbulletijn te vorderen voor elk pakket van of naar het buitenland.

Het frankeeringsbulletijn wordt goed vastgehecht aan het verzendingsbulletijn.

3. — Na aflevering aan den bestemming, vult het kantoor dat de inkleding voor rekening van den afzender gedaan heeft, wat hem betreft, de aanwijzingen in, die voorkomen op de keerzijde van het frankeeringsbulletijn en zendt dit laatste met de bewijsstukken, onder gesloten omslag, zonder aanwijzing van den inhoud, aan het kantoor van oorsprong van het pakket.

Elk Beheer heeft nochtans het recht de met kosten bezwaarde frankeeringsbulletijns te doen terugzenden door bijzonder aangewezen kantoren en te vragen, dat de uit het buitenland teruggezonden bulletijns aan een bepaald kantoor worden overgemaakt. In dit laatste geval, wordt de naam van het kantoor aan hetwelk de bulletijns hoeven teruggezonden, door het kantoor van afzending van het pakket geschreven op de voorzijde van het frankeeringsbulletijn.

4. — Bij ontvangst van een frankeeringsbulletijn, opgevende de door den dienst van bestemming voorgeschoten kosten, herleidt het Beheer van oorsprong het bedrag dezer kosten in zijn eigen munt tegen een koers welken het zelf vaststelt en die niet hooger mag zijn dan de koers bepaald voor het uitgeven van de postwissels naar het land waarmede dat Beheer in betrekking staat. De uitkomst der omzetting wordt in het formulier en op den zijstam vermeld en bekrachtigd door het handteeken van den bediende die de omzetting deed. Na inning van het bedrag der kosten, wordt de stam van het bulletijn met, in voorkomend geval, de bewijsstukken, door het kantoor van oorsprong aan den afzender afgegeven.

5. — Gewordt den dienst van bestemming, zonder frankeeringsbulletijn, eene zending voorzien van eene etiquette « Franc de droits », dan maakt het met de inkleding gelaste kantoor een duplicaat van het bulletijn op, en vervangt den naam van het Beheer waarvan het afhangt door dezen van het land van oorsprong der zending. Een duplicaat wordt in dezelfde voorwaarden opgemaakt, wanneer het frankeeringsbulletijn in het ongereede geraakt na aflevering van het pakket.

6. — De frankeeringsbulletijns voor de zendingen die, om eenige reden, worden teruggezonden naar de plaats van oorsprong, worden vernietigd door het Beheer dat de terugzending doet en vastgehecht aan de verzendingsbulletijns.

IX.

Wijze van verzending der pakketten.

1. — De uitwisseling van de postpakketten tussehen aan elkander grenzende of door middel van een rechtstreekschen dienst over zee met elkander verbonden landen, geschiedt door de kantoren en in de plaatsen, welke door de belanghebbende Beheeren daartoe aangewezen zijn.

2. — In het verkeer tusschen landen, die door één of meer tusschenliggende landen gescheiden zijn, moeten de postpakketten de wegen volgen, waaromtrent tusschen de belanghebbende Beheeren is overeengekomen; zij worden aan het eerste Beheer van doorvoer stuksgewijze uitgeleverd. De betrokken Beheeren kunnen zich met elkaar verstaan omtrent de uitwisseling, hetzij stuksgewijze, hetzij in zakken, manden of afgesloten afdeelingen van wagens, met rechtstreeksche adviezen. In dit geval, stellen de *betrokken* Beheeren, in gemeen overleg, de noodige maatregelen vast voor de *uitwisseling van de postpakketten* en voor de *afrekeningsverrichtingen*.

3. — Het vormen van gesloten verzendingen is echter verplicht indien het aantal postpakketten van dien aard is, dat de werkzaamheden van een tusschenkomend Beheer volgens zijne verklaring, daardoor belemmerd worden.

Indien daaromtrent door de met elkander in betrekking staande Beheeren niet anders is overeengekomen, moeten de manden, zakken, enz. met de eerstvolgende gelegenheid ledig aan het Beheer van afzending worden teruggezonden. Tenzij anders is bepaald, komen de manden, zakken en soortgelijke verzendingsmiddelen, benodigd voor de uitwisseling van postpakketten, vóór gelijke deelen ten laste van de Beheeren die er zich in hun wederzijdsch verkeer van bedienen.

4. — *De Beheeren, die aan de uitwisseling van de pakketten met spoedver-zending deelnemen, komen overeen om de snelle en, zooveel mogelijk, rechtstreeksche verzending van die pakketten te verzekeren; die Beheeren stellen ook, in gemeen overleg, de noodige maatregelen voor de afrekening vast.*

5. — *Worden postpakketten onderweg ambtshalve ingehouden, hetzij door de post, hetzij door het tolwezen, dan hoeft de afzender, met bericht van niet-bestelling, aanzocht zijne onderrichtingen te geven. Die maatregel is nochtans niet verplichtend in de gevallen van overmacht, als : werkstaking, overstroming, enz.*

X

Advies; omschrijving der pakketten.

1. — De postpakketten worden door het afzendend kantoor van uitwisseling ingeschreven op een advies, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model F, met vermelding van alle bijzonderheden, welke dit formulier aangeeft. Echter kunnen de corresponderende Beheeren zich met elkander verstaan om gewone pakketten slechts gezamenlijk op de adviezen in te schrijven met vermelding in ééne som van de te vergoeden bedragen. De verzendingsbulletijns, de verrekeningpostwissels, de tolaangiften *en, in voorkomend geval, de andere vereischte bescheiden (als rekeningen, getuigschriften van oorsprong, van gezondheid enz.), alsmede de bulletijns E* en de berichten van ontvang, worden aan het advies vastgehecht.

De tusschenkomende uitwisselingskantoren zijn niet gehouden de 'hij deadviezen gevoegde bescheiden na te zien.

2. — De postpakketten voor den dienst, ingesteld ten behoeve van krijgsgevangenen, worden op datzelfde advies ingeschreven, doch zonder eenige vergoeding.

3. — *Behoudens andersluidende overeenkomst in het verkeer over zee, moeten de kantoren van afzending de adviezen nummeren in den linkerhoek bovenaan, volgens eene jaarlijksche reeks voor elk kantoor van oorsprong en voor elk kantoor van bestemming, zooveel mogelijk, onder het nummer, den naam vermeldende van de pakketboot of het schip waarmede het brievenpakket vervoerd wordt. Het laatste nummer van een verlopen jaar dient op het advies van de eerste zending van het volgende jaar vermeld.*

XI

Bericht van ontvang.

1. — Als van een postpakket een bericht van ontvang wordt verlangd, schrijft het kantoor van oorsprong, op duidelijke wijze, op dit pakket en op het betrekkelijk verzendingsbulletijn de aanwijzing « Avis de réception » of voorziet het van een afdruk van een stempel met de letters « A. R. ».

2. — Het formulier voor bericht van ontvang wordt opgemaakt door het kantoor van oorsprong of door een ander door het afzendend Beheer aan te wijzen kantoor. Indien het formulier het kantoor van bestemming niet bereikt, maakt dit ambtshalve een nieuw bericht van ontvang op.

De berichten van ontvang moeten in het Fransch zijn opgesteld of tusschen de regels van eene Fransche vertaling zijn voorzien.

3. — Het kantoor van bestemming zendt het formulier, na het behoorlijk te hebben ingevuld, *zonder omslag en porterij terug aan het adres van den afzender van het pakket.*

4. — Wanneer de afzender, na de terpostbezorging van een postpakket, daarvan een bericht van ontvang verzoekt, vermeldt het kantoor van oorsprong op een formulier voor bericht van ontvang de zeer nauwkeurige omschrijving van het pakket (kantoor van oorsprong, datum van terpostbezorging, nummer, adres). Dit formulier wordt vastgehecht aan eene navraag model N, *vooraf bekleed met postzegels vertegenwoordigende het port voorzien bij artikel 5, § 6 van de Overeenkomst*, en behandeld volgens het bepaalde bij artikel XVI hierna, behoudens deze uitzondering dat, in geval van regelmatige aflevering van het pakket, waarop het bericht van ontvang betrekking heeft, het kantoor van bestemming het formulier N achterhoudt en het bericht van ontvang, behoorlijk ingevuld, terugzendt aan het kantoor van oorsprong op de wijze als in § 3 hiervoren is voorgeschreven.

5. — Indien een bericht van ontvang, dat door den afzender op regelmatige wijze bij de terpostbezorging is gevraagd, niet binnen den bepaalden tijd op het kantoor van oorsprong is aangekomen, wordt, om het ontbrekende bericht op te vragen, gehandeld overeenkomstig het bepaalde bij § 4 hiervoren. Het kantoor

van oorsprong, schrijft aan het hoofd van het formulier : « Duplicata de l'avis de réception, etc. »

XII

Onderzoek door de kantoren van uitwisseling.

1. — Bij ontvangst van een advies, gaat het kantoor van uitwisseling over tot het onderzoek der postpakketten en der verschillende bescheiden, welke op dit advies zijn ingeschreven en stelt, in voorkomende gevallen, vast wat ontbreekt of welke andere onregelmatigheden zijn bevonden, door middel van een formulier, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model G, en zich daarbij gedragende naar de regelen, welke bij artikel IX van het Reglement ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende stukken met aangegeven waarde, zijn vastgesteld.

2. — Verschillen van geringe beteekenis, met betrekking tot den inhoud, de afmeting en het gewicht, alsmede de onregelmatigheden, waarbij blijkbaar de verantwoordelijkheid der betrekkelijke Beheeren niet betrokken is, worden enkel met bericht van bevinding medegedeeld.

3. — Alle verschillen, welke in de vergoedingen en de aanrekeningen mochten worden opgemerkt, worden door middel van een bericht van bevinding aan het kantoor van afzending medegedeeld. De goedgekeurde berichten van bevinding worden gehecht aan de adviezen, waarop zij betrekking hebben. Verbeteringen, welke niet met bewijsstukken zijn belegd, komen niet in aanmerking.

XIII

Verrekenpakketten.

1. — De verrekenpakketten en de daarbij behorende verzendingsbulletijns moeten op de adreszijde, zeer duidelijk geschreven of gedrukt, het woord « Remboursement » dragen, gevolgd door de aanduiding van het verrekenbedrag in de munt van het land van oorsprong, in latijnsche letters, zonder doorhaling of overschrijving, zelfs al ware die goedgekeurd. *De afzender moet, ook in latijnsche letters, op het pakket en op de voorzijde van het verzendingsbulletijn, zijn naam en zijn adres vermelden.*

2. — Elk verrekenpakket gaat vergezeld van een verrekeningpostwissel, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model H. Deze verrekeningpostwissel welke aan het verzendingsbulletijn wordt vastgehecht, moet de aanwijzing van het verrekenbedrag dragen in de munt van het land *van oorsprong* en, als algemeenen regel, den afzender van het pakket als den bestemming van den wissel aangeven. Echter is elk Beheer vrij de postwissels, betreffende zendingen uit zijnen dienst afkomstig, te doen sturen aan de kantoren van oorsprong der pakketten of aan *eenig ander kantoor*. *De stam van den postwissel moet naam*

en adres van den bestemming van het pakket, alsmede plaats en datum van de terpostbezorging vermelden.

3. — Tenzij daaromtrent tusschen de Beheeren van oorsprong en van bestemming, anders is overeengekomen, worden de bedragen der verrekeningpostwissels omgezet in de munt van het land van bestemming door de zorg van het Beheer van dat land, volgens den koers van omzetting gebezigd voor de omzetting van de postwissels bestemd voor het land van oorsprong der pakketten.

4. — Onmiddellijk na invordering van het verrekenbedrag, vult het kantoor van bestemming, of eenig ander daartoe door het Beheer van het land van bestemming aangewezen kantoor het gedeelte « *Indications de service* » van den verrekeningpostwissel in en, na daarop den dagteekeningstempel te hebben afgedrukt, zendt het den wissel, vrij van recht, aan het adres, dat er op is vermeld.

De verrekeningpostwissels worden uitbetaald volgens de bepalingen door elk Beheer vastgesteld, ten einde de betaling van het bedrag der verrekening aan de afzenders der pakketten te verzekeren.

5. — Indien de bestemming het verrekenbedrag niet betaalt binnen een tijdverloop van zeven dagen in het verkeer tusschen landen in Europa, en binnen den tijd van veertien dagen in het verkeer van landen in Europa met landen buiten Europa en van deze laatste landen onderling, te rekenen van den dag volgende op dien der aankomst van het pakket ten kantore van bestemming, wordt het pakket beschouwd als onbestelbaar en behandeld als bij artikel XV, § 3, van dit Reglement is voorgeschreven.

Deze termijnen kunnen tot ten hoogste 28 dagen verlengd worden door de Beheeren, wier wetgeving daartoe de verplichting oplegt. *Door eene aanteekening opgesteld in eene in het land van bestemming gekende taal, mag nochtans de afzender de onmiddellijke terugzending van de pakketten aan zijn adres vragen, indien de bestemming bij de eerste bestelling het verrekenbedrag weigert te betalen.*

De postwissels behorende tot de verrekenpakketten, welke om de eene of andere reden naar het kantoor van oorsprong worden teruggezonden, moeten door de zorgen van het terugzendend Beheer, ongeldig gemaakt worden.

6. — Zijn de postwissels voor de verrekenpakketten in het ongereede of verloren geraakt of vernietigd vóór de invordering van het verrekenbedrag, dan maakt het kantoor van bestemming daarvan een duplicaat op, op naam van het afzendend kantoor.

De na de invordering van het bedrag in het ongereede of verloren geraakte of vernietigde verrekeningpostwissels worden eveneens vervangen door duplicaten of machtigingen tot uitbetaling, nadat door de beide betrokken Beheeren is vastgesteld dat de postwissel noch uitbetaald, nog terugbetaald is.

7. — De verrekeningpostwissels, waarvan de bestemmingen het bedrag niet binnen den termijn van geldigheid, vastgesteld bij het Reglement ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende de uitwisseling van postwissels, hebben opge-

vorderd, worden behandeld overeenkomstig het bepaalde bij de §§ 2 en 3 van artikel VIII van het Reglement ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende den dienst der invordering van gelden op kwijtschriften en handelspapier.

8. — *De bepalingen van §§ 7 en 8 van artikel XIII van het Reglement ter uitvoering van de Hoofdovereenkomst betreffende de aan de bestemmingen niet uitreikbare of door dezen niet ingevorderde postwissels, gelden ook voor den dienst van de verrekenpakketten.*

XIV

Nazending.

1. — Verkeerd gezonden postpakketten worden naar hunne bestemming verzonden langs den kortsten weg, waarover het betrokken Beheer kan beschikken; *door bedoeld Beheer mogen zij niet belast worden met tol- of andere rechten.* Wanneer de pakketten door de nadere verzending bij het afzendend Beheer terugkeeren, debiteert het uitwisselingskantoor, dat nazendt, zich voor de ontvangen vergoedingen, na mededeeling der misvatting, door middel van een bericht van bevinding.

In het tegenovergesteld geval en indien het bedrag, te goed gedaan aan het Beheer dat nader verzendt, onvoldoende is om de kosten der nieuwe verzending, welke te zijnen laste komen, te dekken, crediteert het zich voor het verschil, door het op het advies van het afzendend kantoor van uitwisseling te goed gedane bedrag te verhoogen. De reden dezer verbetering wordt aan laatstgemeld kantoor door middel van een bericht van bevinding medegedeeld.

Wanneer een pakket ten onrechte ter verzending is toegelaten, tengevolge van eene aan den postdienst te wijten misvatting, en dien tengevolge naar het land van oorsprong moet worden teruggezonden, of indien een verbod van invoer, als bedoeld bij artikel 15 van de Overeenkomst, door het uitwisselingskantoor van bestemming bij de uitwisseling wordt opgemerkt, wordt op dezelfde wijze gehandeld alsof dat pakket tengevolge van verkeerde verzending aan het Beheer van afzending moest worden teruggegeven.

2. — De postpakketten, welke, tengevolge van verandering van woonplaats der bestemmingen, *of van eene aan den afzender te wijten misvatting*, met nader adres worden verzonden, worden door het Beheer, dat ze uitreikt, belast met een port, ten laste der bestemmingen, gelijkstaande met het aandeel, dat aan dit laatste Beheer, aan het Beheer dat nader verzendt en, in voorkomende gevallen, aan elk der Beheeren van doorvoer verschuldigd is.

Het Beheer van nadere verzending crediteert zich voor zijn aandeel bij het Beheer van doorvoer of bij het Beheer der nieuwe bestemming. Indien het land, dat nader verzendt, en dat der nieuwe bestemming niet aan elkander grenzen, brengt het eerste Beheer van doorvoer, dat een postpakket met nader adres ontvangt, het bedrag van zijn aandeel en van dat van het Beheer, dat nader verzendt, in zijn voordeel, ten laste van het Beheer, waaraan dat voorwerp wordt uitgeleverd. Indien dit laatste Beheer, op zijne beurt, slechts een Beheer van door-

voer is, verhaalt het eveneens op het volgende Beheer zijn eigen aandeel, vermeerderd met die, welke door het voorgaande Beheer zijn in rekening gebracht. Deze handeling wordt herhaald in het verkeer tussehen de verschillende Beheeren, die aan het vervoer deelnemen, tot dat het postpakket het Beheer van bestemming heeft bereikt.

Indien echter het port, wegens de verdere verzending van een pakket met nader adres verschuldigd, wordt voldaan op het oogenblik, waarop de nadere verzending plaats vindt, wordt dit voorwerp behandeld alsof het rechtstreeks van het land der nadere verzending naar het land van bestemming gestuurd ware en zonder betaling van port aan den bestemming uitgereikt.

3. — De pakketten, belast met verrekening, kunnen worden nagezonden, indien in het verkeer van het land van nieuwe bestemming met dat van oorsprong verrekenpakketten zijn toegelaten. De pakketten gaan, in geval van nazending, vergezeld van de verrekeningpostwissels, opgemaakt door den dienst van oorsprong der pakketten. Het Beheer van nieuwe bestemming handelt ten opzichte van de afrekening van het verrekenbedrag alsof het pakket hem rechtstreeks ware toegezonden.

4. — De pakketten worden nagezonden in hunne oorspronkelijke verpakking en vergezeld van het verzendingsbulletijn, opgemaakt door het kantoor van oorsprong. Indien het pakket om de eene of andere reden opnieuw verpakt of het oorspronkelijk verzendingsbulletijn vervangen moet worden door een ander, is het volstrekt noodzakelijk den naam van het kantoor van oorsprong en het nummer van de oorspronkelijke inschrijving, zoowel op het pakket als op het verzendingsbulletijn, te vermelden.

XV

Onbestelbare pakketten.

1. — *Indien de afzenders van onbestelbare pakketten, op de keerzijde van het verzendingsbulletijn en op de zending zelve, niet hebben aangeduid hoe over hun pakket moet worden beschikt, geeft het Beheer van bestemming aan het Beheer van oorsprong, in den kortst mogelijken tijd, kennis van de onbestelbaar geworden pakketten. Daartoe wordt gebezigd een formulier van het hierbij gevoegd model J, opgesteld in het Fransch of voorzien van eene Fransche vertaling tussehen de regels. De beschikking van den afzender mag slechts eene van deze wezen welke voorzien zijn bij § 2 hierna.*

Als algemeene regel, worden de berichten van niet-bestelling tussehen de kantoren van bestemming en van oorsprong gewisseld. *Echter, mag elk Beheer vragen dat de zijn dienst betreffende berichten worden toegezonden aan zijn Hoofdbeheer of aan een bepaaldelijk aangewezen kantoor. Het bericht van niet-bestelling moet, in voorkomend geval, vermelden het bedrag der tol- en andere kosten waarmede het pakket reeds bezwaard en nog zou kunnen bezwaard worden wegens een langer verblijf in het magazijn.*

Wanneer postpakketten, waaromtrent een bericht is verzonden, alsnog worden

aangenomen of nagezonden vóór de ontvangst van de beschikkingen van den afzender, moet het kantoor van oorsprong daarvan onmiddellijk worden onder-richt, ter kennisgeving aan den afzender. Na ontvangst van de beschikkingen van den afzender, zijn deze laatste alleen geldig en uit te voeren.

2. — De afzender van een onbestelbaar geworden pakket kan verzoeken :

- a) dat het pakket hem onmiddellijk worde teruggezonden ;
- b) dat het adres van het pakket verbeterd of aangevuld worde ;
- c) dat het pakket aan een ander dan den bestemming worde uitgereikt of naar eene andere bestemming worde opgezonden om aan den oorspronkelijken bestemming of aan een ander persoon te worden uitgereikt ;
- d) dat aan den oorspronkelijken bestemming nog eenmaal kennis worde gegeven ;
- e) dat het pakket worde verkocht voor rekening en op de kosten van den afzender of als afgestaan behandeld ;
- f) dat een pakket, belast met verrekening, worde afgegeven aan den oorspronkelijken bestemming of aan een ander persoon zonder inning van het verrekenbedrag of tegen betaling van een lager dan het oorspronkelijk aangegeven bedrag. De wijze van handelen, te volgen bij het ongeldig maken of de vervanging van den verrekeningpost-wissel, is dezelfde als voorgeschreven bij § 2 van artikel XVII hierna.
- g) dat het pakket den bestemming worde afgegeven zonder heffing van de tolkosten of van de andere kosten, die het pakket bezwaren.

Indien de afzender geenszins antwoordt of een wensch te kennen geeft die niet overeenkomt met de vragen om onderrichting hem door het kantoor van oorsprong gestuurd, is het Beheer van bestemming niet gehouden hem een nieuw bericht te zenden ; in voorkomende gevallen, wordt het pakket hem teruggezonden na verloop van den termijn gesteld bij § 3 hierna. Evenzoo wordt gehandeld, indien de afzender het bericht van niet-bestelling niet wil aannemen of het recht voorzien bij § 6 van artikel 5 der Overeenkomst niet wil betalen.

De postpakketten, welke om de eene of andere reden niet aan de bestemmingen zijn kunnen worden uitgereikt en waarvan de te voren geraadpleegde afzenders, onvoorwaardelijk afstand hebben gedaan, worden door het Beheer van bestemming niet teruggezonden, doch behandeld overeenkomstig zijne binnenlandsche wetgeving.

3. — Indien het kantoor van bestemming binnen den tijd van ééne maand, te rekenen van de verzending van het bericht, geen voldoende inlichting heeft ontvangen, wordt het pakket aan het kantoor van oorsprong teruggezonden. Die tijd wordt gebracht op vier maanden in het verkeer met de overzeesche landen.

De pakketten die ter beschikking van de bestemmingen bewaard blijven of postliggend worden gezonden, worden als onbestelbaar beschouwd, na den termijn van bewaring voorgeschreven door de reglementen van het land van

bestemming, zonder dat nochtans die termijn vier maanden in het verkeer met de overzeesche landen en ééne maand in het ander verkeer moge te boven gaan.

Het pakket moet onmiddellijk teruggezonden worden, indien de vraag van den afzender, gedaan, hetzij door eene voorafgaande g^onteekening op het verzendingsbulletijn, hetzij als antwoord op het bericht van niet-bestelling model J, niet kon uitgevoerd worden of niet geleid heeft tot de aflevering van het pakket. Indien de afzender bij zijne nieuwe beschikking eene gebeurlijke tweede onderrichting voegt (ander adres, enz.), wordt het pakket maar teruggezonden als de bijkomende beschikking op hare beurt zonder uitslag bleef.

4. — Elk pakket, waarvan de bestemming vertrokken is naar een land, dat niet tot de Overeenkomst betreffende de pakketpost is toegetreden, wordt als onbestelbaar behandeld, tenzij het Beheer, waarvoor het oorspronkelijk bestemd was, in staat is om het aan zijn adres te doen bezorgen.

De pakketten, welke aan den afzender worden teruggezonden, worden op het advies ingeschreven met de aanwijzing « Rebut » in de kolom voor aanmerkingen. Zij worden behandeld en met port belast evenals de voorwerpen, welke, ten gevolge van verandering van woonplaats der bestemmingen, met nader adres worden verzonden.

In geval die pakketten bezwaard zijn met anderekosten dan de nazendingsporten, moeten die kosten nauwkeurig worden bijgevoegd op het verzendingsbulletijn.

5. — De goederen welke aan waardevermindering of bederf onderhevig zijn, kunnen onmiddellijk, ook onderweg bij de heen- en terugzending, zonder voorafgaand bericht en zonder gerechtelijke formaliteit, ten voordeele van den rechthebbende worden verkocht. Indien om de eene of andere reden de verkoop niet mogelijk is, worden de in waarde verminderde of bedorven voorwerpen vernietigd. Van den verkoop of van de vernietiging wordt proces-verbaal opgemaakt.

Een afschrift van dat proces-verbaal wordt, vergezeld van het verzendingsbulletijn, aan het kantoor van oorsprong toegezonden.

De opbrengst van den verkoop strekt, in de eerste plaats, tot dekking der kosten, waarmede de zending bezwaard is. In voorkomende gevallen wordt het overschot aan het kantoor van oorsprong overgemaakt, om ter hand te worden gesteld aan den afzender, te wiens laste de kosten der zending komen. De kosten, welke door den verkoop niet gedekt zijn, komen ten laste van den afzender en worden aan het Beheer van oorsprong in rekening gebracht.

XVI

Navragen.

1. — Voor navragen omtrent postpakketten, of niet teruggekomen verrekeningpostwissels, wordt gebruik gemaakt van een formulier gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model N. Het Beheer van het land van oorsprong zendt dit formulier rechtstreeks aan het Beheer van bestemming.

2. — Echter wordt in het verkeer met de overzeesche landen en tusschen die landen onderling de navraag verzonden van kantoor tot kantoor, denzelfden weg volgend als de zending, waarop de navraag betrekking heeft.

3. — In het geval, bedoeld bij § 1 hierboven, zendt het Beheer van bestemming als het in staat is afdoende inlichtingen te verschaffen omtrent het lot van het pakket of van den verrekeningpostwissel, waarop de navraag betrekking heeft, dit formulier, voorzien van de vereischte inlichtingen, aan het Beheer van oorsprong terug.

Wanneer het lot van een pakket, dat door verschillende Beheeren is behandeld, niet aanstonds in het land van bestemming kan worden vastgesteld, zendt het Beheer van bestemming het formulier terug aan het Beheer van oorsprong. *Dit laatste Beheer vult het formulier aan met de omstandige opgave van de verzending aan het eerste Beheer van doorvoer en stuurt het vervolgens aan dit Beheer dat daarop de opmerkingen aanteekeut en het, in voorkomend geval, opzendt aan het volgend Beheer. De navraag wordt op die wijze, van Beheer tot Beheer, voortgezet totdat het lot der navraag vastgesteld is.* Het Beheer, dat het pakket aan den bestemming heeft doen uitreiken, of dat, in voorkomende gevallen, noch de uitreiking, noch de regelmatige uitlevering aan een ander Beheer kan aantoonen, vermeldt het feit op het formulier en zendt dit terug aan het Beheer van oorsprong.

4. — In het geval bedoeld bij § 2 hierboven, worden de nasporingen voortgezet van het Beheer van oorsprong tot het Beheer van bestemming. Ieder Beheer vermeldt op het formulier de gegevens omtrent de verzending aan het volgend Beheer en verzendt het vervolgens daaraan. *Indien de gegevens van de verzending aan het volgend Beheer niet kunnen worden vastgesteld, wordt het formulier gezonden aan het Beheer van het land van bestemming.* Het Beheer, dat het pakket aan den bestemming heeft doen uitreiken, of dat, in voorkomende gevallen, noch die uitreiking, noch de regelmatige uitlevering aan een ander Beheer kan aantoonen, vermeldt dat feit op het formulier en zendt dit daarna aan het Beheer van oorsprong terug.

5. — De formulieren N worden in het Fransch opgesteld of behelzen tusschen de regels eene Fransche vertaling van den tekst. Zij moeten zooveel mogelijk vergezeld gaan van een fac-simile van het adres. Deze formulieren worden zonder begeleidend schrijven in een gesloten omslag verzonden. Het staat aan ieder Beheer vrij om, bij eene aan het internationaal Bureau gerichte kennisgeving, te verlangen dat de op zijnen dienst betrekking hebbende navragen worden toegezonden, hetzij aan zijn Hoofdbestuur, hetzij aan een bepaaldelijk daartoe aangewezen kantoor, hetzij eindelijk rechtstreeks aan het kantoor van bestemming of, indien het alleen als beheer van doorvoer bij de zaak betrokken is, aan het kantoor van uitwisseling, waaraan de zending is uitgeleverd.

XVII

Verzoek om terugvordering, adreswijziging of opheffing van het verrekenbedrag.

1. — De aanvragen om terugzending en verandering van adres van pakketten zijn onderworpen aan de regelen en formaliteiten, voorgeschreven bij artikel XXX van het Reglement ter uitvoering van de Hoofdovereenkomst.

2. — Bij verzoeken tot gedeeltelijke opheffing van het verrekenbedrag, moet een nieuwe verrekeningpostwissel, opgemaakt tot het verminderd bedrag, bij die verzoeken worden gevoegd.

De ongeldig verklaarde of vervangen verrekeningpostwissels worden vernietigd door de zorgen van het Beheer van bestemming der pakketten.

XVIII

Afrekening.

1. — Ieder Beheer laat maandelijks, door elk van zijne uitwisselingskantoren en voor alle verzendingen van de uitwisselingskantoren van een en hetzelfde Beheer ontvangen, een staat, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegde model K opmaken van de sommen, welke op elk advies zijn ingeschreven, hetzij in zijn voordeel, voor zijn aandeel, en in voorkomende gevallen voor dat van ieder der belanghebbende Beheeren, in de door het Beheer van afzending geheven porten, hetzij in zijn nadeel, voor het aandeel in de van de bestemmelingen te heffen porten, dat wegens verder gezonden of onbestelbaar gevallen pakketten aan het Beheer, dat die pakketten na- of terugzendt, en aan de verder daarbij betrokken Beheeren toekomt.

2. — De bedragen der staten K worden vervolgens door de zorg van hetzelfde Beheer overgebracht op eene rekening L, waarvan het model eveneens bij dit Reglement is gevoegd.

3. — Deze rekening wordt, onder bijvoeging van de bijzondere staten, van de adviezen en, zoo die er zijn, van de daarop betrekking hebbende berichten van bevinding, in den loop der maand, volgende op die waarover de rekening loopt, aan het onderzoek van het corresponderend Beheer onderworpen.

De eindbedragen mogen nooit verbeterd worden. De misvattingen, welke mochten worden opgemerkt, moeten worden verevend door middel van verschilstaten.

4. — De maandelijksche rekeningen worden, na over en weder nagezien en goedgekeurd te zijn, door de zorg van het Beheer, dat te vorderen heeft, in eene driemaandelijksche rekening te zamen gevat.

Aan de aan de Overeenkomst deelnemende Beheeren wordt nochtans de vrijheid gelaten zich onderling te verstaan om dit slechts halfjaarlijks of jaarlijks te verrichten.

5. — Het saldo, door de balans der wederzijdsche rekeningen tusschen twee Beheeren aangewezen, wordt door het Beheer, dat te betalen heeft, aan het Beheer, hetwelk te vorderen heeft, uithetaald *als voorzien is bij § 1 van artikel XXXVI van het Reglement ter uitvoering van de Hoofdovereenkomst, alsmede bij het slotprotocol van bedoeld Reglement.*

6. — Het vaststellen, de inzending en de betaling der rekeningen moeten in den kortst mogelijken tijd en uiterlijk vóór den afloop van het volgende kwartaal

geschieden. Na dien termijn is, wegens de sommen door het eene Beheer aan het andere Beheer verschuldigd, rente te betalen, tegen 7 t. h. 's jaars, te rekenen van den dag waarop de termijn verstrijkt.

7. — Nochtans wordt aan de belanghebbende Beheeren de bevoegdheid gelaten om, in gemeen overleg, andere regelingen te treffen dan die, welke in dit artikel zijn aangegeven.

XIX

Afrekening der verrekenbedragen.

1. — Tenzij anders tusschen de betrokken Beheeren mocht zijn overeengekomen, geschiedt de afrekening betreffende de verrekenbedragen, welke door ieder Beheer voor rekening van een ander Beheer betaald zijn, door middel van bijlagen (model *M*) te voegen bij de bijzondere postwisselrekeningen van het Beheer, dat te vorderen heeft voor het met hetzelfde in betrekking staande Beheer.

2. — In deze rekeningen van de verrekenbedragen, welke van de uitbetaalde en voor voldaan geteekende wissels vergezeld gaan, worden de postwissels ingeschreven in alphabetische orde van de kantoren van uitgifte en volgens de nummers van inschrijving van de postwissels in de registers van dit kantoor. Aan het slot van de rekening trekt het Beheer, dat haar heeft opgemaakt, van het totaal-bedrag zijner vordering een half percent af, vertegenwoordigende het aandeel van het corresponderend Beheer in het recht van verrekening.

3. — Het eind-totaal der bijzondere rekening van de verrekenbedragen wordt, zooveel mogelijk, opgeteld bij dat der bijzondere rekening van de postwissels voor hetzelfde dienstjaar. Het onderzoek en de verrekening van deze afrekeningen vinden plaats volgens de regelen voor de afrekeningen wegens de postwissels, vastgesteld bij het Reglement van uitvoering op de Overeenkomst betreffende den dienst der postwissels.

XX

Afrekening der rechten voorkomende op de frankeeringsbulletijns.

1. — *De afrekening betreffende de tolkosten, enz., door elk Beheer voorgeschoten voor rekening van een ander, geschiedt door middel van maandelijksche bijzondere rekeningen naar het hierbij gevoegd model E^{bis} die door het Beheer, dat te betalen heeft, worden opgemaakt in de munt van het land, hetwelk te ontvangen heeft. De frankeeringsbulletijns worden in de rekeningen geschreven in alphabetische orde van de kantoren die de inklaring deden en volgens de nummers die hun gegeven werden door die kantoren.*

2. — *De bijzondere rekening, vergezeld van de afgerekende bulletijns, wordt aan het Beheer, hetwelk te ontvangen heeft, overgemaakt ten laatste op het einde van de maand na deze waarop de afrekening betrekking heeft. Er wordt geene nihil-rekening opgemaakt.*

3. — *Het onderzoek van deze afrekeningen geschiedt volgens de regelen voor de afrekeningen wegens de postwissels, vastgesteld bij het reglement van uitvoering op de Overeenkomst betreffende den dienst van bedoelde postwissels.*

4. — *De afrekeningen van tolrechten geven aanleiding tot eene afzonderlijke uitbetaling. Voor de Beheeren die het vragen, worden zij echter gevoegd, hetzij bij de rekeningen der postwissels, hetzij bij de rekeningen L of M van bedoelde Beheeren.*

XXI

Toezending van bescheiden betreffende de uitwisseling van postpakketten.

1. — De Beheeren deelen elkander over en weder, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, en ten minste drie maanden vóór het in werking treden van de Overeenkomst, mede :

- a) de door hen vastgestelde bepalingen ten aanzien van het maximumgewicht, de aangifte van waarde, de hinderlijke pakketten, de verrekenpakketten, het aantal pakketten welke van ééne tolaangifte mogen vergezeld zijn, en omtrent het toelaten van geschreven mededeelingen op het verzendingsbulletijn.
- b) indien het te pas komt, de grenzen voor de afmetingen en den inhoud, in § 2 van artikel III van dit Reglement bedoeld ;
- c) het tarief, in hunnen dienst van toepassing op de postpakketten voor ieder der verdragsluitende landen, vastgesteld in overeenstemming met artikel 5 van de Overeenkomst betreffende de pakketpost en artikel I van dit Reglement ;
- d) de eindporten toegepast op de postpakketten ;
- e) de namen der kantoren of plaatsen welke aan den dienst der pakketpost zullen deelnemen, of het bericht, dat alle kantoren aan dien dienst deelnemen ;
- f) een uittreksel in de Duitsche, Engelsche, Spaansche of Fransche taal, van de bepalingen hunner binnenlandsche wetten of reglementen, betreffende het vervoer der postpakketten.

2. — Elke latere wijziging, ten aanzien van de hierboven vermelde bepalingen, wordt onverwijld op dezelfde wijze medegedeeld.

XXII

Voorstellen tot wijziging van het Reglement van uitvoering.

1. — In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten, bedoeld bij artikel 27 van de Hoofdovereenkomst, heeft het Beheer van elk der verdragsluitende landen het recht, aan de andere aan de Overeenkomst deelnemende Beheeren, door tusschenkomst van het internationaal Bureel, voorstellen betreffende de bepalingen van dit Reglement te doen.

2. — Elk voorstel wordt behandeld, overeenkomstig de bepalingen van artikel XLIV van het Reglement ter uitvoering van de Hoofdovereenkomst.

3. — Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen :

- a) alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging der bepalingen van dit artikel of van artikel XXIII betreffen;
- b) twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging van de artikelen II, III, IV, V, VI, VII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV en XV betreffen;
- c) de volstrekte meerderheid, wanneer zij eene wijziging van de andere artikelen of de uitlegging van de verschillende bepalingen van dit Reglement betreffen, behoudens het geval van verschil, voorzien bij artikel 2^o van de Hoofdovereenkomst.

4. — Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd door eene kennisgeving van het internationaal Bureau aan alle aan de Overeenkomst deelnemende Beheeren.

5. — De aangenomen wijzigingen of besluiten mogen niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving worden ten uitvoer gelegd.

XXIII

Duur van het Reglement.

Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop de Overeenkomst in werking treedt.

Het zal voor denzelfden tijd als die Overeenkomst gelden, tenzij het, in gemeen overleg, tusschen de verdragsluitende partijen mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd twintig.

Voor Duitschland :

RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Voor de Argentijnsche Republiek :

A. BARRERA NICHOLSON.

Voor Oostenrijk :

EBERAN.

Voor België :

A. PIRARD.
TIXHON.
Hub. KRAINS.

Voor de kolonie van Belgisch Congo :

M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Voor Boliviaë :

LUIS RODRIGUEZ.

Voor Brazilië :

Alcibiades PEÇANHA.
J. Henrique ADERNE.

Voor Bulgarije :

N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Voor Chili :

A. de la Cruz.
 Florencio MARQUEZ de la PLATA.
 Gus. COUSINO.

Voor China :

LIU FOU-TCHENG.

Voor de Republiek Colombië :

W. MAC LELLAN.
 Gabriel ROLDAN.

*Voor de Republiek Costa-Rica :**Voor de Republiek Cuba :*

JUAN LAURETAGOYENA.

Voor Denemarken :

HOLLNAGEL JENSEN.
 HOLMBLAD.

Voor de Republiek San Domingo :

Leopoldo LOVELACE.

Voor Egypte :

N. T. BORTON.

Voor de Republiek Ecuador :

LUIS ROBALINO DAVILA.
 Leonidas A. YEROVI.

Voor Spanje :

CONDE de COLOMBI.
 José de GARCIA TORRES.
 Guillermo CAPDEVILA.
 José de ESPAÑA.
 Martin VICENTE.
 Antonio CAMACHO.

Voor de Spaansche Koloniën :

Bernardo ROLLAND.
 Manuel G. ACEBO.

Voor Ethiopië :

WEULDEU-BERHANE.

Voor Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

Voor Frankrijk :

M. LEBON.
 P. M. Georges BONNET.
 M. LEBON.
 G. BLIN.
 P. BOUILLARD.
 BARRAIL.

Voor Algerië :

H. TREUILLÉ.

Voor de Fransche Koloniën en Protectoraten in Achter-Indië :

ANDRÉ TOUZET.

Voor al de andere Fransche Koloniën :

G. DEMARTIAL.

Voor Griekenland :

P. SCASSI.
 TH. PENTHÉROUDAKIS.

Voor Guatemala :

JUAN J. ORTEGA.
 ENRIQUE TRAUMANN.

Voor de Republiek Haïti :

LUIS MA. SOLÉR.

Voor de Republiek Honduras :

RICARDO BELTRAN X RÓZPIDE.

Voor Hongarije :

O. DE FEJÉR.

G. BARON SZALAY.

Voor Britsch Indië :

G. R. CLARKE.

Voor Ysland :

HOLLNAGEL JENSEN.

Voor Italië en de Italiaansche Koloniën :

E. DELMATI.

S. ORTISI.

Voor Japan :

S. NAKANISHI.

ARAJIRO MIURA.

Y. HIRATSUKA.

Voor Chosen :

S. NAKANISHI.

ARAJIRO MIURA.

Y. HIRATSUKA.

Voor al de andere Japansche onderhoorigheden :

S. NAKANISHI.

ARAJIRO MIURA.

Y. HIRATSUKA.

Voor de Republiek Liberia :

LUIS MA. SOLÉR.

Voor Luxemburg :

G. FABER.

Voor Marokko (behalve de Spaansche kreits) :

GÉRARD JAPY.

J. WALTER.

Voor Marokko (Spaansche kreits) :

M. AGUIRRE DE CARGEN.

L. LÓPEZ-FERRER.

C. GARCIA DE CASTRO.

Voor Nicaragua :

M. IG. TERAN.

Voor Noorwegen :

SOMMERSCHILD.

KLAUS HELSING.

Voor de Republiek Panama :

J. D. AROSEMENA.

Voor Paraguay :

FERNANDO PIGNET.

Voor Nederland :

A. W. KYMMELL.

J. S. v. GELDER.

Voor Nederlandsch Indië :

WIGMAN.

W. F. GERDES OOSTERBEEK.

J. VAN DER WERF.

Voor de Nederlandsche Koloniën in Amerika :

WIGMAN.

W. F. GERDES OOSTERBEEK.

J. VAN DER WERF.

Voor Peru :

D. C. URREA.

O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Voor Perzië :

HUSSEÏN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Voor Polen :

W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
D^r Marjan BLACHIER.

Voor Portugal :

Henrique MOUSINHO DE ALBU-
QUERQUE.

*Voor de Portugeesche Koloniën in
Afrika :*

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA
BARBARA.

*Voor de Portugeesche Koloniën in
Azië en Oceanië :*

José Emilio dos SANTOS E SILVA.

Voor Rumenië :

D. G. MARINESCO.
Eug. BOUKMAN.

*Voor Rusland :**Voor de Republiek San-Marino :**Voor Salvador :*

Ismael G. FUENTES.

Voor het Saar-gebied :

DOUARCHÉ.

*Voor het Koninkrijk der Serviërs,
Croaten en Slovenen :*

DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
D^r Franya PAVLITCH.
Costa ZLATANOVITCH.

Voor het Koninkrijk Siam :

PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Voor Zweden :

Julius JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Voor Zwitserland :

MENGOTTI.
F. BOSS.

Voor Tsjecho-Slowakije :

D^r Otokar RUŽICKA.
Václav KUCERA.

Voor Tunesië :

Gérard JAPY.
A. BARBARAT.

Voor Turkije :

MÉHMÉD-ALI.

Voor Uruguay :

Adolfo AGORIO.

*Voor de Vereenigde Staten van Vene-
zuela :*

Pedro-Emilio COLL.
BARCELÓ.
A. POSSE.

ANNEXE AU N° 223.

Projet de loi approuvant la Convention de l'Union postale universelle de Madrid du 30 novembre 1920 pour le transport des colis postaux et son règlement d'exécution.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes présenteront en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

« Sont approuvés : la Convention de
 » l'Union postale universelle concernant
 » l'échange des colis postaux et son
 » règlement d'exécution conclus à
 » Madrid, le 30 novembre 1920, entre
 » l'Allemagne, la République Argen-
 » tine, l'Autriche, la Belgique et la
 » Colonie du Congo belge, la Bolivie,
 » le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la
 » Chine, la République de Colombie,
 » la République de Costa-Rica, la
 » République de Cuba, le Danemark, la
 » République Dominicaine, l'Égypte,

BIJLAGE VAN N° 223.

Wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst der Wereldpostvereeniging van Madrid, van 30 November 1920, voor het vervoer van postpakketten en van haar uitvoeringsreglement.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen zullen, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp voorleggen, waarvan de inhoud volgt :

« Zijn goedgekeurd : de Overeen-
 » komst der Wereldpostvereeniging
 » betreffende het vervoer van post-
 » pakketten en haar uitvoeringsregle-
 » ment, gesloten te Madrid, den 30^e No-
 » vember 1920, tusschen Duitschland,
 » de Argentijnsche Republiek, Oosten-
 » rijk, België en de Kolonie van
 » Belgisch Congo, Bolivia, Brazilië,
 » Bulgarije, Chili, China, de Republiek
 » Colombië, de Republiek Costa-Rica,
 » de Republiek Cuba, Denemarken, de
 » Republiek San Domingo, Egypte,

» l'Équateur, l'Espagne et les Colonies » espagnoles, l'Éthiopie, la Finlande, » la France, l'Algérie et les Colonies » et Protectorats français de l'Indo- » Chine l'ensemble des autres Colonies » françaises, la Grèce, le Guatemala, la » République d'Haïti, la République » du Honduras, la Hongrie, l'Inde » britannique, l'Islande, l'Italie et les » Colonies italiennes, le Japon, le » Chosen, l'ensemble des autres Dépen- » dances japonaises, la République de » Libéria, le Luxembourg, le Maroc (à » l'exclusion de la Zone espagnole), le » Maroc (Zone espagnole), le Nicaragua, » la Norvège la République de Panama, » le Paraguay, les Pays-Bas, les Indes » néerlandaises, les Colonies néerlan- » daises en Amérique, le Pérou, la » Perse, la Pologne, le Portugal, les » Colonies portugaises de l'Afrique, de » l'Asie et de l'Océanie, la Roumanie, » la Russie, la République de Saint- » Marin, le Salvador, le Territoire de » la Sarre, le Royaume des Serbes, » Croates et Slovènes, le Royaume de » Siam, la Suède, la Suisse, la Tchéco- » slovaquie, la Tunisie, la Turquie, » l'Uruguay et les États-Unis de » Vénézuéla. »	» Ecuador, Spanje en de Spaansche » Koloniën, Ethiopië, Finland, Frank- » rijk, Algerië, de Fransche Koloniën » en Protectoraten in Achter-Indië, al » de andere Fransche Koloniën, Grie- » kenland, Guatemala, de Republiek » Haïti, de Republiek Honduras, Hon- » garije, Britsch Indië, Ysland, Italië » en de Italiaansche Koloniën, Japan, » Chosen, al de andere Japansche » Onderhoorigheden, de Republiek Li- » beria, Luxemburg, Marokko (behalve » de Spaansche kreits), Marokko » (Spaansche kreits), Nicaragua, Noor- » wegen, de Republiek Panama, Para- » guay, Nederland, Nederlandsch Indië, » de Nederlandsche Koloniën in Ame- » rika, Peru, Perzië, Polen, Portugal, » de Portugeesche Koloniën in Afrika, » Azië en Oceanië, Rumenië, Rusland, » de Republiek San-Marino, Salvador, » het Saargebied, het Koninkrijk » der Serviërs, Croaten en Slove- » nen, het Koninkrijk Siam, Zweden, » Zwitserland, Tsjecho-Slowakije, Tu- » nesie, Turkije, Uruguay en de Ver- » eenigde Staten van Venezuela. »
--	---

Donné à Laeken, le 10 avril 1921. Gegeven te Laeken, den 10^e April 1921.

ALBERT.

PAR LE ROI :

VAN S' KONINGS WEGE :

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

HENRI JASPAR.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeevezen, Posterijen en Telegrafien,*

XAVIER NEUJEAN.